l'unité

M 2805 - N° 616 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 27 septembre 1985



L'affaire Greenpeace

LA VERITE FAIT ENFIN SURFACE

UN STRICT BUDGET D'ECONOMIE LIBEREE

P.S.: UN VENT DE SYNTHESE SOUFFLE SUR LES SECTIONS

BERGERON: LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS...

LA FRANCE EST UNE FETE... MERCI M. LANG

AMERIQUE LATINE: LE CAUCHEMAR PASSE

Politique en bref

PAR MARTINE DUCOUSSET

LE PEN

La grosse bête qui descend, descend...

Un ex-para musclé, reconverti dans la zoologie, c'est drôle, non ? Enfin, drôle... Jean-Marie Le Pen, aujourd'hui, file la métaphore animalière. Nos ennemies les bêtes. Et c'est odieux. « Il existe une araignée, explique le président du Front national, qui pond ses œufs dans le corps de sa proie insensibilisée ; c'est la situation actuelle de notre pays : non seulement nous sommes l'objet d'une véritable invasion, mais nous l'encourageons. »

Et Le Pen persiste et signe : « Nous assistons à une véritable marabunta ». Euh... « La marabunta, c'est la marche des colonnes de fourmis géantes dans la forêt vierge qui balaient tout ce qu'elles trouvent. »

Vous avez déjà compris, bien sûr, les œufs de l'araignée, les fourmis géantes, ce sont les immigrés. Des immigrés plus que jamais dans le collimateur du Front national, qui organisait le 21 septembre dernier toute une journée d'étude, rien que pour dire pourquoi et comment il était nécessaire de bouter hors de France ces envahisseurs.

L'extrême droite a plein d'idées sur la question. Et propose 26 mesures, « elles ne sont pas exhaustives », précise Jean-Marie Le Pen, à vous faire froid dans le dos. « Taxe spéciale » dissuasive pour les employeurs de main-d'œuvre étrangère, abrogation de la carte de séjour de dix ans, interdiction pour le travailleur immigré d'être électeur ou éligible aux élections professionnelles, sociales ou syndicales, suppression des allocations familiales, de la Sécurité sociale, des Assedic – les immigrés auront leurs caisses « autonomes... » Et, comme si la coupe n'était pas déjà pleine, halte-là aux fourmis des écoles : « Les enfants des étrangers n'auront pas accès à l'enseignement gratuit. »

Tout ça pour éviter ce que Jean-Marie Le Pen dénonce comme une « véritable spoliation » : « une vague déferlante et conquérante, dont on peut mesurer matériellement la progression. Un jour, c'est un commerce qui tombe ; un autre jour, c'est un immeuble ».

Bref, sus aux sangsues, et vive la France ! Mais comment faire comprendre à l'extrême droite que, de cette France-là, on n'en a jamais voulues ? Et qu'on n'en veut toujours pas ? La bête immonde, n'est décidément pas celle qu'on nous montre du doigt...

U.D.F.

Mais vingt-dieux c'est Bossuet !

Entre les deux, son cœur ne balance pas. Jean-Claude Gaudin, le bouillant président du groupe U.d.f. à l'Assemblée nationale, l'a déclaré tout net à « l'Express » : « Je n'imagine pas que François Mitterrand fasse appel à l'ancien président de la République » pour le poste de Premier ministre, en cas d'une éventuelle victoire de l'opposition en mars 1986. Son chouchou à lui ? Raymond Barre, bien sûr, qui est « incontestablement » le meilleur candidat que la droite possède pour récupérer l'Elysée.

L'intéressé, d'ailleurs, continue à fustiger les partisans de la cohabitation. « L'après 86, écrit-il dans sa revue mensuelle « Faits et arguments », suscite des manœuvres préparatoires provoque ici et là pour le poste de Premier ministre et les portefeuilles ministériels des compétitions aussi vives que feutrées. » Lui, manger de ce pain-là ? Quelle horreur !

« Tous ces jeux sont dérisoires au regard des problèmes fondamentaux qui se posent au pays. »

Une grandeur de vue pareille, pas de doute, ça vous en bouche un coin. Quel homme !

LA DROITE EN NOUVELLE-CALEDONIE

La volonté de ne pas comprendre

Nouméa, nous voilà. Nouméa, les voilà, venus célébrer le 24 septembre calédonien, jour anniversaire du rattachement du « caillou » à la France. Les voilà, tout occupés à prodiguer leur bonne parole avant le scrutin décisif d'un dimanche historique. Les voilà, en même temps, mais pas ensemble. Chirac et sa bande – Pons, Léotard, Médecin – choisissant d'arriver par Papeete pour éviter Le Pen et ses copains attendus via Singapour. L'un est passé par ici, l'autre repassera par là. Pendant tout leur séjour en Nouvelle-Calédonie, le président du R.p.r. et celui du Front national on joué à cache-cache. Et réussi – le tour de force est admirable – à franchir les étapes d'un périple identiqe sans se télescoper.

Heureusement qu'il y avait ce chassé-croisé rigolo pour pimenter un peu le voyage de nos deux hommes en terre calédonienne. Car Jacques Chirac comme Jean-Marie Le Pen n'ont pas offert, véritablement, de prestation bouleversante. Bien sûr, il y avait l'image d'un Chirac tout pimpant avec ses colliers de fleurs. Bien sûr, il y avait la vision étonnante – enfin, pas tant que ça – d'un Le Pen tout martial avec son béret para sur la tête. Mais, question discours, c'était tout, sauf renversant.

C'est que le programme politique de Le Pen tient justement dans son béret. N'a-t-il pas déclaré, en évoquant son couvre-chef : « C'est le signe de l'esprit combattant pour la France. » ? Côté Chirac, ce n'est guère plus constructif. Devant les réfugiés de la tour Saint-Quentin, dans la banlieue de Nouméa, le pésident du R.p.r. ne s'est-il pas exclamé : « Je vois écrit ici en France le mot réfugié (...) tout cela parce que des hommes, pour faire triompher leur idéologie, ne savent utiliser que la violence. » En vérité, je vous le dis, poursuit le maire de Paris : « Si en mars prochain l'alternance se fait dans le pays, alors la sécurité et l'ordre seront assurés, la solidarité entre la métropole et le territoire sera renforcée et nous verrons disparaitre le mot de réfugié. »

L'un – Jean-Marie Le Pen – a dit qu'il était venu transmettre « un message d'amour ». Mais il a aussi, au cours d'une conférence de presse, sommé le président du R.p.r. de promettre, en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives, de « déférer le chef de l'Etat en Haute cour de justice » pour y répondre de sa politique calédonienne. Si oui, le R.p.r. peut compter sur l'appoint des voix du Front national. L'autre – Jacques Chirac – se veut le chantre de la paix. Mais il proclame aussi, devant les Caldoches tout acquis à sa cause : « Quand un peuple est debout comme vous l'êtes, quand un peuple résiste comme vous le faites, son destin ne fait aucun doute. Ce soir, vous pouvez être confiants. Vous êtes forts (...) Vous êtes la France. » Et il qualifie les indépendantistes de « terroristes », et il répète le mot. Alors ? Alors, rien de neuf sous le soleil noir de la droite. Sinon une volonté de ne pas comprendre. Sinon un appel à la haine.

M.D.



BARRE

Mais bon sang c'est Tocqueville !

M. le professeur décerne ses bons points. La gauche – ouf ! n'est pas tout à fait mauvaise. C'est en tout cas ce qu'a laissé entendre Raymond Barre dans une interview accordée à l'hebdomadaire protestant « Réforme ». Un exemple ? Il apprécie beaucoup la politique menée par Jean-Pierre Chevènement. Et même, c'est une politique qui le « réjouit », car elle met fin au « laxisme » régnant dans l'enseignement. En un mot, il se déclare « très heureux » de voir l'actuel ministre de l'Education nationale « réincarner Jules Ferry. »

Autre exemple : Michel Rocard. Un homme doté d'une « vie intérieure qui lui donne son originalité surtout dans le parti auquel il appartient ». Après ces couronnes de lauriers, un scoop : « Mon libéralisme est tocquevillien », affirme le député du Rhône. Pragmatique, si vous préferez : « Je dois à Tocqueville de me méfier de ce qu'il appelle les « politiques littéraires », explique Raymond Barre, qui déteste profondément « les théories et les doctrines que l'on croit pouvoir projeter tout entières sur la réalité. »

Agacé par tous les gens qui parlent « à tort et à travers » du libéralisme, le « premier économiste de France » tient à nous donner sa propre définition du concept : « Maintenir le libéralisme politique et social » pour garantir les libertés et « accepter les mécanismes de l'économie de marché, avec des modalités d'intervention de l'Etat qui soient celles des économies modernes. » Alors, les bonnets d'âne, vous avez compris la leçon, cette fois ?



Jean-Claude Gaudin, vu par Bellenger.

OPERA

Sortie de Bogianckino, entrée de la « combinazione»

Massimo Bogianckino s'en va. Candidat socialiste heureux à la mairie de Florence, élu le 24 septembre dernier, il a annoncé dans la foulée sa démission de l'Opéra de Paris où il occupait le poste d'administrateur général pour la troisième saison consécutive de son premier mandat. Un mandat qui devait s'achever en juin 1986, mais qui avait déjà été prolongé jusqu'en juin 1987 avec, en plus, un accord de tacite reconduction valable d'année en année sauf dénonciation au moins deux ans à l'avance par l'intéressé. Pour résumer, on peut donc dire que Massimo Bogianckino était censé présider aux destinés de l'Opéra jusqu'en juin 1988, histoire sans doute de garder solides les relais jusqu'à l'ouverture de la Bastille, prévue pour 1989.

Le Palais Garnier n'en est pas à sa première démission en cours de mandat. Le précédent créé par Bernard Lefort, parti également dans le feu de l'action, avait déjà plongé la vieille bâtisse dans une situation marécageuse dont elle s'était sortie par une direction collégiale qui avait fonctionné jusqu'à la nomination du successeur légal. La même situation, se reproduisant, engendrera-t-elle les mêmes effets ?

Deux versions paraissent possibles à l'heure actuelle : une direction collégiale, comprenant des personnalités déjà en place (André Laquié dont on connaît l'arrivisme, Charles Fabius et Thierry Fouquet) auxquelles serait adjointe une personnalité artistique ; ou bien la nomination rapide d'un nouvel administrateur général (on chuchote beaucoup le nom de Louis Erlo, actuellement à Lyon et à la tête du festival d'Aix-en-Provence). Un homme providentiel, mais qui devrait peut-être accepter la dure mission de servir de bouche-trou avant l'opération Bastille qui, si elle se fait, a sans doute déjà trouvé l'homme de la situation en Gérard Mortier, directeur actuel du projet.

Les conversations vont bon train au ministère de la Culture. Une chose est sûre cependant : à quatre ans de la Bastille, à six mois des législatives, le paysage politique et culturel rend les choix et les choses particulièrement délicats. Et le sort de Garnier pourrait bien dépendre de l'ouverture des urnes...

FABIAN GASTELLIER



LA VERITE FAIT ENFIN SURFACE

En deux temps — dimanche soir et mercredi soir — le Premier ministre a désigné clairement les responsables de l'attentat contre le « Rainbow Warrior », l'amiral Lacoste et Charles Hernu.



PAR CLAUDE ESTIER

Nous demandions la semaine dernière, dans cette affaire Greenpeace, la vérité, toute la vérité et vite ! Le moins qu'on puisse dire c'est qu'en quelques jours les choses sont allées rapidement : démission de Charles Hernu et nomination immédiate d'un nouveau ministre de la Défense Paul Quilès, limogeage de l'amiral Lacoste, chef de la D.g.s.e. remplacé depuis mercredi par le général Imbot, annonce dimanche soir par le Premier ministre que le sabotage du « Rainbow Warrior » était bien le fait d'agents secrets français et que ceux-ci avaient agi sur ordre.

Restait à répondre à la question que tout le monde posait aussitôt : qui a donné cet ordre ? La réponse a été fournie mercredi soir à la télévision par Laurent Fabius, quelques heures après qu'il ait interrogé lui-même successivement l'amiral Lacoste et Charles Hernu : c'est à leur niveau que se situe la responsabilité d'une décision « mauvaise », dont l'exécution a été « malheureuse » et qui a eu des conséquences « graves ». Et pour être encore plus clair, le Premier ministre a ajouté que « dans une démocratie comme la nôtre », « la responsabilité incombe à l'autorité politique, c'est-à-dire au ministre ».

On ne saura sans doute jamais quel a été exactement la teneur de l'ordre — forcément oral — donné par Charles Hernu pour qu'il soit fait obstacle aux actions projetées par le mouvement Greenpeace contre les essais nucléaires français à Mururoa. Le Premier ministre n'exclut d'ailleurs pas, compte tenu des innombrables maladresses relevées dans l'exécution de l'opération que certains aient voulu « saboter le sabotage ». Mais la responsabilité du ministre de la Défense était engagée et même s'il a agi, animé par l'idée de l'intérêt de notre pays, comme l'a dit Laurent Fabius et comme nous en sommes tous persuadés, il paie aujourd'hui à la fois une initiative malheureuse et aussi le fait que la vérité ait été cachée si longtemps au président de la République, et au Premier ministre sans parler du conseiller d'Etat Bernard Tricot.

On dira que beaucoup de détails demeurent encore obscurs. Le gouvernement poursuit ses investigations et la commission d'enquête parlementaire à laquelle il s'est déclaré favorable pourra contribuer à apporter des lumières. Mais nul ne pourra désormais contester de bonne foi que mercredi soir un pas décisif a été franchi dans la révélation par le pouvoir lui-même d'une réalité cruelle à plus d'un titre, ce qui constitue bien une leçon de courage politique.

Au fur et à mesure que la vérité faisait ainsi son chemin on commençait à mieux comprendre les tenants et les aboutissants d'une affaire apparemment fumeuse et digne d'un mauvais feuilleton policier. Essayons de revenir aux faits essentiels.

1) Le premier de ces faits est que l'on ne saurait pas ce que l'on sait aujourd'hui si le gouvernement, et le président de la République tout le premier, n'avaient pas exigé que toute la lumière soit faite quelles qu'en soient les conséquences et quel qu'en soit le prix à payer. C'est en ce sens que le comportement du pouvoir est exemplaire et ne mérite pas les sarcasmes dont l'accable une partie de la presse étrangère avec cependant de notables exceptions comme celle, du « Journal de Genève » qui, contestant la possibilité d'un « Watergate » en France, ajoute : « Au fur et à mesure que l'affaire prend toute sa mesure, les candidats à la relève du pouvoir devraient se garder d'apparaître comme des Tartuffe plus prompts aujourd'hui à donner des leçons qu'ils ne l'ont été hier à donner l'exemple. »

2) C'est un autre fait que si, le jour ou « le Monde » révélait l'existence d'une « troisième équipe » ayant coulé le « Rainbow Warrior » dans le port d'Auckland, un certain nombre de dirigeants de l'U.d.f. se sont déchaînés contre le Premier ministre et le président de la République lui-même, les principaux leaders de l'opposition, à commencer par Jacques Chirac, ont depuis baissé d'un ton, ne renonçant certes pas à une exploitation politicienne d'une affaire qui embarrasse le pouvoir mais avançant quand même avec précaution sur un terrain où ils ne sont guère à l'aise.

Il est si facile, en effet, de leur rappeler ce que fut leur attitude lors des affaires douteuses qui émaillèrent les septennats précédents : l'affaire Ben Barka sous de Gaulle, l'affaire Marcovic sous Pompidou, la mort des anciens ministres de Broglie, Boulin et Fontanet sous Giscard, etc..., autant d'affaires, pour ne citer que celles-là, qui ne furent jamais vraiment élucidées et qui n'entraînèrent jamais la démission d'aucun ministre en dépit des déclarations aussi fracassantes que mensongères de certains d'entre eux, Poniatowski, par exemple.

3) Pour en revenir à l'affaire Greenpeace il n'est pas exclu qu'au-delà de l'opération elle-même qui a abouti à « neutraliser » le bateau des écologistes en le coulant, il y ait eu au sein même de la D.g.s.e. volonté de nuire au gouvernement socialiste. L'étrange comportement de l'amiral Lacoste à l'égard de son ministre de tutelle était déjà un sujet d'étonnement. La disparition de pièces essentielles du dossier annoncée lundi par Paul Quilès pose une autre série d'interrogations. Mais surtout, l'arrestation mardi de trois officiers, dont deux appartenant à la D.g.s.e. et accusés d'avoir livré des informations à la presse et peut-être aux autorités néo-zélandaises apporte un éclairage nouveau dans la mesure où elle confirme ce qu'avait dit « le Monde » lors de ses premières révélations à savoir qu'une partie au moins des informations venaient de milieux liés à l'opposition.

Ce n'est pas un hasard si le capitaine Barril dont sont connues les attaches avec l'extrême droite et qui s'est déjà illustré dans des actions de déstabilisation du pouvoir aurait servi d'intermédiaire à ce niveau.

4) Le rôle trouble joué par ces officiers placés mardi en garde à vue amène aussi à une réflexion sur les rapports entre le pouvoir politique et l'armée. La volonté de ne pas mettre en cause des membres de la hiérarchie militaire a guidé le comportement de Charles Hernu depuis le mois de juillet et c'est aussi le souci du président de la République et du Premier ministre, qui l'a dit avec force mercredi soir, que l'armée, en tant que telle, ne se trouve pas atteinte dans cette affaire dont il ne faut pas oublier que le point de départ — la décision de faire obstacle aux agissements du mouvement Greenpeace — est directement lié à l'existence et au développement de la force de dissuasion nucléaire française. La nomination du général Imbot et non pas d'un civil à la tête de la D.g.s.e. traduit bien cet état d'esprit. Il n'en reste pas moins qu'à l'intérieur même de l'armée certains officiers n'ont pas hésité à se lancer dans une exploitation politique des événements, y compris en « balançant » ceux de leurs collègues qui ont participé sur ordre à l'opération d'Auckland.

5) Un autre point mérite qu'on s'y arrête : c'est l'acharnement mis dans cette affaire contre la France par la Nouvelle-Zélande bénéficiant de la solidarité du Commonwealth qui amène le gouvernement de Londres, et la presse britannique, à adopter une attitude outrancière à l'égard de notre pays. Certes, un acte répréhensible a été commis par des agents français sur le territoire néo-zélandais. Le Premier ministre s'en est déclaré navré et lors de sa rencontre à New York avec le vice-Premier ministre de Nouvelle-Zélande, Roland Dumas a abordé avec lui le problème des modalités de dédommagement. David Lange n'en continue pas moins à se montrer intraitable, oubliant que son pays accorde largement l'hospitalité à une organisation dont l'action avouée est dirigée contre la France. Il s'agit donc bien d'une nouvelle étape d'une campagne qui dure depuis longtemps et qui vise à dissuader la France de poursuivre ses essais nucléaires à Mururoa et plus encore à tenter de l'éliminer du Pacifique sud. C'est bien la raison pour laquelle le président de la République avait tenu il y a deux semaines à se rendre sur place. Cela n'a pas plu au gouvernement néo-zélandais mais c'est là un autre aspect — peut-être le plus sérieux — de l'affaire Greenpeace et qui contribue à expliquer qu'à partir d'un attentat criminel, absurde et donc en tout point condamnable, elle ait pris ce volume démesuré. ●


Gamma

UN STRICT BUDGET D'ECONOMIE LIBEREE

Quatre priorités ont été retenues pour le budget 1986 : la formation, la recherche, la culture et la sécurité. Plus une très bonne nouvelle : les impôts vont encore baisser.

PAR STEPHEN GERE

CATASTROPHIQUE, récessif, mauvais, sans imagination, le budget. Particulièrement inégalitaire, a protesté Krasucky. Un budget qui manque d'ambition, a abondé dans son sens Guy Brana du C.n.p.f. : c'est sûr qu'il ne permettra pas aux entreprises de rattraper leurs concurrentes étrangères ! C'est aussi l'avis des C.g.p.m.e., S.n.p.m.i. Tous les petits et moyens sont d'accord. Un budget qui n'offre aucune possibilité de relance, déplore Edmond Maire. Un budget de récession, oui, ! lui répond Bergeron. En trompe-l'œil, gronde la C.f.t.c. Les prélèvements obligatoires, peste Marchelli.

« Ils font tous la gueule ! » commente-t-on sobrement chez Pierre Bérégovoy. Après avoir râlé contre la relance et réclamé la rigueur, tout le monde râle contre la rigueur et réclame sa relance. « Les socialistes ont bien changé », déplorent nombre de critiques à gauche. C'est sûr. Mais les temps aussi ont changé. Il a fallu dix ans à la France pour prendre conscience de l'ampleur de la crise. C'est tombé en pleine période de pouvoir de gauche. L'analyse de la crise s'est affinée, il fallait préciser les instruments qui doivent permettre d'en sortir. Trois, quatre ans, de malade l'économie française est devenue convalescente.

Et puis il y a le mauvais remède. Celui qui précipite le mal plutôt que de le guérir. Non que le médecin soit mauvais, mais parce que la science a encore des progrès à réaliser. Les remèdes qu'on administre aux chevaux sont de ceux-là. Vous savez, on dit : « Soigner le mal par le mal. » En économie, ça ne marche pas. Ce fut le cas de la relance de 1981, ce serait aussi le cas de la récession libérale de Jacques Chirac, s'il entrait à Matignon en 1986. Pour Raymond Barre, ce serait différent, c'est vrai. L'ancien Premier ministre se garde bien de faire des propositions. Il n'en a pas !

Barre faisait de son temps une politique de rigueur, direz-vous. Certes, mais sans volonté de réforme. Une politique de rigueur sert à maintenir les grands équilibres, pendant que l'on fait quelque chose. A un malade, on donne un sédatif contre la douleur, mais aussi des antibiotiques contre l'infection. La rigueur produisait 14 % d'inflation et 60 milliards de déficit commercial, après cinq années de Barre dans un environnement extérieur dominé par un dollar à 6 F. Aujourd'hui, on arrive à 6 % d'inflation et à 20 milliards de déficit, après deux ans et demi de rigueur Delors-Bérégovoy, dans un environnement dominé par un dollar à 9 F *(voir encadré ci-dessous)*. En plus, Raymond Barre n'avait que la morgue et le mépris pour expliquer sa politique. Quoiqu'il arrive, Fabius et Bérégovoy ne seront jamais aussi bas dans les sondages s'ils devaient rendre le pouvoir. Si Barre revient, plus dure sera la chute. On a toujours oublié une chose : Raymond Barre est un incorrigible conservateur. Ce n'est pas des Silicon Valley qu'il nous prépare mais des fortunes des Rougon.

Pendant ce temps nos ministres ont réformé. Delors a lancé le Second Marché boursier, Bérégovoy rénove de fond en comble le marché financier. Si Paris est en passe de devenir une des premières places financières du monde, c'est à eux qu'on le devra. Paradoxe, si Bérégovoy laisse son empreinte quelque part, ce sera plutôt autour de la corbeille qu'à Billancourt. Soyez sûr qu'on n'a pas fini d'en parler de ce petit ministre de gauche à l'allure débonnaire.

Rénover le capital, ça ne peut profiter qu'aux capitalistes, direz-vous. Pas si sûr ! Car cela permet de trouver des marges de manœuvre. Relancer par le budget, on l'a vu, ça fait très très mal à terme, même si cela donne une illusion de bien-être dans l'immédiat. Une inflation basse et des taux d'intérêt qui descendent produisent tout de suite des effets bénéfiques. Mais ça fait moins généreux, et cela suppose davantage d'efforts collectifs. Si, dans le même temps, on modernise les structures économiques, et notamment financières, on peut arriver à sortir de la crise.

C'est la droite qui fait peur aux cambistes

« Aux pratiques dirigistes d'autrefois s'oppose le goût du risque et de la réussite » : c'est dans la présentation générale du projet de budget pour 1986. On ne gouverne plus par le budget mais par les taux, et la déréglementation. Résultat : un « budget strict ». Ce n'est pas la gauche qui a inventé cela, mais c'est elle qui l'applique. Pierre Bérégovoy l'a appelée « l'économie libérée ».

Cela ne veut pas dire que le projet de budget doit se résigner à n'être qu'une espèce d'intendance de la France. Ce budget conserve des priorités. Il est tout entier placé sous le signe de la modernisation, l'un des deux mots clés de Laurent Fabius. La modernisation qui, sous un terme usé pour avoir été trop répété, est peut-être passée dans les consciences. Nous évoquions tout à l'heure celle des circuits financiers : c'est maintenant la droite qui fait peur aux cambistes. Le budget de 1982 avait l'emploi pour priorité affichée. En donnant, en 1986, la priorité à la formation, on sert sans doute davantage l'emploi qu'en créant des milliers de nouveaux fonctionnaires.

Le grand ratage de la gauche c'est l'emploi. C'est d'avoir espéré vaincre le chômage alors que personne n'en a les moyens. Sauf, peut-être, le système communiste, mais dans quelles conditions ! On peut seulement limiter la casse, et, par rapport à son ultra libérale homologue d'outre-Manche, Laurent Fabius ne s'y prend pas si mal.

Côté désinflation, ça va bien. Du coup, les perspectives économiques pour 1986, c'est-à-dire le contexte dans lequel le budget prend sa positivité ne sont pas si mauvaises. L'inflation ? On en vient peu à peu à bout. La méthode est éprouvée et tient en un mot : désaccoutumance. Comme l'héroïne. L'économie française s'est longtemps « shootée » à la hausse des prix, qui n'est pas favorable aux revenus les plus modestes. Devinez qui tenait la seringue ? Elle apprend aujourd'hui à vivre sans. La désinflation fait baisser les taux d'intérêt. Du coup, l'Etat paie moins cher ses remboursements. Toujours ça de gagné pour le budget.

La situation financière des entreprises s'étant améliorée, on a pu réduire les subventions et autres aides indirectes aux entreprises, qu'elles soient d'ailleurs privées ou

DEPENSES

Les quatre « gros mangeurs » du budget 1986

MILLE milliards de francs, ce sont vingt tunnels sous la Manche ou vingt millions de Renault 5. Mais 1 030 milliards de francs, ce sont les dépenses de la France en 1986. Si elles progressent, au total, de 3,6 %, l'inflation étant attendue à 3,4 % en moyenne, l'augmentation ne sera pas uniforme. Ce qui va le plus augmenter, d'une année à l'autre, c'est la charge de la dette publique. Ces intérêts et remboursements des emprunts de l'Etat augmenteront de 12,8 %, à 94 milliards de francs, ce qui est moins que les 20 % d'augmentation de 1985 par rapport à 1984. En revanche, les dépenses d'intervention civiles, notamment les subventions à l'industrie, baisseront de 3 %.

« Le pouvoir d'achat des fonctionnaires sera maintenu », a affirmé Pierre Bérégovoy. D'après ses prévisions, il augmentera, pour les actifs et les retraités, de 3,4 %, comme l'inflation. D'ailleurs les dépenses totales de fonctionnement progresseront de 5,8 %, réseau routier et « informatique pour tous » obligent ! Ce qui va le plus régresser, c'est le train de vie de l'Etat. Fini le champagne (même mauvais) dans les ministères : on boira du mousseux. Ca fait Front popu ! Les « dépenses civiles en capital » reculent de 5,7 %, ce qui fait 3 % de moins en volume.

On relève quatre priorités : la formation, qui, avec 208 milliards représente 20 % du total des dépenses : 3 300 emplois seront d'ailleurs créés dans le secteur ; pour faire plaisir aux profs, il faut noter que leur priorité est plus impérative que celle même, de la défense, dont le budget total « n'excède pas » 158 milliards de francs ; la recherche, dont les dépenses vont augmenter de 8,2 % en valeur, soit 4,1 % en volume. 1 400 emplois de chercheurs vont être créés. Par rapport à 1980, les crédits alloués à la recherche auront été multipliés par plus de 2,5 ; la culture, dont le budget atteint 0,96 % du total.

Au programe, plus de création et de diffusion, mais aussi l'achèvement, dès 1986, de plusieurs grands projets d'architecture et d'urbanisme. En outre, la baisse de la T.v.a. sur la redevance télévision dégagera 700 millions de francs en faveur du développement de l'audioviduel.

La sécurité des Français, enfin, puisque la modernisation de la police et de nos forces armées se traduit par une progression de 1 milliard des crédits accordés à la police et de 2 % en volume (8 milliards) des dépenses militaires.

Priorité également aux dépenses civiles d'équipement. Les dépenses d'investissement augmentent de 2 %. Le retour à l'équilibre de la plupart des entreprises publiques permet de réduire les dotations en capital de près d'un tiers et de les recentrer sur la sidérurgie et les automobiles Renault.

S.G.

publiques. Les entreprises qui ont été nationalisées en 1982 se portent mieux, et certaines même, très bien. La sidérurgie, elle-même, pourrait améliorer ses comptes d'exploitation en 1986. Elles auront moins besoin de dotations budgétaires, cet argent frais versé par leur actionnaire unique. L'économie se finance déjà beaucoup moins par le budget. C'est ainsi que l'ouverture progressive du marché monétaire et de décloisonnement des marchés de l'argent apportent aux particuliers et aux entreprises des instruments financiers adaptés à leurs besoins, et à un moindre coût.

Cela permet, par exemple, aux crédits bonifiés d'être recentrés sur des actions prioritaires comme l'investissement, les exportations, la création d'entreprises et les P.m.e. Les prêts bonifiés sont accordés à un taux réduit, les intérêts, correspondant à la différence de taux, étant subventionnés par l'Etat.

Modifier en profondeur le financement de l'économie suppose une gestion rigoureuse des dépenses de l'Etat. Le déficit budgétaire sera limité à 3 % du P.i.b., soit 145 milliards de francs. Les autres années, on s'était aussi fixé une limite de 3 % du P.i.b. Le problème, c'est qu'on l'avait dépassé.

En 1984, le déficit aura avoisiné les 3,3 % du P.i.b. Pierre Bérégovoy ne rigole pas du tout avec les comptes. C'est presque pathologique chez lui. En 1986, le déficit ne doit pas dépasser les 3 %. L'administration doit donner l'exemple d'un maximum d'efficacité économique. En plus, si l'Etat ne gère pas les deniers publics avec toute la rigueur souhaitée, les contribuables vont renâcler à payer leurs impôts. La gestion privée : qu'on n'entende plus Gattaz proposer ses services aux ministres.

Claire incitation à investir

Moins d'Etat ! La gauche veut prouver qu'elle n'est pas bureaucrate. « Assez d'Etat pour qu'il remplisse ses tâches essentielles, dit-on Rue de Rivoli, mais point trop n'en faut. » Moins d'Etat, ce sont des dépenses qui vont diminuer en valeur relative. C'est compliqué ! Les dépenses de l'Etat (1 030 milliards de francs) augmenteront l'an prochain de 3,6 % par rapport à 1985. Les richesses produites par les Français (P.i.b. en valeur, c'est-à-dire hausse des prix comprise) augmenteront pour leur part de 6,1 %. D'où une baisse relative des dépenses publiques par rapport aux richesses produites.

Ce qui va le plus augmenter, c'est la charge de la dette. Ce qui diminuera ce sont certaines dépenses d'intervention. L'essentiel c'est de bien orienter les dépenses. Quatre priorités ont été retenues : la formation, la recherche, la culture et la sécurité.

Et puis, finalement, dans ce budget, il y a une bonne nouvelle : les impôts vont baisser. Ils ont déjà baissé cette année de 5 %. Le troisième tiers est toujours douloureux mais moins quand on sait que ça baisse. Démagogie la baisse des impôts ? Pas évident si on peut rendre autant sinon plus de services en dépensant moins. L'Etat peut, lui aussi, réaliser des « gains de productivité ». Les recettes de l'Etat augmentent donc de 3,9 %. Un peu plus que les dépenses, c'est pour réduire le déficit budgétaire. Encore une fois, les recettes vont nettement moins augmenter que les richesses produites. Autre manière de dire qu'on paiera moins d'impôts.

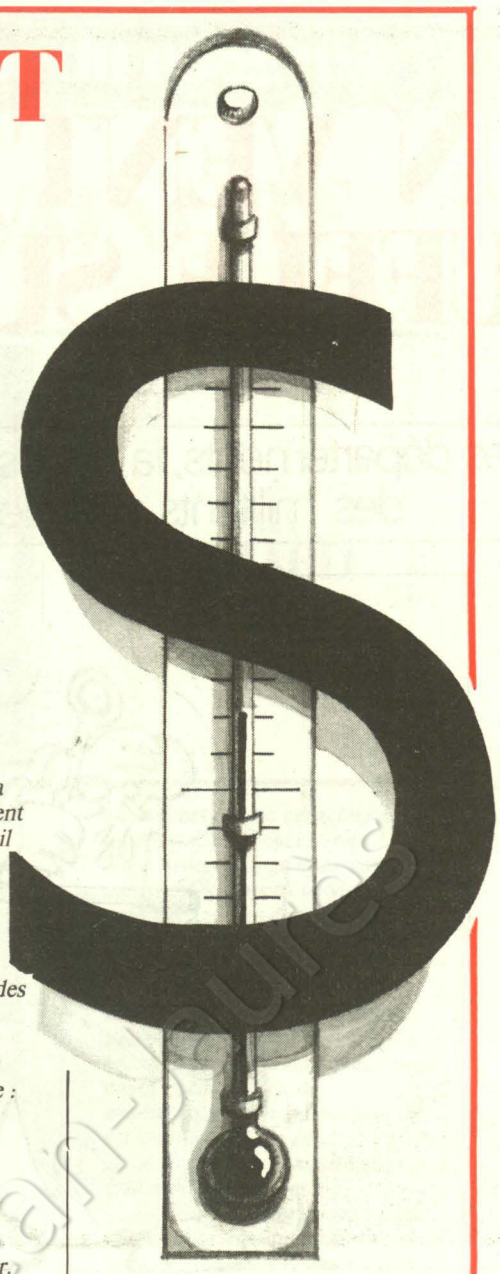
Déjà sur le revenu, de 3 % en 1986. De plus, afin d'annuler l'incidence de l'inflation, les tranches du barème seront strictement indexées, comme cela a toujours été le cas depuis 1981. Côté solidarité, la majoration à 8 % de l'impôt sur les grandes fortunes pour les patrimoines supérieurs à 3,6 millions de francs hors biens professionnels – les châteaux, les Rolls, les fourrures et les bijoux ! – sera reconduite.

L'autre baisse de l'impôt c'est pour les entreprises, et ça concerne les bénéfices qui ne sont pas distribués aux actionnaires sous forme de dividendes. L'impôt sur les bénéfices payé par les sociétés représente 50 % de ces bénéfices. Mais une entreprise a le choix entre distribuer ses bénéfices ou les réinvestir. La part qui sera réinvestie ne sera désormais imposée qu'à 40 %. L'incitation à investir est claire.

Voilà le budget dont certains osent dire qu'il va précipiter le retard des entreprises françaises sur leurs concurrentes étrangères ! Voilà le budget tellement inégalitaire qu'il pénalise encore les pauvres et davantage les riches... Voilà le budget qui, finalement, dépense trop tout en ne dépensant pas assez. Pour un ministre des Finances, le « moins d'impôt et plus de dépenses » ressemble à ces poules aux œufs d'or qui ne se nourriraient même pas au maïs. Autant dire que c'est rare. En fait, il y a deux tests imparables pour savoir si un budget est bon. Ou bien tout le monde est content et c'est le cas d'espèce décrit ci-dessus sous la forme d'un gallinacé. Ou bien tout le monde proteste : c'est ce qui se passe depuis une semaine !

ET MAINTENANT AU TOUR DU YEN

Après avoir décidé les Américains à dégonfler leur billet vert surévalué, il va falloir convaincre les Japonais de gonfler leur billet mauve sous-évalué.



PAR STEPHEN GERE

« C'EST la première fois que les Américains admettent qu'il faut corriger les lois du marché, c'est tout de même un tournant, non ? » Pierre Bérégovoy est satisfait : le point du vue français a fait un sérieux pas en avant. Un signe plus qu'encourageant pour les Français qui ferraillent contre les changes flottants depuis le sommet de Versailles. Le cours du dollar ne représente pas les données réelles de l'économie américaine, ne cessaient d'expliquer Jacques Delors et Pierre Bérégovoy. Pas du tout, répliquent les Américains relayés par l'opposition de droite en France, le cours du billet vert reflète la vigueur exceptionnelle de la reprise américaine.

Seulement voilà : la reprise américaine a fait long feu. Et si la croissance outre-Atlantique reste encore plus qu'honorable, la dernière estimation (2,5 %) reste en dessous des prévisions de l'administration Reagan et ne justifie plus un dollar aussi élevé. Du coup les milieux d'affaires américaines se sont inquiétés : un dollar à près de 9 F ne nous permet pas d'exporter tandis qu'il sublime la compétitivité des produits étrangers sur notre marché intérieur. Et de presser Ronald Reagan, le grand manitou du libéralisme, de prendre des mesures protectionnistes ! Il est vrai, qu'avec 150 milliards de dollars de déficit commercial (la prévision pour 1985), le président américain devait réagir. En fait, il avait le choix : prendre des mesures protectionnistes ou dégonfler le dollar. En bonne logique, il a choisi la seconde. D'où cette réunion surprise des ministres des Finances du club des cinq le week-end dernier à New-York.

Le club des cinq regroupe les pays les plus riches de la planète : Etats-Unis, Japon, Allemagne fédérale, France et Grande-Bretagne. A l'issue des pourparlers, une déclaration commune encourageait une appréciation « ordonnée » des principales devises face au dollar. Une déclaration qui faisait l'effet d'un coup de tonnerre. Aussitôt, les places financières réagissent en cascade. Lundi, la baisse est brutale. Il faut dire qu'on estime d'ordinaire que le dollar est coté 15 % à 30 % au-dessus de sa valeur. Même si les finances se refusent à citer un chiffre, un bon dollar serait entre 7,50 et 6 F. Et plutôt près de 6 F. Donc, la chute est rapide : le dollar perd lundi 5 % de sa valeur. A Paris, il cote 8,24 au fixing, soit 55 centimes de moins qu'à l'ouverture.

Rue de Rivoli, on s'attend maintenant à une baisse progressive et ordonnée du dollar. C'est également l'avis des cambistes, qui estimaient que la descente d'escalier de lundi avait nettement indiqué « une tendance ». Les responsables français plaident, rappelons-le, en faveur d'un système monétaire international divisé en trois zones de stabilité, chacune fonctionnant un peu à la manière du S.m.e., et dominées l'une par le dollar, l'autre par l'Ecu, la troisième par le Yen. Pour eux, il existe maintenant une autre préoccupation que la surévaluation du dollar : c'est la sous-évaluation du Yen. Une situation dont s'accommodent fort bien les exportateurs japonais, qui, à l'inverse des Américains réalisent un excédent commercial avoisinant les 500 milliards de dollars. Une situation qui préoccupe donc Pierre Bérégovoy : après avoir décidé les Américains à dégonfler leur billet vert il va falloir convaincre les Japonais de gonfler leur billet mauve.

Loto sportif : c'est moins cher, plus facile et ça doit -absolument- rapporter gros

PAR PHILIPPE MAQUAT

LES plus heureux avec l'arrivée, cette semaine, du nouveau Loto sportif, ce sont d'abord les employés des bureaux de validation. Fini pour eux de s'arracher les cheveux, de déchirer nerveusement le bulletin tendu et de perdre du temps à expliquer au parieur perplexe comment remplir correctement la grille.

La reprise en main du jeu par Alain Calmat, ministre des Sports, et par Nelson Paillou, président du comité olympique français (Cnosf) a porté ses fruits : le nouveau Loto est simple dans son principe, très simple même puisqu'il suffit de pronostiquer le résultat (et non plus le score) de seize matches, le football servant provisoirement de support unique.

Ramenée de 12,50 F à 5 F, la mise minimale est revenue à des proportions plus raisonnables. Toutefois, et sur le même bulletin, le joueur plus fortuné a désormais la possibilité d'effectuer plusieurs combinaisons grâce au principe du jeu multiple dont les montants s'échelonnent de 10 F à... 1 080 F. Quant au hasard il n'a pas totalement disparu du jeu. Les « 7 numéros de la chance » permettront, en effet, au parieur de gagner s'il a trouvé le résultat de sept rencontres qui seront tirées au sort chaque vendedi soir.

Rappelons enfin au lecteur intéressé que les validations se feront le mercredi et le jeudi – c'est donc trop tard pour cette semaine – et que les gagnants seront connus le lundi. Mais pour gagner il faudra au moins avoir treize bonnes réponses sur seize possibles. Après l'échec au printemps de sa première formule, le Loto sportif redémarre donc avec le football, le sport le plus populaire de l'Hexagone. Pour autant le caractère multisports du jeu, cher à Alain Calmat n'est pas abandonné puisque le ballon ovale est appelé à assurer l'intérim dès la mi-novembre. Cela en raison du match international de football France-Yougoslavie qui ne peut, seul, servir de support. Mais de toute façon le football ne pouvant alimenter que 25 des 45 tirages prévus pour 1986, il fallait bien faire appel à d'autres disciplines, ce dont nous ne nous plaindrons pas.

Reste que l'enjeu de Loto sportif numéro deux n'est pas mince. « Nous n'avons pas le droit à un deuxième échec n'hésite pas à lancer Nelson Paillou dans le style direct qui caractérise si bien le président du Cnosf. Cela voudrait dire, en effet qu'il n'y a pas de place pour un jeu nouveau en France et alors nous arrêterions. » On ne pouvait être plus clair. En outre, il ne faut pas cacher qu'un nouvel échec du Loto pourrait créer une situation difficile pour le sport français. Rigueur oblige les crédits budgétaires alloués au ministère de la Jeunesse et des Sports pour 1986 sont, en effet, en diminution de 2,8 % par rapport à l'exercice précédent et ne représentent plus que 0,21 % du budget global... « alors que la culture se rapproche du 1 % » fait remarquer Nelson Paillou, qui n'a « rien contre la culture » et se borne à constater. Or, c'est bien grâce aux ressources extra-budgétaires du P.m.u. et du Loto sous forme de prélèvements, et à celles attendues du Loto sportif nouvelle formule, que les crédits du sport augmenteront en fait de 4,1 %. Soit au même rythme que le budget général de l'Etat.

« Les crédits extra-budgétaires sont des crédits publics et il y a bien volonté de l'Etat de donner des moyens au sport par un autre biais que l'impôt ou les prélèvements obligatoires rappelait Alain Calmat dans une récente interview accordée à « l'Unité » (n° 612).

Il n'empêche que le Loto sportif qui doit rapporter 300 millions de francs au mouvement sportif pour 1986 n'a effectivement guère droit à l'erreur. Vis-à-vis du sport français...

UN VENT DE SYNTHESE SOUFFLE SUR LES SECTIONS

Dans tous les départements, la discussion sur les motions bat son plein. La grande majorité des militants semblent souhaiter la synthèse à Toulouse.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

SYNTHESE ou pas synthèse ? A deux semaines du congrès de Toulouse, la tonalité et l'orientation du débat au sein du P.s. l'attestent : la très grande majorité des militants souhaitent que les motions défendues respectivement par Lionel Jospin et Michel Rocard se fondent dans un seul et même texte. Si la constitution des listes pour les élections législatives suscite quelques tensions dans certains départements, la discussion purement politique qui se poursuit dans les Fédérations a conservé une sérénité déjà constatée au stade des contributions (voir « l'Unité » n° 611).

A six mois des échéances capitales de mars 1986, la base affirme une priorité : resserrer les rangs. « Ici le débat est tout à fait serein » explique André Pineau, premier secrétaire fédéral des Deux-Sèvres. « L'assemblée générale des militants du département a montré que les points de convergence sont très largement supérieurs aux deux principaux points qui séparent les motions. »

La décantation estivale du débat a permis de rapprocher les points de vue. Mais un clivage demeure. Il se résume en deux questions. Les socialistes ont-ils changé ? Avec comme corollaire l'évaluation de certaines « erreurs » de la politique gouvernementale. Quelle stratégie définir dans la perspective des élections de 1986 ? C'est essentiellement autour de ces deux thèmes que s'articule le débat sur les motions.

Selon les rocardiens les socialistes ont changé depuis 1981 ; ils doivent le dire. Les amis de l'ancien ministre de l'Agriculture mettent également en cause la politique de relance appliquée dès le début du septennat. Non pas tant la nature des réformes mais leur rythme.

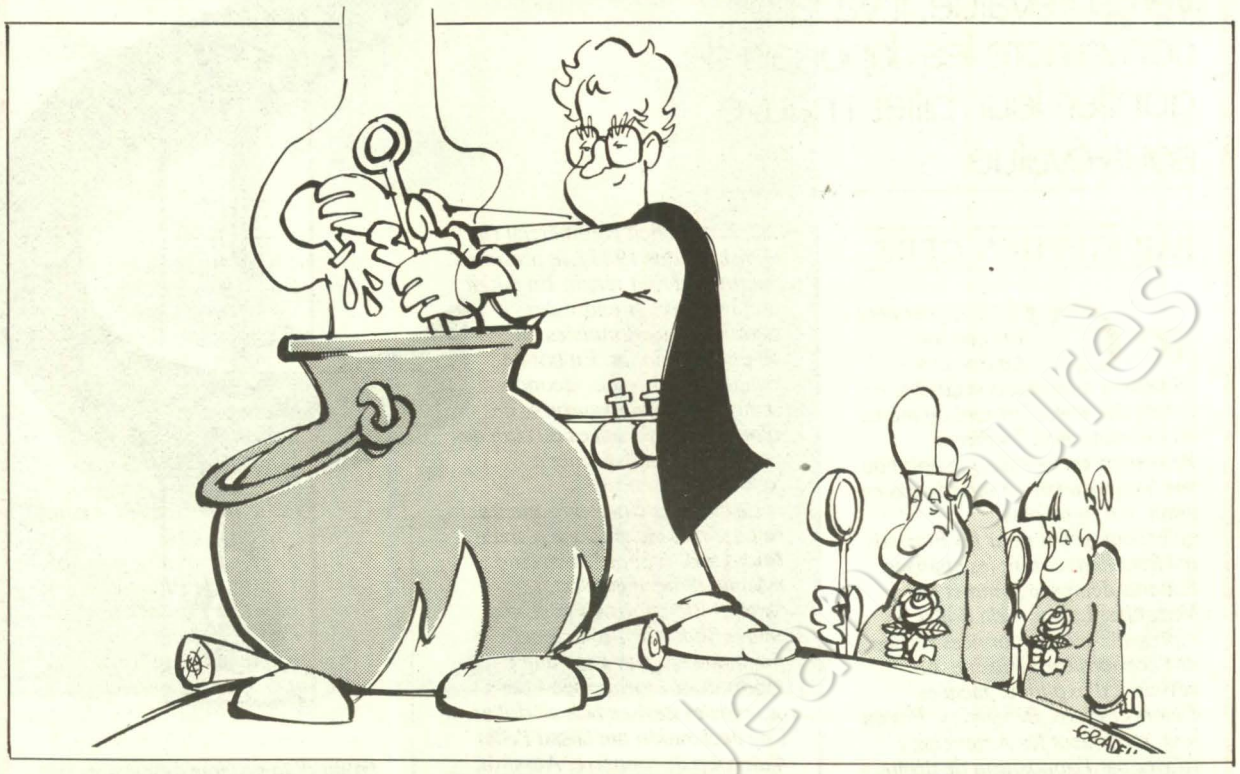
Echange d'argumentations

La majorité du P.s., elle, reconnaît que : « Nous avons adapté ou infléchi un certain nombre de nos actions et de nos priorités : après une relance justifiée, nous avons dû veiller davantage aux équilibres... L'action d'un gouvernement tient compte des obstacles rencontrés, des résultats enregistrés, des réactions des gens. De ce point de vue, dire sur quoi et en quoi nous avons changé est nécessaire. Faut-il bâtir pour autant une « théorie du changement », dire que nous avons renoncé, au contact des faits, à l'essentiel de nos convictions et de nos principes ?... nous ne le croyons pas. » Quant à la relance, elle est jugée positivement de la part des signataires de la motion 1 : « Les premiers résultats de notre politique sont patents. Ils montrent que la politique menée en 1981 et 1982 n'a pas engagé la France dans une voie dangereuse... »

En matière de stratégie, les rocardiens se montrent très précis dans le cas où aucune force ne disposerait de la majorité absolue en mars 1986 : « C'est aujourd'hui qu'il faut que le parti détermine son attitude dans une telle hypothèse. Le discours qui consisterait à refuser même de l'envisager serait soit de la résignation anticipée à l'hypothèse de la défaite, soit un camouflage permettant toutes les compromissions. »

Et Michel Rocard de proposer « trois exigences et cinq priorités pour un contrat de législature ». Du côté de la majorité du P.s., on se veut également « clair », mais on considère qu'il est trop tôt pour abattre toutes ses cartes : « Si le parti socialiste n'avait pas assez de sièges ni assez d'alliés pour gouverner sur ses positions, à partir de ses valeurs, sur une politique de gauche il serait dans l'opposition... Et puisque le problème des institutions est posé, par ceux-là mêmes qui les ont instaurées, alors le Parti socialiste engagera sa propre réflexion et fera, le moment venu et si cela est nécessaire, ses propositions... »

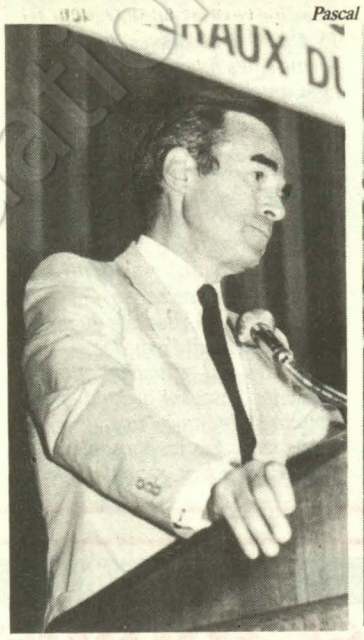
Dans les Fédérations on échange les argumentations. « Les rocardiens insistent sur les erreurs



MEMOIRE COURTE

Le dimanche et le lundi

Pascal Lebrun





Robert Badinter applaudi par les participants aux « Etats généraux du courage » parmi lesquels on reconnait Roger Hanin, Christine Gouze-Rénal, Claude Estier, Jeanine Tillard, Max Gallo, Françoise Fabius, etc.

L'apothéose. Le terme fait toc, un rien mégalo. Il est pourtant à la mesure de l'ovation accordée, samedi dernier, à Robert Badinter dans le cadre des « Etats généraux du courage » organisés par l'association « La mémoire courte » (1) Ouf ! Ça faisait chaud au cœur cette foule unanime, dressée pour accueillir le ministre de la Justice alors que, trente mètres plus loin, dans une autre aile de la maison de la Chimie, le Front national rassemblait ses fidèles autour de ses têtes de Turcs préférées : les gueules de Maghrébins et le profil de Badinter... Gare à ceux (j'en fus, à la fois, myope et étourdie) qui se gouraient de porte. On m'interpelle : « Vous cherchez quoi ? » Moi (une franchise qui me perdra) : « Un colloque sur le thème « Vaincre la peur ». Réponse du sbire de Le Pen : « Bah, c'est ici. On parle immigration. On parle peur, quoi. »

Comment ai-je fait pour m'en tirer ? Brouillard... Et puis voilà Badinter. Sublime, forcément sublime.

Parler du courage ? « Le courage a moins besoin de définitions que d'illustrations ; moins besoin de théoriciens que de militants » devait-il rappeler en guise d'introduction, saluant ainsi au passage les actions diverses, et cependant unies, de ses co-débatteurs : Yves Jouffa, Albert Jacquard (qui parle d'« humanitude », une notion si noble qu'on lui souhaite un grand avenir), Xavier Emmanuelli (et, à travers lui, toute l'équipe des « médecins sans frontières »), Bernard Langlois, Jean Costil, Christian Delorme et Breyten Breytenbach, malheureusement absent.

Au menu ? Des réjouissances : la haine, la peur, le racisme, le rejet, l'élitisme... Mais la fierté, aussi, de combattre tout cela ; de lutter pour la reconnaissance de l'autre, des autres...

Question : les mots peuvent-ils quelque chose lorsque l'on vit dans un monde où n'importe quel basané risque sa peau au détour d'un chemin ? Réponse : oui. Oui lorsque ces mots sont des convictions et qu'on lutte au nom de ces convictions. « Le courage, devait préciser Robert Badinter, c'est aussi simple que cela : ne pas mentir à ses convictions intimes. » En clair : le courage de l'esprit. Qui engendre le courage des actes. « Sauf, devait rectifier le ministre de la Justice en écho à Bruno Bettelheim, qu'on ne fait pas toujours ce qu'on veut... »

Mais l'important est d'être vigilant, présent ; d'occuper le terrain des idées, tellement miné à l'heure actuelle par les théories les plus morbides. Les débats, les colloques peuvent servir à cela : ne jamais arrêter de bouger. C'est du moins l'intime conviction de Jeanine Tillard, la fondatrice du mouvement « La mémoire courte ». Son but ? « Clamer le positif »; témoigner du « courage de la gauche : courage culturel, courage économique, courage politique ». On entend hurler les « déçus du socialisme » ? Qu'à cela ne tienne, Jeanine Tillard sait qu'elle peut compter sur les « inquiets du barrisme », et elle se fait forte de les rassembler. Les fantassins de « La mémoire courte », qui se réclament de Jaurès (« Le courage c'est d'aller à l'idéal et de comprendre le réel ») en se démarquant des partis, ont déjà frappé cinq fois par pub interposée.

La grande page du « Monde » avouant (16 mars 1984) : « Nous sommes de gauche et fiers de l'être », c'étaient eux. Le slogan « La laïque, nous on aime », eux également. Résultat de la campagne : 10 000 abonnés à un bulletin mensuel diffusé dans 97 départements et 22 pays étrangers. Pas si mal. Et le bébé peut grandir. Doit grandir. Voilà pourquoi Jeanine Tillard, infatigable, organise débats et tables rondes. Afin, explique-t-elle, de « rappeler les avancées réalisées depuis 81, la place redonnée aux valeurs républicaines et à la notion de solidarité qui, seule, permet la conquête de nouveaux espaces de liberté ».

C'est dans le même esprit que la « Mémoire courte » prépare sa prochaine campagne pour la veille des élections avec ce slogan : « Si vous ne venez pas voter dimanche ne venez pas pleurer lundi ». Ce qui sera aussi une façon de rappeler aux habituels abstentionnistes du premier tour de scrutin qu'en mars 1986 il n'y aura qu'un « seul tour » !

Fabian GASTELLIER

(1) Trois tables rondes étaient organisées dans le cadre de ces journées, réunissant, entre autres, Michel Delebarre, Yvette Roudy, Alexandre Adler et Max Gallo.

du passé, mais si elles existent elles sont imputables à nous tous, explique André Pineau. Nous étions tous au gouvernement. De toute façon, il n'y a pas de quoi se déchirer. Ne mettons pas le phare sur les erreurs. » En ce qui concerne la stratégie pour 1986, la position rocardienne est jugée irréaliste par les signataires de la motion 1. « Notre stratégie, on ne peut l'écrire dès maintenant, poursuit Pineau, bien malin qui peut dire quelle sera la situation politique au soir des élections de mars 1986. Un entraîneur de football ne dévoile pas à l'avance à ses adversaires la stratégie qu'il compte mettre en place pour le match. »

Malgré ces désaccords on constate, dans les Deux-Sèvres, que « un vent favorable à la synthèse » souffle aussi bien chez les rocardiens que dans les rangs de la majorité du P.s.

Même observation dans la fédération rocardienne du Loiret. « Le Parti socialiste est plus uni sur le fond qu'il ne l'a jamais été ; la synthèse est possible », affirme Rémy Blondel, le responsable fédéral. Mais il rejette toute interprétation réductrice ou caricaturale du débat : « En ce qui concerne les erreurs du passé, il s'agit plutôt d'expliquer pourquoi nous nous trouvons dans la situation actuelle. Le bilan de la gauche nous l'avons défendu. »

Un zeste de polémique

C'est pourquoi, avec un zeste de polémique, le mitterrandiste Claude Fritsch, dans le Bas-Rhin, ne comprend pas le « numéro d'auto-flagellation » des rocardiens : « En tout cas, nous, nous n'avons pas honte du bilan, au contraire nous en sommes fiers. Pour l'extérieur il faut être agressif vis-à-vis de la droite. »

Mais lui aussi constate « un besoin de synthèse affirmé par tout le monde ».

Dans les Landes, le débat se cristallise également sur les mêmes thèmes. « Nous voulons bien reconnaître que nous avons changé sous la pression des faits, mais nous n'avons pas l'intention de faire de mea culpa », explique le mitterrandiste Jean-Louis Carrère.

Quant à la question de la stratégie, il la juge inopportune actuellement : « Le problème des alliances n'est pas à l'ordre du jour. C'est une erreur politique grave de le poser en ces termes avant 1986, compte tenu des attaques que nous recevons de la droite et du P.c. »

Pas du tout ! réplique la rocardienne Geneviève Garros, dans le Finistère : « Que fait-on après 1986 ? Le Parti socialiste a un devoir de solidarité avec François Mitterrand. Lionel Jospin fixe au P.s. comme objectif 30 % pour les législatives. Mais même avec ce score on ne peut pas gagner. Michel Rocard ne sait pas plus que quiconque avec qui faire alliance. Mais au moins il cherche à faire des propositions constructives. Si on ne sait pas avec qui gouverner, qu'on sache au moins sur quoi s'entendre. »

Or, précisément, les « exigences » et les « priorités » du contrat de législature présentées par Michel Rocard sont loin d'emballer la majorité du P.s. : « Ces propositions pourraient être signées sans problème par Chaban-Delmas, lance Didier Migaud, dans l'Isère. Elles sont nécessaires mais pas suffisantes. » Dans le XIe arrondissement de Paris, fief de Georges Sarre, on voit, dans la perspective brossée à grands traits par les rocardiens, un « compromis avec la droite ». Mauvaise querelle répliquent les signataires de la motion 2.

« Le problème ne se pose pas en ces termes, explique le député du Finistère, Bernard Poignant. Si l'on change les règles du jeu du mode de scrutin et que l'on conserve la règle du jeu présidentiel, on risque d'aller vers la crise de régime. A coup sûr, il y aura une modification du paysage politique. Rocard propose simplement d'en parler. De toute façon, aucune motion ne détient la vérité révélée. Le P.s. doit augmenter son influence. Pour cela il doit se renouveler. L'exercice du pouvoir est un facteur de cette évolution. Cela dit, il n'est pas question de conserver le pouvoir à n'importe quelle condition. »

Quant au rocardien girondin, Pierre Brana, il est formel : « Personne au P.s. ne souhaite gouverner avec la droite. »

A Toulouse le P.s. préservera-t-il son unité comme le souhaite la base ? « Il n'y a pas de raison pour que ce soit le courant majoritaire qui cède, explique Claude Fritsch. Notre texte doit servir de base à la synthèse. C'est à Michel Rocard de faire le plus gros effort. » Dans les Landes, Jean-Louis Carrère poursuit : S'il n'y a pas de synthèse ce ne serait pas le fait de la majorité. » Pour Pierre Brana, « l'effort » doit être collectif : « Nous sommes pour l'unité du parti, mais il faut que tout le monde y mette du sien. Si certains voulaient mettre les rocardiens sur la touche, ce serait inacceptable. L'unité, d'accord, à condition que tous jouent le jeu. »

Le climat dans lequel se déroule la discussion politique paraît propice à la synthèse. Dans l'ensemble le débat est « cordial mais franc ». Rien à voir avec l'atmosphère passionnelle du congrès de Metz, en 1979.

Sur le fond, les clivages entre la majorité du P.s. et les rocardiens ne paraissent pas insurmontables. La controverse sur le passé ne devrait pas poser de gros problèmes. Des concessions ont été faites de part et d'autre. Une formulation acceptable pour tous devrait pouvoir être trouvée. En revanche, les divergences concernant la stratégie susciteront sans doute des discussions plus longues à la fameuse commission des résolutions. L'enjeu est de taille puisqu'il engage l'avenir du P.s.

Mais, en y regardant de près, les positions de chacun sont-elles inconciliables ? Les partisans de la motion Jospin souhaitent que le P.s. gouverne sur « ses positions à partir de ses valeurs ». Les rocardiens veulent fixer des « exigences », des « bornes » que doivent respecter tout gouvernement comprenant des socialistes. La définition et la précision pour les uns des « valeurs de gauche », et, pour les autres, des « limites » et des « exigences » ne peuvent-elles pas fournir un terrain d'entente ?

Dans ces conditions la synthèse ne prendrait l'allure d'une « reddition » pour personne. Le débat reste donc ouvert. Encore faudra-t-il que les problèmes concernant la constitution des listes dans certains départements n'interfèrent pas dans la discussion. Ce qui semble difficile à éviter si les dérogations à l'accord national conclu le 6 juillet se révèlent trop nombreuses. ●

la tribune du congrès

CONVAINCRE


Pascal Lebrun

PAR GERARD FUCHS

CONVAINCRE est le titre de la motion 2 et convaincre est bien aujourd'hui le défi qui nous est lancé. Car, à moins de six mois des prochaines législatives, les militants socialistes sentent bien que la situation doit être redressée d'urgence : si le vote intervenait maintenant, son résultat — sondages et élections partielles le confirment de façon convergente — risquerait d'être véritablement mauvais.

C'est dire l'importance du congrès de Toulouse, une des grandes occasions qui nous est encore donnée de nous adresser à ceux qui nous ont fait confiance en 1981.

Pour emporter une nouvelle fois leur conviction, il est apparu aux signataires de la motion 2 que deux problèmes clés devaient être abordés de front : porter un diagnostic précis sur les causes actuelles de la désaffection à notre égard afin que des remèdes adaptés puissent être définis ; aborder franchement la question de l'après 1986 afin que les indécis actuels sachent aussi précisément que possible à quoi pourra être utilisé leur vote. Mieux valait, nous a-t-il semblé, pour l'impact politique du congrès auprès de l'opinion, la présentation de plusieurs textes permettant un débat clair sur ces problèmes qui sont aujourd'hui ressentis différemment dans le parti, plutôt qu'une unanimité qui n'aurait pas permis de les examiner au fond.

Un diagnostic pour des remèdes

Pourquoi donc la désaffection actuelle à notre égard ? Est-elle la conséquence de notre bilan ? Mais près de 100 des 110 propositions du candidat François Mitterrand ont été réalisées ou engagées et, quoiqu'il arrive, les grandes réformes entreprises par la gauche depuis maintenant plus de quatre ans marqueront durablement notre pays : nous pouvons en être fiers. La désaffection résulte-t-elle du harcèlement incessant conduit contre nous par la droite ou le patronat ? Sans doute pour une part, mais il n'y a rien, là, qui puisse être considéré comme inattendu. Certains de nos sympathisants ont-ils été déçus par le décalage qui s'est instauré entre leurs espérances et nos réalisations, en particulier sur le terrain décisif de l'emploi ? Là est une question très importante. Pour une part sans doute, cette déception était inévitable : quand on a rêvé pendant vingt-cinq ans à une arrivée au pouvoir de la gauche, les réalisations apparaissent nécessairement en retrait du rêve : il n'y a pas de déçus du socialisme, il y a des déçus de l'espérance. Il nous semble cependant que le décalage est né aussi du caractère excessif de certaines de nos promesses et du fait qu'après avoir essayé malgré tout de les tenir, le gouvernement a dû finalement constater que, sauf à faire courir au pays des risques tout à fait inacceptables, des changements de notre politique étaient nécessaires.

Nous pensons que le décalage s'est accru, par ailleurs, du fait que trop souvent ces changements ont été niés face à l'évidence (« il n'y a pas de plan de rigueur dans les tiroirs ») ou minorés à l'excès (« la parenthèse de la rigueur ») au risque d'une profonde perte de crédibilité auprès de nombreux citoyens, moins inconscients des difficultés de la période que beaucoup de nos dirigeants parfois paraissent le penser.

Là réside, à nos yeux aujourd'hui, un premier problème : nous avons changé, il faut le dire et expliquer pourquoi, expliquer aux uns, qu'une meilleure prise en compte des réalités ne signifie en rien un renoncement aux valeurs fondamentales qui fondent notre combat de socialistes, aux autres, que, ayant appris à l'expérience du pouvoir, nous ne renouvellerons plus certaines erreurs.

Nous avons changé d'analyse : le mythe de la crise-parenthèse s'est effondré, nous savons maintenant que nous sommes placés devant une mutation sans précédent et que l'enjeu de la décennie à venir est d'en assurer une maîtrise démocratique au service de tous. Nous avons changé de conceptions stratégiques : nul n'ose plus parler aujourd'hui de rupture avec le capitalisme et les références à l'union de gauche comme accord programmatique au sommet ont un caractère plus incantatoire qu'opérationnel. Nous avons changé dans notre analyse des moyens nécessaires pour engager les changements que nous souhaitons : davantage de socialisme n'est plus synonyme de davantage de nationalisations ; l'entreprise, lieu de luttes de classe, est enfin reconnue aussi comme étant pour commencer un lieu de production ; le marché a pris un tel avantage sur le Plan qu'on en vient à regretter l'insuffisance évidente de ce dernier !

Tenir un langage de vérité sur ce que nous sommes devenus, reconnaître, sans renier en rien nos valeurs, que nous avons beaucoup appris de l'exercice du pouvoir : telle nous paraît donc, être une première condition indispensable, pour retrouver la crédibilité. Et la crédibilité est la clé de toute capacité de conviction, et la conviction est indispensable à la victoire.

Quelle victoire ?

La victoire, mais quelle victoire en effet, alors que le choix de la proportionnelle rend rigoureusement impossible que les socialistes retrouvent à eux-seuls, dans les temps à venir, une majorité à l'Assemblée nationale ?

Beaucoup de sympathisants nous demandent déjà, aujourd'hui — et cette question prendra la force d'une vague à l'approche des législatives — avec qui allez-vous donc gouverner ?

A cette question simple, certains proposent de se contenter de répondre que s'il y a une majorité R.p.r.-U.d.f. nous serons dans l'opposition. Tous les socialistes sont bien d'accord là-dessus. Mais cette hypothèse est celle de la défaite, et si elle est en effet la plus simple, nous la refusons. La « victoire » alors c'est l'autre hypothèse : celle où la coalition R.p.r.-U.d.f. n'est pas majoritaire, celle où - selon toute probabilité — les socialistes forment en conséquence le groupe principal à l'Assemblée nationale.

Avec qui allez-vous donc gouverner ? La question revient lancinante. On peut se contenter de dire bien sûr : vous verrez bien ! Après tout, la proportionnelle n'est-elle pas le système où l'on sait pour qui l'on vote, mais où l'on ne sait pas pourquoi l'on vote, alliances et programmes ne se définissant qu'au lendemain du scrutin comme la IVe République nous l'a durablement enseigné.

Mais une telle réponse ne satisfait pas les signataires de la motion 2. Nous disons : c'est vrai, indiquer « avec qui » est aujourd'hui impossible, car le P.c. ne veut plus entendre parler d'alliance, et le R.p.r. et l'U.d.f. incarnent des visages de la droite avec lesquels le compromis n'est pas possible. On peut toujours rêver, bien sûr, à un P.c. qui changerait une fois encore d'attitude et à une droite qui se déchirerait, face, par exemple, à la question d'une éventuelle alliance avec le Front national ! Mais rêver n'est pas répondre.

Alors nous disons : à défaut d'être précis sur le « avec qui », soyons du moins précis sur le « pourquoi ». C'est l'idée du contrat de législature, non plus programme socialiste que le mode de scrutin retenu rend irréalisable dans l'immédiat mais plate-forme minimum qui, si elle ne nous permettait pas de rassembler une majorité, ferait que nous devrions clairement retourner, là aussi, dans l'opposition.

Proposer aux Français non pas de nous faire confiance les yeux fermés mais d'être à la fois témoins et juges de ce contrat : telle nous paraît être la deuxième condition indispensable pour faire renaître la crédibilité.

Reconnaître que nous avons changé, car nous sommes persuadés qu'il se trouvera alors un bien plus grand nombre de Français qu'aujourd'hui pour préférer une gauche qui aura beaucoup appris, à une droite qui n'aura rien oublié ; proposer un contrat de Gouvernement, car nous sommes persuadés que nombre de Français apprécieront l'honnêteté de ceux qui leur diront ce qu'ils pensent véritablement pouvoir faire dans une période difficile : là, sont à nos yeux les enjeux du congrès de Toulouse ; là, doit se manifester notre volonté de nous battre pour créer le rapport de force le plus favorable ; là, se trouvent aujourd'hui les conditions pour conserver leurs meilleures chances à la mise en œuvre de nos valeurs d'égalité, de solidarité mais aussi d'appel à l'intelligence et à la responsabilité.

BERGERON : LE BON SENS PRES DE CHEZ VOUS...

Langage mesuré, discours bien « cadré » et depuis longtemps André Bergeron reste fidèle à lui-même dans son rôle d'homme de bon sens. Et ça marche : c'est en jouant sur ce registre que le patron de F.o. a hissé sa centrale à la deuxième place.

PAR CLAUDE JADOUL

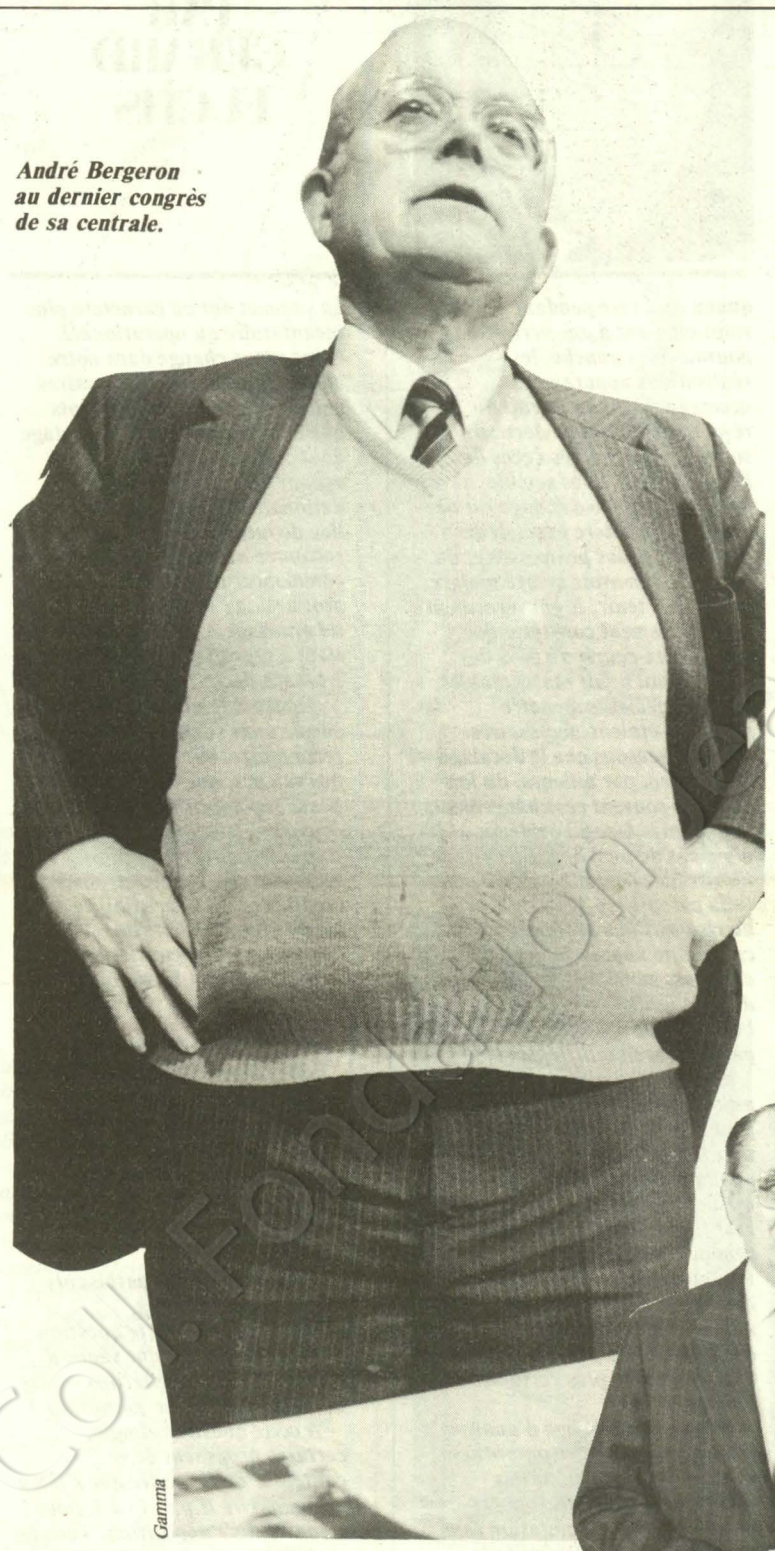
LE secrétaire général de Force ouvrière a maintenant une solide ambition : que la C.g.t.-F.o. (re)devienne la première confédération du pays, redevenir la C.g.t. tout court. F.o., tout comme la C.g.t., ne revendique-t-elle pas d'être l'héritière des hommes qui fondèrent la C.g.t., il y a quatre-vingt-dix ans ?

A première vue, cette ambition peut paraître démesurée : F.o. est loin, très loin de pouvoir rivaliser en termes de militantisme et d'audience avec la C.g.t. et la C.f.d.t. Une élection, fût-elle celle à la « Sécu », ne transforme pas, du jour au lendemain le « look » d'une organisation parfois ronronnante. Reste qu'en termes d'adhérents, F.o. semble mieux résister à la désyndicalisation que ses concurrents. André Bergeron l'annonce *urbi et orbi* : « Force ouvrière maintiendra son chiffre d'adhérents pour 1985. Plus d'un million d'hommes et de femmes, avec les retraités. »

L'an dernier, lors de son congrès, la Confédération revendiquait 1 140 000 adhérents, pour 1 300 000 à la C.g.t., chiffres fournis alors par Henri Krasucki, la C.f.d.t. évoluant probablement en dessous de la barre des 800 000 inscrits. Voilà, grosso modo, les données actuelles du problème.

Mais voilà, les choses évoluent. Il est clair, en effet, que, à Force ouvrière, on est très attentif à ce qui se passe chez les concurrents. Entre une C.g.t. tentée de redevenir la C.g.t.u. strictement communiste et une C.f.d.t. en panne de stratégie, Force ouvrière pressent sans aucun doute qu'un nouveau champ de syndicalisation s'ouvre devant elle. Un match est bel et bien ouvert entre Edmond Maire et André Bergeron pour occuper la place d'un syndicalisme réformiste. Et, de ce point de vue, Force ouvrière a pour elle une pratique de quarante années à son actif. La C.f.d.t. ne la délogera pas facilement de ce rôle d'interlocuteur privilégié du patronat. Et ce n'est pas faute de s'essayer à donner des gages : on l'a bien vu lors des négociations (avortées) sur la flexibilité. Le bonhomme Bergeron a, à cette occasion, joué un vilain tour à Edmond Maire en décidant, tout de go, de ne pas signer l'accord, mettant du même coup la C.f.d.t. dans une position délicate... Toujours est-il que Force ouvrière, forte de ses certitudes et d'un discours cohérent, peut maintenant rivaliser avec une C.f.d.t. à la ligne fluctuante.

« Syndical, rien que syndical » : ce mot d'ordre de F.o. marche très fort, fût-ce au prix d'une syndicalisation tous azimuts qui va de L.o. à certaines franges de la droite. A F.o., on est peu ouvert au « modernisme ». « Le travailleur paye ses timbres pour être défendu un point c'est tout », explique souvent André Bergeron en guise de credo. Et la flexibilité généralisée n'a guère d'adeptes, avenue du Maine, siège de la Confédération. Reste que F.o. a maintenant un concurrent avec la C.f.d.t., sur son terrain de prédilection : le contractuel.



André Bergeron au dernier congrès de sa centrale.

Gamma

Mais, fait-on observer : « A F.o., nous n'avons pas la même notion du contractuel qu'à la C.f.d.t. » Pas question de généraliser la « négociation à froid ». F.o., sortie du même moule que la C.g.t., s'en tient au sacro-saint principe du « rapport de force », fût-il de façade... Ce qui suppose des syndicats efficaces.

C'est dans cet esprit qu'André Bergeron apporte son soutien à Michel Delebarre, lorsqu'il écrit dans « le Monde » : que « pour qu'il y ait dialogue, il faut des interlocuteurs et donc que le rôle du syndicat soit pleinement reconnu (...) que personne ne saurait oublier que l'équilibre social d'un pays passe par des partenaires forts et donc des syndicats puissants ».

« Nous partageons également, écrit André Bergeron, les réserves qu'il exprime à l'égard du discours de ceux qui entendent privilégier la négociation au plan des entreprises par rapport aux conventions collectives traditionnelles, soit interprofessionnelles, soit de branche. Il a tout à fait raison de redouter la résurgence des corporatismes et, en tout cas, l'élargissement des différences entre ceux qui travaillent dans un endroit et ceux qui sont occupés dans un autre. »

Au travers de ces lignes, c'est la C.g.c. et, dans une moindre mesure, la C.f.d.t., qui sont visées, Bergeron, lors de sa récente conférence de presse a clairement laissé entendre que la question du S.m.i.c., mise sur le tapis par Yvon Gattaz, le préoccupait au plus haut point. De quoi s'agit-il ? Le C.n.p.f. revendique que, dorénavant, le S.m.i.c. soit aménagé par négociation collective, c'est-à-dire en accord avec les partenaires sociaux. Actuellement, il faut le noter, le S.m.i.c. est fixé par le gouvernement. Tout le monde est concerné, pour l'ensemble du territoire. A l'inverse, en cas de négociation collective entre le patronat et les Confédérations syndicales, le risque est grand pour les salariés payés au S.m.i.c., « notamment dans les régions à faible densité industrielle, ou dans les branches d'activité en difficulté », écrit Bergeron dans un récent éditorial.

Haro sur le reaganisme

C'est donc la question d'un S.m.i.c. différencié, de région à région, qui est posée. « On en reviendrait à l'octroi », affirme un dirigeant de F.o. Un autre ajoute : « Maire veut déréglementer, avec des rapports de force locaux, c'est inacceptable. » Il y a donc bien deux conceptions du contractuel, l'une qui se fonde sur la solidarité interprofessionnelle (la protection sociale en général), et une autre qui accepterait des remises en cause (la déréglementation) dans l'espoir de créer des emplois. A F.o., on tonne : « Il ne faut pas abandonner la proie pour l'ombre. »

Cela ne veut pas dire que la Centrale de Bergeron soit hostile — par principe — à la flexibilité. « Dans la pratique, on accepte la flexibilité dans les entreprises, mais c'est du donnant-donnant. Prenez la question d'un carnet de commandes en dent de scie : nous acceptons les heures supplémentaires... mais avec une monnaie d'échange. » Au cas le cas. En clair, F.o. s'en tient à la stricte application du Code du travail, aux conventions collectives en général, et se refuse à des mesures dérogatoires facilitées dans les entreprises.

Pas question, non plus, de revenir sur l'autorisation administrative de licencier, une revendication patronale. M. Gattaz prétend qu'une telle mesure générerait des emplois « mais, ajoute Bergeron, il y aurait d'abord entre 300 000 et 400 000 licenciements dans un premier temps ». Clair : F.o. tient le reaganisme, même larvé, en suspicion.

Sur tout, impavide, le leader de Force ouvrière maintient son cap, au risque de passer pour manquer d'imagination. Et, curieusement, le Bergeron cuvée 1985 reste très modéré dans ses appréciations à l'égard du gouvernement. Plus question, semble-t-il, d'agiter le spectre d'une « explosion sociale », un thème qui lui était très cher il y a quelques mois encore. Il y a comme une inversion : c'est à l'égard du patronat que Bergeron est désormais le plus dur, même s'il expose, sereinement, tel ou tel aspect de la politique gouvernementale qui ne lui convient pas. De ce point de vue, on revient de loin, après les bouderies de l'après-10 mai 1981.

S'il confesse qu'il rencontre toujours les dirigeants de l'opposition, le secrétaire général de F.o. semble mieux en phase avec le pouvoir. Ses proches laissent, régulièrement, tomber de petites phrases qui traduisent peut-être une évolution. Tel dirigeant souligne, par exemple, que « mis à part deux ou trois de ses membres, le bureau confédéral est formé de gens qui ont été ou sont membres du Parti socialiste ».

Bien sûr, indépendance syndicale et Charte d'Amiens obligent, Force ouvrière « ne donnera pas de consigne de vote pour mars 1986 ». Mais le soutien nuancé aux thèses de Michel Delebarre, pour ne retenir que cet aspect, donne à penser. En tout cas, la centrale de Bergeron, ne relaie pas la droite, ce que l'on aurait pu craindre il y a encore deux ans, lorsque le R.p.r. avait effectué une poussée remarquée parmi les ouailles d'André Bergeron. ●



A l'émission « l'Enjeu » avec Pierre Bérégovoy et Yvon Gattaz.

Interpresse

Coll. Fondation Jean Jaurès

UNE QUADRAGENAIRE QU'ON NOUS ENVIE



Comment envisager la vie quotidienne sans la « Sécu » qui a su traverser bien des passes difficiles : la croissance non maîtrisée de l'économie et du système de soins, puis la crise économique, mais qui répond toujours aux besoins des assurés.

PAR PIERRE-YVES POINDRON

QUARANTE ans ! la Sécurité sociale s'apprête à fêter ses quarante années de bons et loyaux services ! Quarante années d'une histoire qui a souvent agité le monde politique et syndical, liée à la vie économique et démographique de la nation, présidant aux destinées du système de soins français, étroitement mêlée à la vie d'un nombre croissant de Français. Quarante ans... un bail ! Comme d'une vieille compagne attentive, on finit par ne plus remarquer sa présence, mais l'on n'ose imaginer ce que serait la vie sans elle. Les feuilles de soins ? Ce n'est pas seulement un rituel que beaucoup d'assurés remplissent, c'est un césame qui donne à tous, sans discriminations, l'accès à une médecine de qualité que nombre de pays nous envie.

Sans « Sécu », il est probable que le système de santé n'aurait pas connu l'évolution qualitative qu'on lui connaît, tout en garantissant aux malades le choix de leur praticien, celui de leur établissement hospitalier et des soins alignés sur les avancées de la recherche et de la médecine.

On aurait tort, cependant, de n'évoquer que la seule assurance maladie. Sans doute, la retraite semble-t-elle, à beaucoup, lointaine et abstraite, raison de plus pour la préparer tout au long de la vie active et pour instaurer une solidarité entre les générations qui est, quoiqu'on en dise, le ciment d'une collectivité. Sans doute une politique familiale ne peut-elle se résumer à des aides financières, il n'empêche que la Caisse d'allocations familiales joue apportunément les marraines dans nombre de familles.

Le souffle de la Résistance

Et pourtant, la Sécurité sociale a eu du mal à se faire accepter. Il a fallu la rupture de la Seconde Guerre mondiale pour que l'idée s'enracine. Pour la seconde fois en un demi-siècle, le pays a subi une saignée démographique, il est, économiquement, à genoux, mais fermement décidé à se redresser. Mais comment exiger un effort, sans qu'il soit équitablement réparti ? Comment exiger un effort sans solidarité ? La Sécurité sociale a sans nul doute contribué à instaurer ce climat propice au redressement de l'après-guerre. L'idée de solidarité finit par s'imposer.

Il n'en a pas toujours été ainsi avant guerre où les « Assurances sociales » se sont heurtées à de violentes oppositions. La droite — ce n'est pas une surprise — y lit la marque de l'« Etat providence », la patte des révolutionnaires.



Maurice Derlin, président de la Caisse nationale d'assurance maladie.

L'extrême gauche y voit un risque de démobilisation de la classe ouvrière. Après guerre, l'esprit de la Résistance ayant soufflé, les Ordonnances de 1945 jettent les premiers principes de la Sécurité sociale. A peine le bateau est-il à flot que, déjà, certaines voix s'empressent de prédire qu'il ne tardera pas à prendre eau. La droite prophétise que la Sécurité sociale entravera le développement économique. L'argument ressortira à chaque fois qu'il sera question d'améliorer le système. Veux-t-on instaurer le tiers-payant ? que c'est un tollé dans les rangs des conservateurs, veux-t-on étendre les droits des assurés ? que les mêmes conservateurs crient vertueusement « Au feu » !

L'opposition n'est pas seulement politique, elle est aussi corporatiste. Le corps médical, dans son ensemble, s'émeut des « menaces » qui pèsent sur l'exercice libéral de la médecine. Celui-ci, bien entendu, ne veut pas entendre parler de tiers payant, mais il faudra une longue bataille, engagée par le ministre des « Affaires sociales » socialiste, poursuivie au début de la Ve République, pour faire respecter aux médecins les principes des Ordonnances de 45.

Les premiers pas d'une politique conventionnelle, qui lie les médecins à la Sécurité sociale, sont hésitants, entachés de méfiance. Avec le recul, on s'aperçoit que cette politique conventionnelle, établissant les règles de remboursements des tarifs médicaux, a fait les beaux jours de toute une génération de praticiens. C'est si vrai que, dès 1963, 70 % d'entre eux sont conventionnés. Les syndicats médicaux se rallient en 1971 à la convention nationale, passée avec les Caisses d'assurances maladie, la C.n.a.m.t.s., en particulier, créée quatre ans plus tôt. La médecine libérale demeure majoritaire, mais les médecins sont peu à peu invités à prendre conscience de leurs responsabilités économiques.

Les vaches grasses

Au cours de la même période se développent les deux autres branches de la Sécurité sociale : la branche « vieillesse » et la branche « allocations familiales ». Côté retraite, deux principes établis en 45 : la généralisation de la couverture sociale et la caisse unique. Le système est fondé sur la répartition. Côté « allocations familiales », deux principes aussi : l'harmonisation des taux de cotisations et l'association des allocataires à la gestion des caisses de Sécurité sociale.

Très vite, en août 46, les allocations familiales, sont étendues à l'ensemble de la population. Indéniablement, la Sécurité sociale a joué un rôle dans le développement du système de soins, par le biais de nombreux investissements. Les hôpitaux, par exemple, lui sont redevables d'un sérieux coup de pouce...

Mais nous sommes là en période faste, en période de croissance économique, qui permet de satisfaire les besoins. Beaucoup de choses sont à faire. L'existence d'une Sécurité sociale n'est sans doute pas pour rien dans l'émergence d'une politique de santé (1) qui se profile peu à peu. C'est la belle époque de l'hospitalisation, celle de l'instauration du temps plein hospitalier, des CHU, celle de la création — sans doute pléthorique — de lits d'hôpitaux.

Il s'agit d'adapter la médecine aux besoins de la population, de mettre les infrastructures au diapason des progrès de la recherche.

Il va pourtant bientôt falloir se modérer : les ressources ne sont pas extensibles, même en temps de vaches grasses, a fortiori en période de crise. Là encore, l'existence de la Sécurité sociale ne sera pas étrangère à la prise en compte d'éléments « qualitatifs ». Il convient, désormais, de réfléchir à l'utilisation du système de soins, si l'on ne veut pas que la protection sociale craque sous le poids des dépenses. On a construit beaucoup d'hôpitaux, atteints de gigantisme. On a — avec raison — humanisé les plus anciens d'entre eux. Les plateaux techniques, du fait des progrès scientifiques, se sont étoffés. Mais la machine s'emballe. La démographie médicale aussi. Le système, dans son ensemble, risque de périr en pleine santé.

Il faut administrer des remèdes. Deux voies s'offrent : réduire la demande de soins, ou aménager l'offre. Certains, parmi les représentants de la droite la plus réactionnaire, profitent des troubles de croissance de la Sécurité sociale pour préconiser de faire disparaître les symptômes, non pas en terrassant la maladie, mais en tuant le malade. Ils préconisent purement et simplement le recours aux assurances privées, comme devant mettre un frein à l'accélération des dépenses de santé.

On voit où ceci conduirait : non seulement à une médecine de pauvres et à une médecine de riches, mais à une répartition des tâches laissant à « l'assistance » le soin, non pas tant de gérer les gros risques, mais d'accueillir les personnes à risques. Il y a plus qu'un problème social, il y a là une menace sur les libertés individuelles lorsque l'on sait l'intérêt que les assurances pourraient porter à la médecine « prédictive ».

Sans arriver à ces extrémités, sans caricaturer la position d'adversaires, il y a quand même une différence — mal perçue, il est vrai — entre l'encadrement de la demande, plutôt chère à la droite, et l'aménagement de l'offre de soins.

Les premiers remèdes s'appuient sur une conception « comptable » du système de soins, la seconde branche de l'alternative revêt un aspect plus qualitatif. Il s'agit de mieux utiliser le potentiel de soins. On ne peut toutefois en attendre des miracles. Car l'encadrement de l'offre a ses limites, lui aussi. On ne peut, sous prétexte d'économies raisonnées, régenter l'activité médicale. La voie est décidément bien étroite, comme le fait remarquer Gérard Badou, auteur d'un livre (1) sur les politiques de santé, entre le « Tout Etat » et le « Sans Etat ».

Mais on ne saurait en faire grief à la Sécurité sociale qui, en quarante ans d'existence, a su éviter les écueils que les Cassandres se réjouissaient de voir sur sa route. Elle a su, après tout, faire preuve de vitalité, sans étouffer la spécifité de la médecine, et a rendu bien des services aux citoyens et à la nation.

La santé n'est pas une denrée comme une autre : c'est un état précaire, il faut se pénétrer de cette évidence. ●

(1) *« L'Etat de Santé », par Gérard Badou, aux Editions Buchet-Chastel.*

LA FRANCE EST UNE FETE... MERCI M. LANG

Tout le monde reconnaît l'extraordinaire explosion qui a redonné le premier rôle à Paris sur la scène culturelle mondiale... en oubliant de rendre hommage à celui qui a su créer cet appel d'air : Jack Lang dont l'ambition, dans le droit-fil de la politique socialiste, est de faire de la France le pays de la création.



PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

SOUS le Pont-Neuf coule la Seine... Et autour, c'est l'embouteillage. Même à deux heures du matin, les voitures se garent sur les quais, des hommes et des femmes rêvent, accoudés au parapet, devant cette silhouette si familière devenue fantomatique, ces réverbères voilés qui scintillent.

Dans sa robe chatoyante, de l'or blond au bronze selon l'heure et la couleur du ciel, le plus vieux pont de Paris est redevenu une attraction majeure, un gigantesque manège à l'échelle d'une ville. Il fallait voir la foule l'arpenter, sous le soleil d'une dimanche pas comme les autres, sourire étonné aux lèvres, en famille et en silence : c'est là le plus inattendu, cette atmosphère de plaisir respectueux.

Le Pont-Neuf ne restera emballé que quinze jours. Ainsi l'a voulu Christo, qui travaille dans l'éphémère, exclusivement. Un nomade, bulgare naturalisé américain, qui a toujours financé seul ses interventions sur le paysage : une immense clôture de toile traversant le désert californien, des îles cernées de rose, des monuments, des buildings empaquetés... Son Pont-Neuf – 2 millions de dollars – n'a pas coûté un sou aux Parisiens. Il n'est qu'un cadeau, une fête urbaine qui renoue un peu avec une tradition des rois de France mais qui dérange aussi, parce que l'intervention est irrationnelle, excentrique, que l'œuvre ne peut être ni achetée ni conservée.

Des bataillons de jeunes gens en uniforme bleu ciel griffé par le maître répondent aux questions, distribuent prospectus et échantillons de la toile. Surpris par l'affluence, Christo a dû en renforcer les effectifs. Un succès total, qui le ravit.

Un Pont-Neuf emballant

Sans doute n'a-t-il jamais connu un tel hommage du public : le jeu de la révélation opère à plein, sous les yeux des Parisiens éblouis, de redécouvrir leur pont dans son rythme, son architecture, ses lignes, alors même que le drapé en cache autant les détails que les injures du temps et de la pollution.

L'idée, Christo l'avait depuis dix ans et sa réalisation aurait encore tardé si le président de la République n'était pas intervenu pour accélérer les choses, frilosité naturelle des services obligent... Pourquoi le Pont-Neuf ? Parce qu'il est au cœur historique de Paris et que Paris occupe une place centrale dans l'histoire de l'art. Un rôle que la ville avait perdu de vue, depuis longtemps. Et que la politique de Jack Lang a redécouvert.

Revenons à cet incroyable dernier dimanche de l'été, qui restera sans doute dans les annales. Sur l'avenue Foch se déroulait « le plus grand défilé de mode du monde » : cinq cents mannequins mêlant les couleurs les plus acidulées, sous les bravos d'une foule où se côtoyaient riches et pauvres, familles et chics-branchés, dans une ambiance de kermesse, avec programmes pliés en guise de chapeau contre le soleil de plomb. Très rigolo, malgré le foutoir de l'organisation et le ringard des modèles.

A quelques pas, de l'autre côté de l'arc de triomphe, sur les Champs-Elysées, les salles de cinéma affichaient complet. Pour son deuxième volet, la Fête du Cinéma a été un incontestable succès : 274 000 entrées (dont la moitié gratuites) sur Paris alors que le dimanche précédent n'en avait comptabilisés que 192 500. En province, la réussite est encore plus grande, avec une affluence deux à quatre fois plus forte que le



Gamma

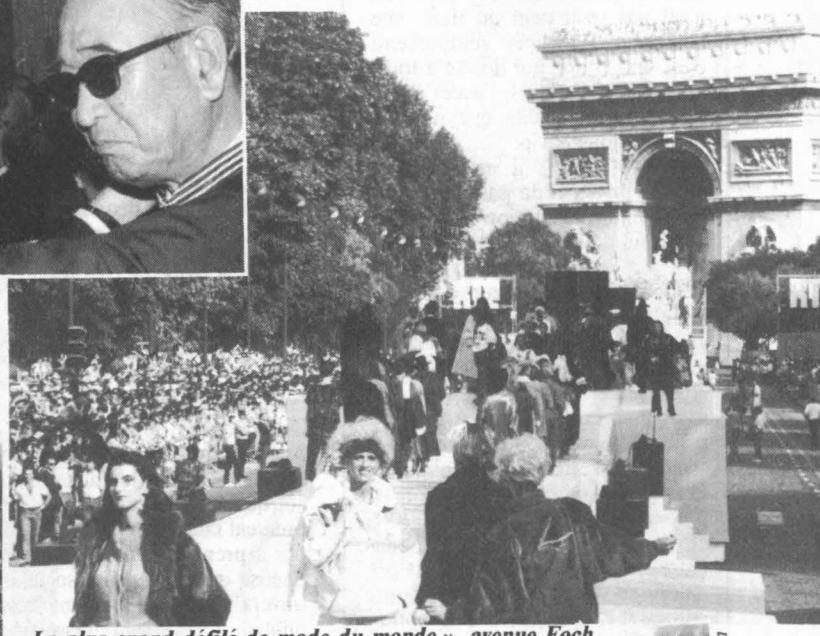


Sipa-presse

Laurent Fabius décorant le cinéaste Akira Kurosawa



Rencontres Nord-Sud à La Défense.



« Le plus grand défilé de mode du monde », avenue Foch.

Pascal Lebrun



Pascal Lebrun

Le Pont-Neuf emballé par Christo.

14 septembre. On fait quand la suivante ? demandent les directeurs de salle, appétit tout autant aiguisé que celui du public. En juin, sûrement.

Sur le parvis de La Défense aussi, il y avait foule, pour la journée de rencontre Nord-Sud organisée par le ministère de la Coopération de Radio France. C'était la fête de l'Afrique, surtout, mais aussi de l'Inde, de l'Amérique du Sud, avec un cocktail détonnant de tam-tam.

A La Villette, plus de six mille personnes ont assisté au festival « Musiques d'ailleurs », invités par les foyers Sonacotra, les associations d'immigrés. Là aussi, un mélange de sons et d'odeurs, à deux pas du Zénith où était projeté le « Napoléon » d'Abel Gance.

Autres mœurs, autres temps, autres publics : la journée portes ouvertes des monuments historiques a elle aussi été un franc succès. Pour sa deuxième édition, les chiffres de fréquentation ont été multipliés par deux. Plus d'un million et demi d'entrées dans nos plus prestigieux bâtiments dont 15 000 à Matignon, 13 000 au ministère des Finances, 8 000 au Palais-Royal.

Il fallait se donner du mal, pour s'ennuyer à Paris, ce jour-là. Heureuses coïncidences ? Pas tout à fait. Car ce 22 septembre aura plutôt été un temps fort dans une époque qui a redonné à la vie culturelle un dynamisme extraordinaire. En fait, depuis 1981, les manifestations de toutes sortes ne cessent de se multiplier, les artistes du monde entier se retrouvent à Paris, les couleurs et la musique éclatent dans la rue, la recherche du « look », la combinaison des styles, tout concourt au succès d'un mouvement d'« esthétisation » du quotidien qui touche toutes les classes sociales : les centres urbains mais aussi les banlieues — comme Fêtes et Forts pendant l'été, grâce à Banlieues 89 —, les adultes et les enfants, les jeunes B.c.b.g. mais aussi les immigrés.

Le travail de Jack Lang, au ministère de la Culture, c'est d'abord cette extraordinaire explosion, ce nouvel intérêt porté à toutes les formes d'expressions culturelles. Une politique d'abolition des frontières, entre l'art et l'industrie, entre toutes les sortes de musique, de l'opéra au rock, entre le patrimoine et la création contemporaine, entre les initiatives privées et le mécénat public, entre les arts considérés comme mineurs — la mode par exemple — et ceux qui ont traditionnellement droit à une majuscule...

« Il n'est pas nécessaire d'être lugubre pour être sérieux »

Sous l'impulsion, tout le monde est obligé de suivre. Même la droite, lorsque Jacques Chirac patronne le défilé de l'avenue Foch ou finit par trouver le temps d'aller rencontrer Christo sur le Pont-Neuf. L'opposition reconnait d'ailleurs la pauvreté de son programme culturel. Par exemple lorsque Jean-Claude Gaudin demande à Depardieu — en présence d'un journaiste de « l'Express », le malheureux... — d'aider son parti à avancer des propositions capables de concurrencer celles des socialistes...

A l'étranger, Jack Lang est en passe d'être considéré comme « le » ministre de la Culture européen. C'est sans doute lui qui va inaugurer la foire du livre de Francfort et son emploi du temps réussit à peine à faire face à toutes les demandes d'interview de la presse et de la télévision internationales.

Un succès qui fait, bien sûr, des envieux. On lui reproche alors de trop briller. Il sourit : « Il n'est pas nécessaire d'être lugubre pour être sérieux » répond-il à l'« Expansion. »

Ainsi a-t-il choisi surtout des actions en forme de fêtes. Parce qu'elles permettent d'impliquer directement le public, le grand public. Comme il l'explique à propos de la Fête du Cinéma : « Il s'agit de montrer que le cinéma c'est d'abord chacun d'entre nous. Que c'est grâce à la passion des Français que notre cinéma réussit à tenir le coup dans la crise qui le secoue dans le monde entier. »

Ainsi, la fête va continuer. Avec un programe très chargé pour cet automne : les 27 et 28 septembre le « Coup d'envoi pour la danse » va marquer avec éclat, dans toute la France, l'ouverture de la saison chorégraphique. De quoi préparer les « Nuits blanches de la danse », annoncées pour les 6 et 7 juin prochains.

Le 10 octobre, et pour un mois, viendra le tour d'« Art et Industrie ». Où l'on reparlera de mode, de cinéma, de musique, de design...

Novembre sera le mois de « La ruée vers l'art » : quatre cents manifestations dans toute la France, qui mettront en lumière l'essor, l'abondance et la modernité des musées et des arts plastiques.

Et puis, le 23 novembre, au Moulin-Rouge, la musique aura ses Victoires comme le cinéma a ses Césars, tous les genres musicaux, spectacles et enregistrements, seront ainsi honorés.

Tout ça ? Tout ça ! Certains diront qu'il en fait trop et se moqueront avec componction ou mépris d'un tel intérêt pour les phénomènes de mode. Les plus aigris parlent de démagogie, les plus tristes de gaspillage, sans d'ailleurs se rendre compte que l'investissement culturel n'est pas aussi inutile qu'il en a l'air puisqu'il donne assise à une véritable industrie, une industrie du futur. Exemple, le défilé de dimanche dernier : 1,7 milliard d'investissement, largement rentabilisés par la revente du spectacle aux télévisions étrangères. Sans compter la publicité pour la mode francaise !

Les puritains de tout bord qui jugent ridicules des opérations comme l'emballage du Pont-Neuf ou qui se gaussent de l'intérêt des femmes pour la mode — vieil air misogyne connu — feraient bien de se demander pourquoi ça marche si fort...

C'est un signe des temps : pour la première fois dans son histoire l'art descend vraiment dans la rue, il devient réellement populaire, tant dans sa consommation que dans sa pratique. Pourquoi ? Mais pour le plaisir, tout bêtement.

« Du pain et des jeux » réclame toujours la foule. Surtout en temps de crise. Est-ce si mal, docteur ? Le ministre répond dans « l'Expansion » : « Dans une période où les idéologies s'effritent, où les convictions religieuses sont affaiblies, la renaissance d'un idéal de beauté, d'intelligence et de savoir peut être un remède à la dépression collective, une source de mobilisation des énergies et des talents. »

Crise aidant, les créateurs s'intéressent à ceux qui ne roulent pas sur l'or. Comme Philippe Stark, une des vedettes de l'année, qui édite ses meubles aux Trois Suisses et devient la coqueluche de Paris en décorant le Café Costes, aux Halles.

Pas chère non plus, la Fête du Cinéma ou celle de la musique. Gratuits, la nuit des potes à la Concorde, le défilé de l'avenue Foch, l'Afrique à La Défense, le Pont-Neuf emballé...

Jack Lang avoue l'ambition des socialistes de faire de la France le pays de la création. Paris, déjà, a retrouvé le premier rôle sur la scène culturelle mondiale. Une place de capitale qu'elle avait perdue depuis l'entre-deux-guerres. Depuis les beaux temps de Montparnasse et des surréalistes, époque d'effervescence extrême dont les contemporains ont souvent raillé la démesure. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Oh ! presque rien : la naissance dans tous les domaines artistiques de ce qui fait notre culture moderne. Et c'est Picasso qui s'installe, cette semaine, en les nobles murs de l'Hôtel de Salé ! ●

CHOUANS ET VIEILLES CHOUETTES DE L'ECOLE VENDEENNE

Le 19 octobre, le camp de l'école publique appelle à une manifestation à la Roche-sur-Yon pour protester contre ces maires de droite, inquisiteurs au petit pied, qui refusent les lois de la République sous prétexte de « liberté » scolaire.

PAR DENIS DANGAIX

LA Merlatière, l'Aiguillon-sur-Vie, Treize-Septiers, Froid-Fond... Il souffle un drôle d'air sur certaines communes de Vendée. Deux siècles après que le général Hoche ait mis fin à l'insurrection royaliste — célèbre révolte (1793-1796) amplement véhiculée à travers des générations de paysans de l'ouest — la pratique du culte, son enseignement n'en finit pas d'entretenir des feux de discorde.

Bourges de Chouans. La laïque ne doit pas passer. Car, paraît-il, ce serait pécher que d'installer la République dans des coins qui ont toujours été « travaillés » par l'école catholique. Deux siècles après, ce n'est plus la liberté du culte qui est menacée. Mais la liberté du choix de l'enseignement. La Catho contre la Sociale ? L'antagonisme fait front ! Les troupes semblent décidées à porter leurs étendards indignés.

Clochemerle à l'école. Ces petites bourgades, toutes dirigées par des maires appartenant, comme il se doit, à l'association pour la liberté de l'enseignement, en font une question de principe. « Pourquoi changer nos habitudes, préviennent ces aimables conseillers ? Pourquoi admettre sur nos territoires des enclaves libertines ? Le bon droit est de notre côté, la tradition avec nous. » Vendée : Que vive le (bon) goût ! Les diverses historiettes qui ont émaillé la dernière rentrée scolaire en font un catalogue, somme toute, affligeant. S'il n'y avait pas des enfants en jeu, on pourrait, avouons-le, se taper les cuisses d'une franche rigolade. 1985, cent trois ans après Jules Ferry, interdire à des instituteurs nommés l'exercice de leur profession, menacer des parents d'excommunion sociale s'ils continuent de choisir la République pour leurs chérubins, les traiter « d'étrangers » — car ignorant le sens de l'histoire — construire sans autorisation des bâtiments multiples et variés sur des terrains appartenant à l'Etat et théoriquement destinés à l'école publique, bref jouer aux apprentis inquisiteurs, c'est plutôt navrant.

Comme ce village de La Merlatière est triste. 16 familles concernées, 32 enfants sur le carreau. Rien à faire. Ni la préfecture, ni l'inspection académique (qui a mis à disposition un poste), ni, à fortiori, la mairie socialiste de la Roche-sur-Yon, qui, le 9 septembre envoyait du mobilier au « foyer rural » occupé pour la circonstance par les parents impis... rien ne forçait les convictions obtuses de Charles de Carcouët, le maire. « On n'a pas de boulanger chez nous, dit-il, on se débrouille. »

La litote est subtile, monsieur le premier élu. Mais quand, dans la nuit du 9 au 10 septembre, une centaine de personnes, munies de tracteurs déménagent hardiment le mobilier, le commando n'était pas venu pour installer une boulangerie.

Une mairesse de choc

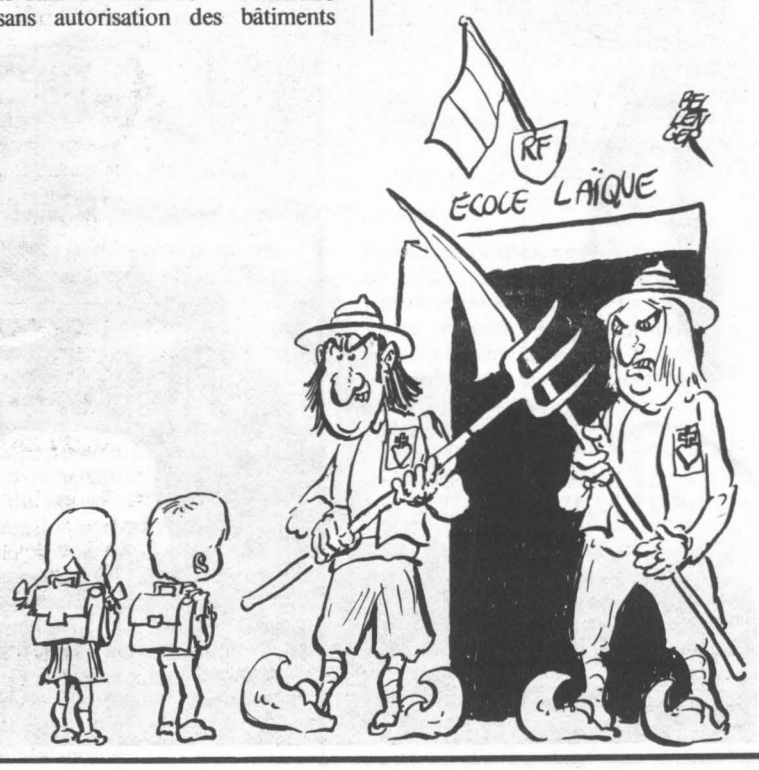
La suite est classique. La Fédération des conseils des parents d'élèves (la F.c.p.e.), appuyée entre autres par le S.n.i., avait manifesté le 31 août dernier. Ils remettaient ça le 16 septembre. Le petit bourg (600 habitants) du bocage vendéen s'en souvient encore. Jamais il n'avait vu autant de monde (1 500 personnes) passer devant la mairie... fermée. Aujourd'hui, encore, Charles de Carcouët ne transige pas. Suivi d'ailleurs par son conseil municipal qui, le 17 septembre, refusait toujours par 12 voix contre 2 à l'école publique d'entrer dans la commune. 32 enfants sont cantonnés sous deux tentes de camping, ils font la classe.

A l'Aiguillon-sur-Vie, même motif, même méthode. L'école publique n'existe plus depuis les années 57, de notre ère, précisons. Alors. Pour quoi s'embarrasser des 27 inscriptions recensées, pour le public, par l'inspection académique ? Ils n'ont qu'à aller à Saint-Martin-de-Brem. Ce n'est après tout qu'à quelques kilomètres. La municipalité est contre cet enseignement. Unanimement contre. Et ça, au nom de la liberté de choix, de l'usine de confection installée dans les locaux désaffectés, locaux appartenant à l'Education nationale, et au nom des deux garages implantés sur le terrain, sans accord de l'inspection académique. Ecole publique ou chômage ? Voilà l'argument déployé par Mme Mornet, la mairesse de choc. Le 7 septembre, 150 personnes avaient beau défiler dans les rues de l'Aiguillon, Jacques Auxiette, le maire de la Roche-sur-Yon en tête, le chantage à l'emploi, à l'augmentation forcenée de l'impôt communal faisaient travailler les consciences. Le jour de la rentrée, sur 27 enfants, 11 se présentaient quand même à la catholique. La peur avait fait son office.

Les faits sont identiques à Treize-Septiers. La laïque n'est pas une bonne chose pour ce bourg vendéen. Pensez... 12 chérubins, sûrement manipulés par des parents indignes, s'étaient inscrits pour le public. Pour 12 gamins, on se devait d'implanter un préfabriqué ? L'école privée suffisait. Tergiversations, engueulades... Force reste à la loi, la victoire revient au public, du moins pour l'instant. Les têtes blondes passeront d'abord par le privé en attendant l'installation de la République. Ouf !

A Froid-Fond, enfin, c'est l'année dernière que tout avait commencé. La rentrée scolaire passée voyait l'ouverture d'une école publique. Une classe, une seule, il ne faut rien exagérer. Tout de même le public avait droit de cité. Oui, mais voilà. Il existe en Vendée une règle. Seuls les enfants de 5 ans peuvent être pris en compte pour les registres du public. Entre 2 et 5 ans... devinez ? C'est soit le privé, soit... rien ! Les parents se rebiffent, alors. Ils répertorient 39 enfants. Réclament à l'académie un deuxième poste, qu'ils obtiennent pour la rentrée 1985. La mairie voit d'une mauvais œil cette extension laïque. Et, dans le lieu prévu à cet effet, elle installe un centre de soins. Les gosses, la deuxième « instit », font la classe dans un couloir au petit bonheur les courants d'air.

La Merlatière, l'Aiguillon-sur-Vie, Treize-Septiers, Froid-Fond, des noms aux consonnances sympathiques mais à la triste réalité. La Vendée « chouanne ». C'est plus fort qu'elle. 57 % de ses enfants sont scolarisés dans l'enseigneent privé. Plus de 60 communes (sur un total de 281) n'ont pas d'école publique. 5 Cantons sur 31 ne savent pas ce que le mot collège veut dire. La catho contre la laïque ?... La liberté de l'enseignement passe bien par quelques dérisions.



EL REY PICASSO EN SON PALAIS DU MARAIS

Douze ans après sa mort, celui qui signait adolescent ses premiers tableaux « Yo, el Rey » (moi, le roi) entre enfin en son entier dans sa splendide maison du XVIIe siècle, à Paris.

PAR LUCIEN CURZI

« DEMIURGE » et moderne « Protée » pour certains, « Contempteur » de l'art pour tels et tels ; Maître et Génie, bénéfique ou maléfique, c'est selon ; en somme, adulé sans retenue ou cloué au pilori, Picasso, même accueilli au Panthéon de l'histoire des arts, et même de l'Histoire tout court, suscitera longtemps encore la controverse. Mais, les uns et les autres s'accorderont peut-être pour reconnaître qu'il a dominé, et de quelle façon ! La peinture et l'art du XXe siècle, et aussi qu'il était, et restera, un exemple unique de formidable capacité ouvrière et créatrice.

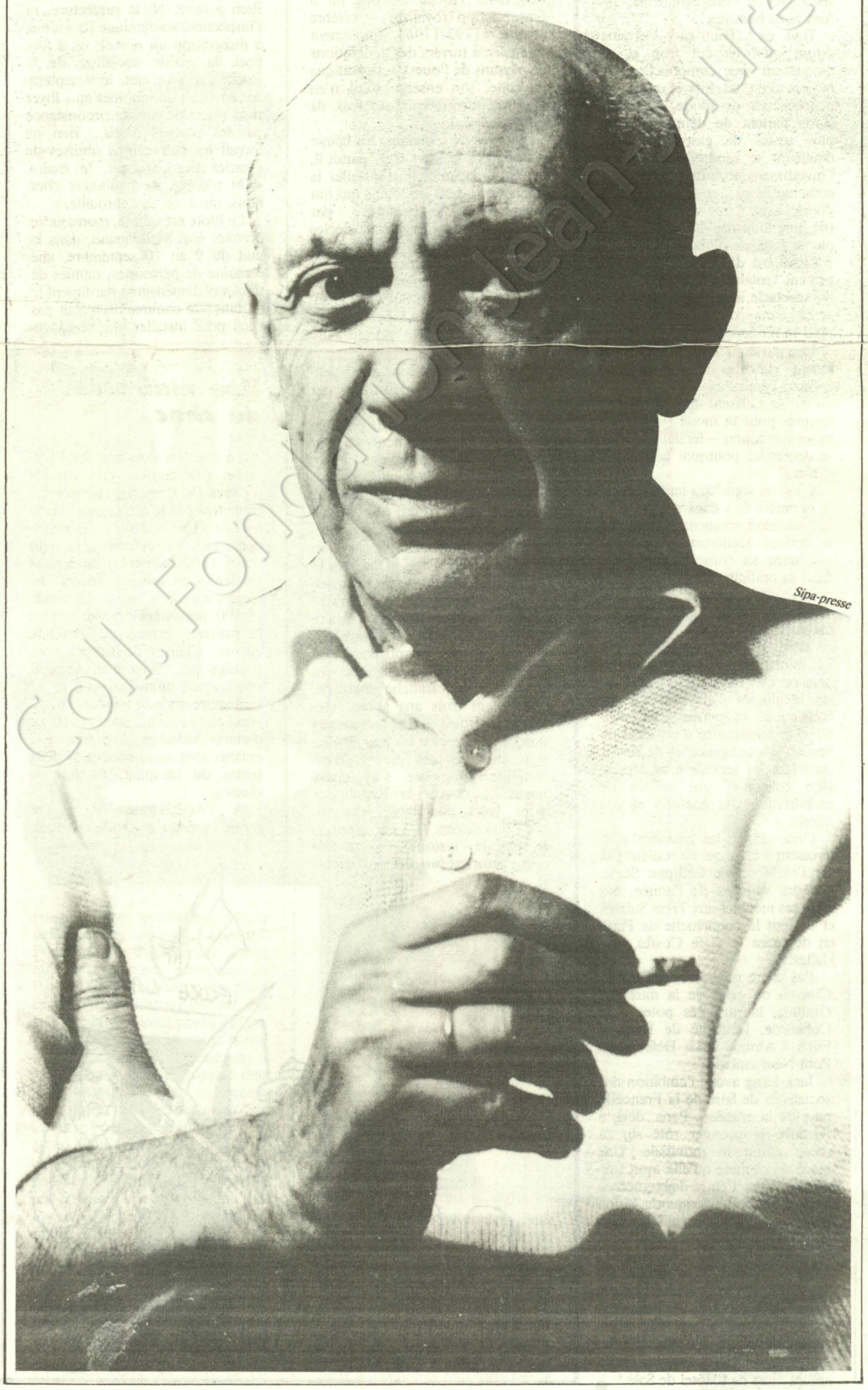
Douze ans après sa mort, il entre enfin en entier dans sa splendide maison du Marais, en ce palais du XVIIe siècle, restauré avec un soin digne d'éloges, par Roland Simounet. L'architecte a su créer, à chaque pas, la surprise, ménageant d'habiles perspectives, imaginant niches, décrochements et passages pour mieux donner à voir, et à vivre, cette architecture fastueuse. De son côté, Dominique Bozo, directeur du Musée national d'art moderne et conservateur du musée Picasso s'est révélé comme l'orchestrateur intelligent des espaces et des œuvres. La réussite est donc assurée, après des difficultés sans nombre. Et Paris peut désormais s'enorgueillir de posséder le musée français répondant le mieux aux exigences muséographiques actuelles, musée admirable où accrochage, éclairage (beaux lampadaires et torchères de Diego Giacometti) et teintes (les murs, seuls, sont trop blancs) assurent le confort de la visite.

Cette maison répond donc à l'inclination de Picasso pour les demeures anciennes. Et son inauguration vient coïncider avec le cent-quatrième anniversaire de sa naissance (il est né le 25 octobre 1881 à Malaga), lui qui avait choisi de s'installer à Paris en 1904.

Crépuscule ou aurore ?

Le mythe dont Picasso a été entouré, une existence de rang, devrait désormais céder devant les faits. Que l'œuvre, dans tous les sens gigantesque, intimide par son volume, mieux encore par les trouvailles singulières qui y fermentent — obsessions sexuelles, plénitude hédoniste, métamorphoses barbares, réalisme brutal, classicisme lumineux —, décapent l'esprit et libèrent l'interrogation ; que le personnage malin ait été d'une habileté difficile à égaler (excepté par Dali) dans la publicité de lui-même ; qu'il ait manifesté une énergie redoutable, sans équivalent, tant par son inlassable curiosité que par un furieux appétit de bonheur, tous ceux qui l'ont approché ou fréquenté ont été — et les femmes par avantage — subjugués par le charme et la spontanéité du conteur, la simplicité rustique du bon vivant, la finesse malicieuse du visionnaire.

Rien de ce que Picasso a dessiné et peint, découpé et collé, gravé et sculpté comme avec fureur, ne laisse indifférent ; rien de ce qu'il a livré à notre sagacité n'a plus étonné, et souvent stimulé les artistes de son temps, bousculé les normes antérieures de l'esthétique, écarté l'admis et le raisonnable ; il a levé partout des épigones. Et ce n'est pas fini...



Sipa-presse

Qu'il figure, pareil à l'artiste illuminant, en manière d'apothéose, le crépuscule de quatre siècles fécondés d'art européen, ou qu'il inaugure une position neuve, farouchement indépendante à l'endroit de la réalité, Picasso, par le seul monde bâti, et sien, a donné à l'art résolument individuel de notre siècle, une complète autonomie de marche, et à l'artiste des raisons de ne rendre compte qu'à lui-même.

Picasso a dérangé et troublé de suite, tant par son ingéniosité à saisir le sens des recherches de ses contemporains (celles de Braque, par exemple, lors de la période cubiste), qu'à rassembler dans son cercle poètes et musiciens d'avant-garde, à « s'annexer » aussi les chefs-d'œuvre du passé pour les réinterpréter à sa guise, avec une déroutante verdeur. Ce travailleur acharné a pu, guidé par la nécessité, domestiquer les matériaux les plus divers et inclure dans sa force la lumière aiguë de la douleur comme dans « Guernica », chef-d'œuvre rendu à l'Espagne, ou la clarté soyeuse de l'innocence, dont irradie « Paul en Arlequin » combinant les techniques les plus insolites avec une fraîcheur renouvelée.

Tous ses ateliers, a témoigné Roland Penrose, un de ses meilleurs biographes, attestaient une activité ininterrompue, mêlant un air de bric-à-brac avec des découvertes des plus raffinées. Et ce magicien noir, qui a plongé tant de fois ses pairs, et le monde entier, dans la stupeur, transformait l'éphémère — et même le dérisoire — en enchantements au seul contact de sa vérité.

Avec lui, picaresque et candeur, passion dévorante et cruauté ont été exprimées jusqu'à la plus extrême lucidité. Sans guère de compromis avec les mœurs, il a vécu la bohème bleue dans tous ses états avant la grande provocation des « Demoiselles d'Avignon » (1907), pareil à un brigand débonnaire, et la notoriété, après que Daniel Kanhweiler l'ait hissé sur le pavois, comme un modeste seigneur cousu d'or, étranger au luxe tapageur, moins heureux de posséder que d'être possédé par la peinture, d'innover, et de surprendre, avide de savoir ce qui se mijotait chez les amis : Matisse en priorité, rival prodigieux, mais aussi le Douanier Rousseau, et Derain, Miró, Léger, les vivants et les morts, qu'il collectionnait pour son plaisir, qu'il vantait avec gourmandise et envie, au milieu de ses intimes, qu'il « consultait » (« prenait conseil », disait Christian Zervos) lorsque survenait une « panne ».

Ebloui éblouissant

Même si Cézanne avait brisé le miroir de la représentation, jusqu'au Picasso cubiste l'espace et les formes étaient encore mentalement unis et visuellement liés. Depuis lors, les torsions, dont ils furent l'objet se sont révélées telles que la déformation a forgé un goût largement accepté aujourd'hui, et, par suite de quoi, nous ne pouvons plus voir comme avant.

L'invention picassienne, sa propension violente à la couleur et à la monumentalité, ses résurgences d'antique, sa cohabitation familière avec le monstrueux, l'utilisation de matériaux de rebut au rang de matières nobles, pour s'en tenir à ces seuls axes d'avancées, ont

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Autoportrait, fin 1901.

Sipa-presse

Il a été répété que le XXe siècle aura été celui de Picasso. Le prochain sera sûrement celui de son triomphe définitif sur les foules. Celui qui signait ses autoportraits de jeunesse « Yo, el Rey » (moi, le Roi) a su démêler de nous l'opaque intérieur, dont nous sommes agités, sans méconnaître l'absurde et le merveilleux du quotidien. Jamais abstrait par système, Picasso apparaît, dans la tension soutenue d'un art aux mille inflexions, pareil à un réaliste terriblement optimiste.

S'il a cru à des chimères politiques d'époque — sa colombe a été le signe de cohésion temporaire de civilisations antagonistes — il a su s'en éloigner sans bruit, et sans amertume. S'il a inquiété, s'il a dévalué le sens académique du beau et du laid, il a réhabilité dans leur intégrité le grimaçant, le vulnérable, le sincère et l'incertain. C'est que l'inhumain est une dimension permanente de l'humain. Loin de rassurer en dissimulant, Picasso a préféré nous aider à extirper nos démons.

Tous les thèmes chers à l'artiste sont au rendez-vous des cimaises invincibles de son musée, gens de cirque et musiciens, nus et corrida, ateliers et natures mortes, femmes à la toilette et plages, peintre et son modèle et mousquetaires. Le combat antifasciste est aussi là, dans sa vraie dimension. Il y a, dans les jeux de face à face et de



« La Femme à la poussette », 1950.



Une des salles du musée Picasso à l'Hôtel Salé.

marqué un décalage entre sa création et le sentiment public. Tant et si bien que nos prudentes élites muséales d'entre les deux guerres n'ont pris conscience de cette révolution que trente ans après leurs collègues américains, russes et suisses. Un Picasso à l'échelle du siècle pulvérisait trop d'idées reçues et remettait en cause le sommeil du regard, la routine de la pensée. Il y a trente ans, et même moins, ne passait-il pas encore pour un phénomène de mode ? Pendant belle lurette, les initiés frappés du don de voyance, Apollinaire et Max Jacob, André Salmon et Breton, Tzara et Prévert, Leiris et Eluard, connaissaient le défi bourré d'allusions vitales lancé par le Malaguène.

miroirs, des séquences passionnées, desquelles émergent la grâce et l'effroi dévastateurs. Sans leur présence invisible, Picasso n'aurait jamais été, simultanément, toro et toréaror, corps meurtri et combattant véloce, toujours posté là où on l'attend le moins. ●

Musée Picasso — Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny (271.25.21), Paris 3e.

A l'occasion de l'inauguration ont été publiés par les musées de France : le catalogue sommaire des collections tome 1 ; un album comprenant 60 des chefs-d'œuvre du musée ; le guide où 200 œuvres sont expliquées, salle par salle.

En outre, réédition chez Skira de l'ouvrage de Jean Leymarie « Picasso, métamorphose et unité », un volume de 320 pages, relié, comprenant 610 illustrations. Réédition aussi par Flammarion du « Picasso » de Roland Penrose, un volume broché de 630 pages et par Denoël le très utile « Picasso 1945-1973 » par Klaus Gallwitz, un volume de 230 pages, relié. Pour une bonne introduction à la vie et à l'œuvre de l'artiste, notons l'excellente monographie de Patrick O'Brian, « Pablo Ruiz Picasso » (Gallimard).

Enfin pour la satisfaction des yeux et ses sens, rappelons le « Toros y toreros », superbe album réédité par Charles Feld, préfacé par Luis Miguel Dominguin aux éditions Cercle d'Art.

La dation en paiement d'une collection digne des "Mille et Une Nuits"

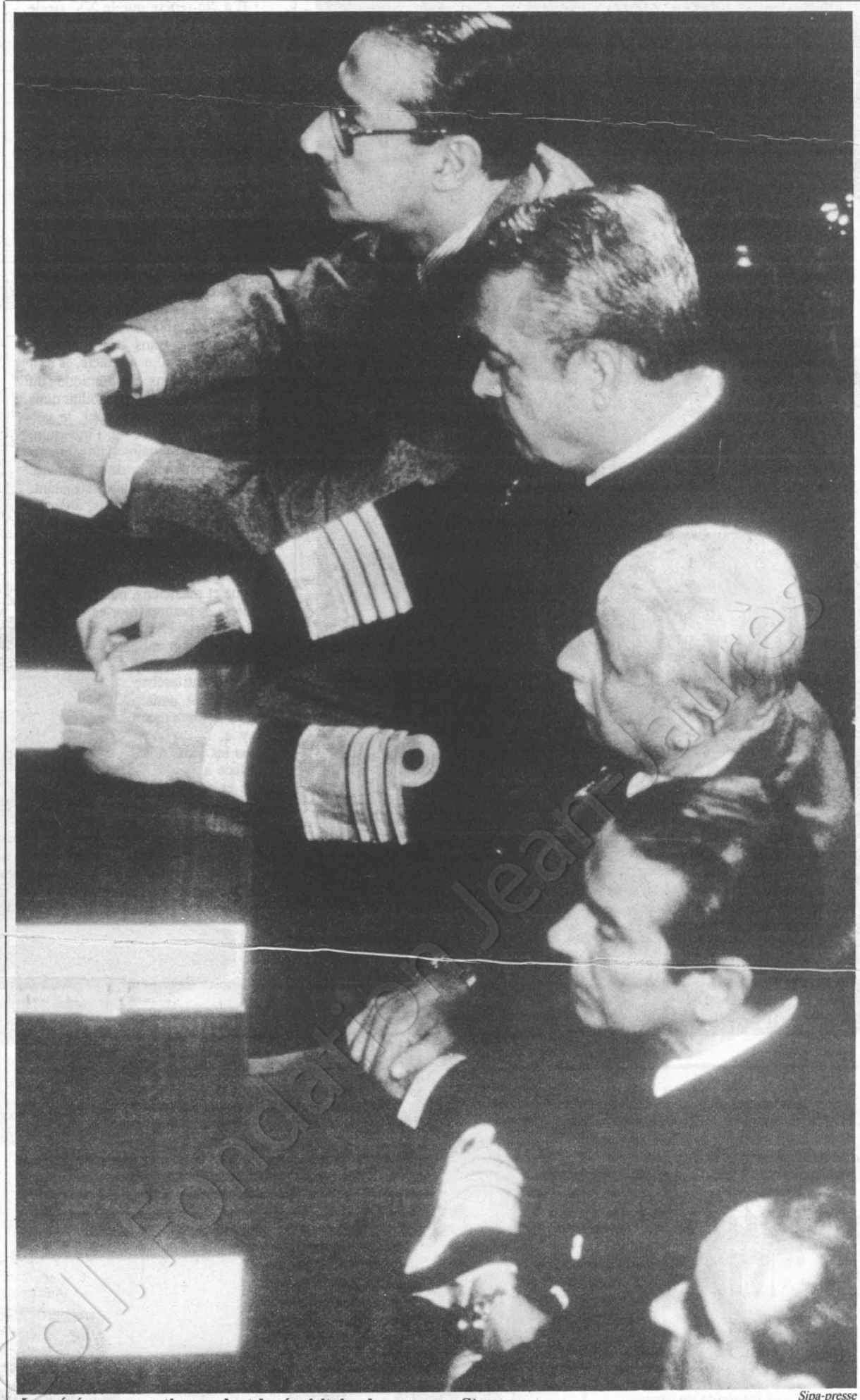
La loi du 31 décembre 1968 autorise le ministre des Finances à accepter des œuvres d'art en paiement des droits de succession. Les effets positifs de cette disposition exceptionnelle ont joué à plein depuis lors, notamment à l'occasion de l'héritage de Pablo Picasso. Une commission interministérielle d'agrément présidée, en 1974, par Maurice Aicardi, avait réglé, au terme d'une négociation de cinq ans, la question des droits dus par Mme Jacqueline Picasso et la famille de l'artiste. C'est ainsi que, grâce à une loi judicieuse, adoptée au bon moment, mais surtout à la générosité de Picasso et de ses héritiers, a pu rentrer dans les collections publiques françaises un ensemble unique ; depuis « la Jeune Fille aux pieds nus » (1901), peinture d'un jeune homme de 14 ans, jusqu'à « la Femme à la voiture d'enfant » (1950).

Ce prestigieux massif d'œuvres élaborées en France comprend, selon un récent inventaire de la Direction des musées : 203 tableaux, 158 sculptures, 16 papiers collés, 29 tableaux reliefs, 88 céramiques, près de 1 500 dessins, une trentaine de carnets, plus de 1 600 estampes, livres illustrés et manuscrits, ainsi qu'un lot d'art primitif. A cette collection, digne des contes des Mille et Une Nuits, s'ajoutent les achats de l'Etat, les dons et legs ; surtout la Donation Picasso, soit 51 pièces du trésor personnel de l'artiste — en somme les Picasso de Picasso — présentées pour la première fois au Louvre en 1978 : (elle-même exempte des droits de mutation), faisant du fonds extraordinaire installé à l'Hôtel Aubert de Fontenay, dit Hôtel Salé (restauration et aménagement auront coûté 50 millions de francs), le plus significatif au monde, plus homogène que celui du beau et riche musée Picasso de Barcelone, dévolu à l'œuvre de formation et de jeunesse.

Quel retournement de situation, et quel chemin parcouru depuis 1945 lorsque, à la veille de l'ouverture par Jean Cassou du musée national d'Art Moderne, une seule toile de Picasso, le portrait de Gustave Coquiot, légué en 1933 par la veuve du critique, ornait les collections du plus important conservatoire national d'art moderne !

L.C.

Collection Jean Jaurès



Les généraux argentins pendant le réquisitoire du procureur Strassera. Sipa-presse

AMERIQUE LATINE : LE CAUCHEMAR PASSE

En Uruguay, au Brésil, au Pérou le vent tourne à l'exemple de l'Argentine qui par la voix d'un procureur a demandé la prison à perpétuité pour ces maréchaux hier tout-puissants aujourd'hui accusés d'avoir organisé le « plus grand génocide de l'histoire du pays » et d'avoir saigné à blanc l'économie de leur nation. Les Stroessner et les Pinochet n'ont qu'à bien se tenir, le mouvement paraît inéluctable.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

LE procès des généraux argentins sonne le glas d'une période noire de l'histoire latino-américaine. Fermeture définitive ou simple parenthèse dans une histoire bouleversée et bouleversante dans laquelle les mlitaires ont joué un rôle primordial ? Seul l'avenir le dira, mais à l'évidence ce procès porte en germe les prémisses d'une période nouvelle. Pour la première fois dans ces contrées sud-américaines des membres des forces armées, des officiers du plus haut rang, des policiers et d'anciens « chefs d'Etat » doivent répondre — devant un tribunal — au réquisitoire du pouvoir civil. En Argentine, en Uruguay, au Brésil mais aussi au Pérou, les vents ont tourné. Avec plus ou moins de fermeté, avec plus ou moins de rapidité, les auteurs de coups d'Etat à répétition doivent maintenant, dans ces pays occuper le banc des accusés.

On peut trouver le nombre de militaires jugés en Argentine dérisoire par rapport au nombre des victimes du terrorisme d'Etat. On ne peut pas s'empêcher de voir le profond changement intervenu dans des sociétés jusqu'à hier prisonnières des états-majors.

Le réquisitoire du procureur, Julio Cesar Strassera, a permis à des millions d'Argentins de bien saisir le moment historique qu'ils étaient en train de vivre. Dans une très longue allocution, trente heures pendant quatre jours de séance, Strassera et son adjoint ont parlé « du plus grand génocide de l'histoire du pays ». Ils ont énuméré les chefs d'accusation principaux : séquestration arbitraire, tortures, extorsion, esclavage, vol, falsification de documents publics... Ils ont finalement requis la prison à perpétuité contre cinq (1) des neufs membres des juntes militaires au pouvoir de 1976 à 1983. Les autres accusés écopent de peines de prison allant de dix à quinze ans. Strassera a demandé, en outre, « la dégradation » de trois chefs de la première junte, Videla, Massera et Agosti (2).

La vague de l'horreur

Un peu partout en Amérique du Sud la vague d'autoritarisme militaire qui avait submergé plusieurs pays depuis les années soixante-dix, recule et laisse voir les horribles plaies des sociétés dévastées. Nous venons de parler de l'Argentine, mais il y a aussi l'Uruguay, le Brésil et même le Pérou. Ce dernier avec des conditions différentes puisque l'emprise militaire s'exerçait derrrière, ou malgré, l'existence des gouvernements civils.

Des dictatures restent, le Chili et le Paraguay, derniers réduits des dinosaures prétoriens. Dans d'autres nations, les militaires restent encore des forces puissantes, pas toujours favorables au développement de la démocratie et fort peu soucieuses du respect des droits de l'homme. L'exemple d'une Bolivie déchirée et à la dérive vient évidemment à l'esprit. Il n'empêche que la situation de l'ensemble a évolué. Qui aurait osé croire, il y a quelques années, quelques mois même, à cette image présente dans tous les foyers de l'Amérique du Sud, d'une « brochette de maréchaux », hier tout-puissants et aujourd'hui assis au banc des accusés ? Qui aurait pu croire que les militaires uruguayens allaient être obligés, oui, obligés !, de venir expliquer devant les parlementaires élus par le peuple leurs actions illégales commises pendant le règne de l'opprobe ? Qui aurait songé, dans ce Brésil gigantesque et habitué aux excès des militaires, que les victimes d'hier allaient pouvoir porter devant la justice de leur pays plusieurs cas de sévices, de tortures ?

Sans oublier que, en plus de la sauvage répression, la plupart de ces « soldats de la mort » se sont aussi révélés des affairistes voraces. Avec la complicité de banquiers et d'entrepreneurs, peu soucieux des respectifs intérêts nationaux, ils ont saigné à blanc les économies de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay. Aujourd'hui on commence à enquêter. Ici et là, des scandales longtemps cachés et qu'on croyait impunis à jamais, sont la proie du besoin de vérité, de justice et de propreté qui balaie les nations sud-américaines.

Après la répression, les scandales financiers vont occuper les unes des journaux. Souvent les enquêtes butent contre les appareils judiciaires corrompus, vermoulus par des années d'injustice institutionnalisée et favorisée depuis les sommets des Etats militaires. Mais la pression de certains partis politiques, pas tous, loin s'en faut ; le travail désintéressé des associations pour la sauvegarde des droits de l'homme, et aussi la volonté purificatrice des nouveaux gouvernements civils, peuvent vaincre ces obstacles. Pas en un jour, ni en deux ! Les traces laissées par la terreur sont profondes et durables. La peur paralyse parfois l'activité des citoyens. Il y a aussi les séquelles morales. Un juriste argentin me disait : « Notre société est malade. Les gens sortent d'un long sommeil, d'un affreux cauchemar. Pendant des années le mot d'ordre fut : « ne te mêle pas », « occupe-toi de tes oignons ». Aujourd'hui, au réveil, certains ne veulent pas voir. Ils sont comme insensibles. Beaucoup veulent tourner la page, sans plus ! » Pour les militants des droits de l'homme, pour les démocrates de ces pays, l'enjeu est de taille. Redonner confiance dans la justice, faire évoluer les mentalités et empêcher les gouvernements de tomber dans les délices faciles de l'oubli.

L'enseignement de la célèbre Ecole des Amériques

Mais d'où sont sortis tous ces « soldats de la terreur » ? Brésiliens, Argentins, Urugayens, Paraguayens ou autres Chiliens, ils ont fait leurs classes ensembles. Depuis 1946, ces hommes qu'on retrouve après dans les gouvernements illégitimes d'Amérique du Sud, ont reçu l'enseignement de la très connue Ecole des Amériques, émanation de l'armée des Etats-

Unis (le nom officiel est United States Army School of the Americas-Usarsa). Située jusqu'au mois de septembre 1984, à Fort Gulick, dans la zone américaine du Canal de Panama, cette école avait été fréquentée par 45 000 militaires latino-américains. La spécialité locale était alors la guerre contre-révolutionnaire. Les joyeux élèves partaient ensuite appliquer dans leurs pays les techniques apprises. Quelques officiers sont devenus plus tard des célébrités de la lutte anticommuniste comprise dans son acception la plus large... Des noms : Augusto Pinochet (Chili), Hugo Banzer (Bolivie), Jorge Vileda, Leopoldo Galtieri (Argentine). Des bons élèves qui n'ont pas démérité !

D'autres écoles situées en Amérique Centrale ou sur le territoire même des Etats-Unis (Fort Bragg, Caroline du Nord et Fort Gordon, Géorgie) ont, depuis la Seconde Guerre mondiale, appris aux officiers du sud de l'Amérique les rudiments militaires et politiques nécessaires pour affronter les bouleversements sociaux. A la base de cet enseignement une doctrine, celle de la « Sécurité nationale ». Au nom de cette doctrine destinée « à sauver le capitalisme et le mode de vie occidental » ces officiers se sentirent investis d'une mission supérieure. Les résultats sont connus.

L'institution militaire résiste encore

Mais il serait superflu de rejeter toutes les fautes sur la ténébreuse Ecole des Amériques. Elle en a sa part, sans doute. Et l'aide apportée par les Etats-Unis à l'armée salvadorienne, la quasi-occupation militaire du Honduras et l'entraînement des « contras » nicaraguayens, montrent que, dans la zone du Canal de Panama, ou ailleurs, l'enseignement des doctrines contre-révolutionnaires a de beaux jours devant lui. Mais, en

(suite en page 16)

ALFONSIN EN FRANCE

Sur la même longueur d'ondes

LE président argentin ne part pas les mains vides. Un accord-cadre de coopération économique a été signé, destiné à renforcer les relations industrielles, économiques et financières entre la France et l'Argentine. Selon les termes de l'accord : « La coopération doit s'étendre aux entreprises et organismes de toutes tailles, français et argentins, et notamment aux petites et moyennes entreprises ».

Raul Alfonsin, arrivé à Paris le 18 septembre, était accompagné de son ministre de l'Economie, Juan Sourrouille, mentor du « Plan austral », et d'une vingtaine d'entrepreneurs argentins. Le « Plan austral », encadré dans l'économie de guerre définie par le président, a obtenu déjà quelques succès. Un vigoureux plan économique qui a cassé le rythme fou de l'inflation, passée de 30 % à 3 % par mois. Ce plan d'austérité avance grâce à un très strict blocage des prix et des salaires. Le ministre Sourrouille n'a pas caché les difficultés actuelles et, surtout, s'est plaint de la « politique protectionniste » de la C.e.e. et des « subventions que le Marché commun offre aux produits agricoles européens qui concurrencent ainsi notre propre production sur les marchés extérieurs. »

Dans l'entourage de la délégation argentine on laisse entendre que, sur plusieurs dossiers, les Malouines, le conflit centre-américain, la dette extérieure, « les entretiens avec le gouvernement français ont été fructueux, sur certains problèmes nous sommes sur une même longueur d'onde »... Les investisseurs français de leur côté se sont montrés moins enthousiastes, avant de s'engager ils préfèrent attendre et voir l'évolution d'une situation économique encore bien fragile.

Lors de la visite du président argentin, plusieurs organisations humanitaires ont manifesté leur souhait de voir la justice argentine s'occuper des cas des français « disparus » dans ce pays. L'organisation Droits socialistes de l'homme a particulièrement insisté sur la situation du capitaine Astiz, actuellement en liberté en Argentine, et soupçonné d'avoir participé à l'enlèvement de deux religieuses françaises, sœur Alice Domont et sœur Léonie Duquet.

Carlos FERRARI-LOPEZ



Gamma

Avec le président Mitterrand.

Pascal Lebrun

Le président Alfonsin et son ministre de l'Economie Juan Sourrouille.



Le jeune président péruvien Alain Garcia, vu par Daullé.



Ballet de capes à Santiago du Chili autour de Pinochet.

Sipa-presse



A.f.p.

MIKHAÏL GORBATCHEV A PARIS

Ce que les Russes en attendent

PAR ANTOINE VIOLET

MIKHAIL Gorbatchev sera à Paris, mercredi prochain, jusqu'à samedi, premier voyage en Europe occidentale depuis qu'il a accédé à la direction de l'Union soviétique. Voyage qui précédera de quelques semaines sa rencontre à Genève avec le président Ronald Reagan.

Cette venue en France du chef du Kremlin ne plait pas à tout le monde, et un certain nombre de manifestations sont annoncées, avant, ou pendant son séjour. Les unes par des organisations de droite ou d'extrême droite toujours promptes à saisir tous les prétextes d'agitation, les autres par des organisations juives qui entendent rappeler à cette occasion leurs préoccupations en ce qui concerne la situation difficile des juifs d'U.r.s.s. Cette question, ainsi que toutes celles qui touchent aux libertés et aux droits de l'homme seront évoquées sans aucun doute par les interlocuteurs français de Gorbatchev, notamment lors de sa rencontre avec des parlementaires qui doit avoir lieu jeudi à l'Assemblée nationale.

Il reste que la visite à Paris du secrétaire général du P.c.u.s. constitue un événement d'une particulière importance, et marque sans aucun doute un tournant dans les relations entre la France et l'U.r.s.s. qui s'étaient quelque peu refroidies après 1981.

Il est un fait que Moscou attache beaucoup d'intérêt, à l'heure présente à l'amélioration de ces relations. La meilleure preuve en est fournie par un long article publié il y a quelques jours par la revue soviétique « Temps nouveaux », repris par l'agence Tass, et signé d'un proche collaborateur de Vadim Zagladine, chargé au Comité central des rapports avec les pays occidentaux.

Cet article souligne, d'abord, que « ce n'est pas le fruit du hasard si la France est le premier pays capitaliste où se rend le secrétaire général ». Mais il ajoute, aussitôt, que sa portée dépasse largement le seul contexte bilatéral : les bonnes relations entre les deux pays sont un facteur de paix en Europe et au-delà. Même si les mobiles qui animent les deux puissances dans leur action ne sont pas toujours les mêmes, les objectifs essentiels sont communs : assainir le climat international, renforcer la stabilité stratégique globale et assurer un équilibre des forces au plus bas niveau possible.

La France, selon cet article, est un partenaire valable qui, du fait de sa capacité nucléaire, « pourrait » contribuer de manière plus constructive à la maitrise de la course aux armements, à l'abaissement du niveau de confrontation militaire et au progrès dans les négociations sur ces questions, dont la plus importante reste la non-militarisation de l'espace.

Sans oublier que la France a appuyé la double décision de l'O.t.a.n. le collaborateur de Zagladine relève cependant que de la bonne entente entre Paris et Moscou dépend l'orientation du cours des événements en Europe et au-delà, en un mot le retour à la détente ou pas.

Pour ce faire, de nombreuses opportunités existent, selon lui : la conclusion heureuse de l'actuelle étape de la conférence de Stockholm, le renforcement du processus d'Helsinki, la recherche d'une solution aux problèmes régionaux etc.

Les bonnes relations entre les deux pays ont joué un rôle d'exemple dans les années 60-70. Une base politique et juridique solide a été constituée. Son élément principal est le dialogue politique entre Paris et Moscou. Depuis 1980, les relations se sont développées, on relève un doublement des échanges commerciaux entre 1980 et 1984 et « Temps nouveaux » souligne l'importance du « refus du président Mitterrand et d'autres responsables de recourir aux sanctions économiques et aux entraves commerciales » avec l'Est. Cependant, des possibilités inexploitées demeurent, et celles-ci devraient être mises en œuvre.

L'article, qui, de toute évidence, a été publié avec l'aval du Comité central, conclut en exprimant l'espoir que les prochaines conversations de Paris permettent de nouveaux pas en avant sur toutes les questions évoquées, et que Mikhaïl Gorbatchev ne manquera pas de reprendre en détail dans les trois entretiens qu'il aura avec François Mitterrand.

(suite de la page 15)

Argentine, Brésil ou Uruguay par exemple, les forces armées nationales ont une très lourde responsabilité. Dans chacun de ces pays, les militaires ont élaboré leurs techniques propres, adaptées aux conditions locales. Les programmes d'étude dans les écoles militaires sont maintenant sous l'étroite surveillance des autorités civiles. L'institution militaire résiste, bien évidemment, aux « ingérences » du Parlement et il faudra du temps pour que ces forces armées acceptent de devenir une partie, mais une partie seulement, de la société. Et non plus une caste située au-delà du regard des institutions démocratiques.

« Nous ne pouvons coexister avec la mort »

Au Pérou, aussi, le gouvernement vient de prendre des mesures destinées « à obtenir que les corps de l'Etat répondent aux attentes de la collectivité nationale », selon les paroles du jeune président de la République péruvienne, Alain Garcia. Les premiers « corps » visés sont la police et l'armée. Formidable bras de fer dans lequel le dynamique chef d'Etat risque gros. Alain Garcia a promis aux militaires « d'être inflexible » pour punir tous les coupables des violations des droits de l'homme. Résultat de cette volonté politique ? Trois généraux, le chef de l'état-major des armées, le commandant de la deuxième région militaire et le chef d'une région du centre du pays ont été destitués.

Le premier « coup de balai » avait eu lieu le 19 août, quelques jours plus tard, le 10 septembre nouvelle purge dans les organismes de sécurité. En quelques semaines, plus de cinquante généraux et plus de deux cents officiers supérieurs ont été limogés. Après avoir chargé une « commission de paix et de dialogue (3) » de trouver une solution durable au problème de la violence au Pérou ; A. Garcia a encouragé les commissions d'enquête qui fonctionnent déjà dans le Parlement. A cette occasion, il a déclaré : « Nous ne pouvons coexister avec la mort, la mort provoquée par la folie homicide du Sentier lumineux ou par les excès de la répression... Pour combattre la barbarie, on ne doit pas tomber dans la barbarie. Les responsables seront sanctionnés » (4). Et, à l'évidence, il ne s'agit pas de paroles en l'air.

Les jeunes démocraties de l'Amérique du Sud jouent avec le feu. S'attaquer au militarisme n'est pas une tâche facile. Ceux qui ont permis que les dictatures s'installent et prolifèrent ont trop à perdre, et ils ne resteront pas les bras croisés. La crise économique ne facilite pas les choses. Mais de Lima à Montevideo, de Brasilia à Buenos Aires on sait maintenant qu'il ne s'agit plus simplement de tourner la page et d'oublier. Sur l'injustice la démocratie ne fleurit pas.

---

(1) Il s'agit des généraux Videla et Viola, des amiraux Massera et Lambruschini et du général (armée de l'air) Agosti.

(2) Les avocats de la défense auront la parole la semaine prochaine, le tribunal rendra sa sentence au mois de décembre.

(3) Commission composée de trois juristes, d'un médecin, d'un scientifique et d'un évêque auxiliaire. Ils doivent aussi recueillir toutes les dénonciations concernant les violations des droits de l'homme.

(4) « Le Monde » 18 septembre 1985.

A l'initiative de « Solidarités internationales » a été lancé dans la nuit du 19/20 septembre un appel pour venir en aide au peuple mexicain dans la détresse.

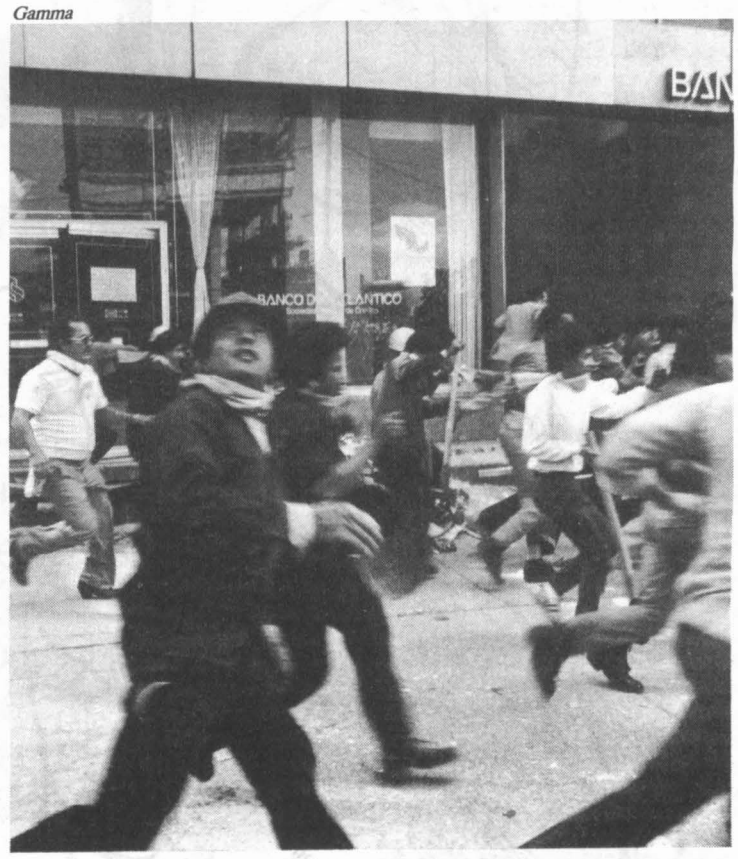
MEXIQUE SOLIDARITES

***Tel est le nom de cette campagne lancée conjointement par S.i. (Solidarités internationales), le C.f.c.f.* (Comité français contre la faim), le *C.c.f.d.* (Comité catholique contre la faim et pour le développement), la *Cimade*, le *C.r.i.p.a.a.* (Centre de recherche et d'information sur les pays africains et arabes), Emmaüs international, Frères des Hommes, Terre des Hommes...**

Le collectif se propose d'envoyer immédiatement des secours d'urgence (médicaments, couvertures, tentes, etc.). Afin d'être immédiatement opérationnel ; un représentant du collectif se rend au Mexique dans les prochaines heures.

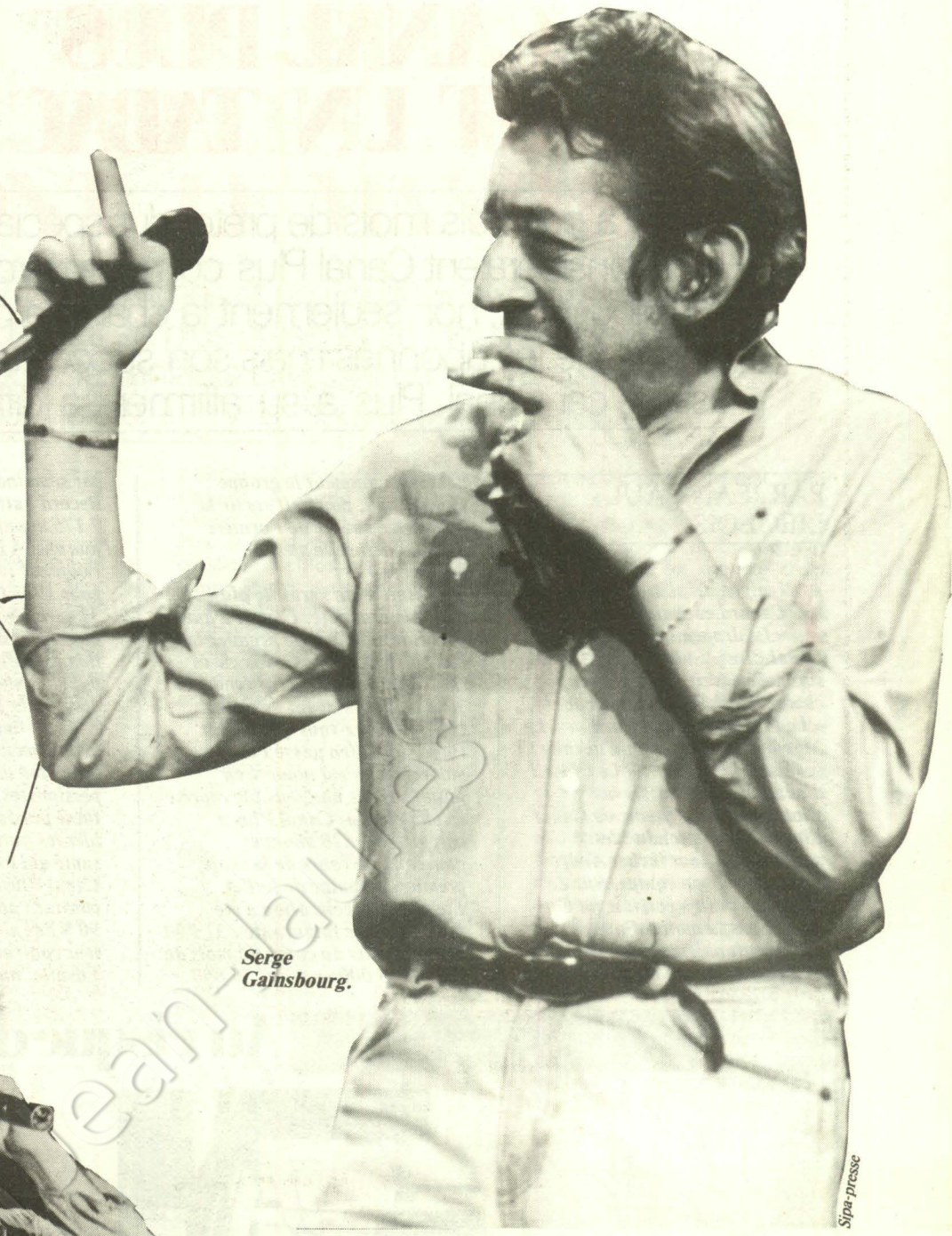
Adressez vos dons à :
Solidarités internationales mention « Mexique Solidarités »
C.C.P. 1908 909 G PARIS
98, rue de l'Université
75007 PARIS

Gamma





Claude Nougaro, vu par Pym.



Serge Gainsbourg.

Sipa-presse

QUAND LA CHANSON FAIT DU CINOCHE

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

TOUS mégalos ! Tous hollywoodiens ! Les chanteurs de la rentrée 1985 ne font pas dans la dentelle. Hier marginaux et poètes, les voici qui se battent aujourd'hui comme des chiffonniers de la publicité. A coup d'affiches gigantesques. A coup de slogans maniaco-délirants. Chez Claude Nougaro, cela donne : « Soyons divins ! » Signé : « Nougaro ». Rien de moins. Pour Gainsbourg c'est tantôt humoristico-trivial : « La totale ! 140 F devant, 110 F derrière » ; tantôt cradingue façon marchand de saucisses en boîte : « Monsieur Gainsbourg respecte les traditions. » Quant à Higelin, il se vend lui-même comme un péplum ou un album de Goscinny et Uderzo : « Bercy, celui qui va chanter te salue ».

La pub débile, c'est la nouvelle potion magique de nos bardes modernes ? Ils sont tombés dedans ou ils ont marché dessus ? Ne dites pas au public que Nougaro chante à l'Olympia, Gainsbourg au Casino et Higelin à Bercy : il croit qu'ils sont rédacteurs de messages publicitaires chez Seguela...

Mais puisque désormais ils aiment les clichés, allons-y...

LE BON...

LE grand méchant doux a décidé de faire mieux que Barnum et Ben Hur réunis : il s'est juré de faire venir 300 000 spectateurs en un mois à Bercy. Ne traduisez pas : Jacques Higelin va-t-il faire plonger son producteur qui a investi 18 millions de francs dans l'opération ? Traduisez : s'il gagne son pari, « Crabouif » ne démontrera-t-il pas qu'il est le chanteur le plus aimé de France ? Ne parlez pas d'argent, parlez d'amour !

Pour la circonstance grand Jacques s'est fait un son africain : deux griots pour faire le bœuf, le Guinéen Mory Kanté et le Sénégalais Youssou Ndour. Higelin l'Africain ? Une métamorphose de plus ? Une nécessité. Sans les chanteurs et danseurs africains, sans les compagnons des deux griots, Higelin serait complètement perdu dans le désert de Bercy, totalement esseulé sur l'immense dispositif scénique (75 mètres sur 35) qu'il arpente en tous sens, comme s'il cherchait une issue de secours... Le vieux chat (il vient d'avoir 45 ans) ne sait plus comment descendre de son toit, alors il se met à miauler au milieu de ses félins d'Afrique. Il pourrait être ridicule : Gros-Minet au pays des lions. Il est à la hauteur de la rencontre : superbe, fou, généreux, charmeur.

C'est le « miracle » Higelin. Comme ce fut le « miracle » Trénet ou le « miracle » Piaf. Ces gens-là sont capables de chanter n'importe quoi n'importe où : ils sont la séduction même, ils sont l'émotion personnifiée ; ils marchent sur un fil qu'ils ont tendu entre l'amour et la colère ; on ne se lasse pas de leur numéro de funambules.

Higelin n'en finit pas de changer de costume. Il a d'abord porté ceux des autres : celui du guitariste Henri Crolla (qui lui a offert sa guitare avant de mourir), celui de Boris Vian (dont il a été un formidable interprète), ceux de Rufus et de Brigitte Fontaine (avec qui il a improvisé des spectacles entiers au bon temps de 68). Puis il s'est fait du sur-mesure à variations : délires « baba-underground » au début des « seventies » ; costard cuir et look rock dur à la fin de la même période. Alors, rocker Higelin ? Une nouvelle pirouette et le voici bluesman made in Paris, d'abord bluesman tendance clown-poète, puis bluesman teinté griot. En attendant la prochaine facétie...

Jacques Higelin est inclassable. En 1971, déjà, il chantait : « Je suis mort, qui dit mieux ? » Depuis plus de quinze ans il n'en finit pas de mourir sur scène. Molière aurait dû demander conseil à « Crabouif »...

A.f.p.

Jacques Higelin.

Jacques Higelin : au Palais Omnisports de Bercy, jusqu'au 12 octobre.

... LA BRUTE...

TOUT le monde ne peut pas être Cassius Clay ou Ray Sugar Robinson. Tout le monde ne peut pas être Louis Armstrong. Claude Nougaro n'est pas un poids lourd, il n'est qu'une petite brute, un poids mouche de la chanson. Mais il cogne, frappe des deux poings, avance sans cesse, se bat contre les mots et les notes. Il traite ses mélodies comme des « sparring-partners » et tape sur ses mots comme sur un putching-ball. Fort, toujours plus fort. Il a le souffle, il a les jambes. Il est en pleine lumière. Ça sonne dans sa tête, ça cogne dans sa poitrine.

Nougaro, c'est le toro dans l'arène qui se mettrait à mort lui-même ; son écharpe et une muleta. Il est le boxeur qui choisirait la longueur de ses rounds ; son adversaire serait un poète du nom d'Audiberti. Chacun sa ville, chacun son swing. Nougaro serait sponsorisé par Toulouse, Audiberti par Antibes : ville rose contre ville blanche. Choc des couleurs, poids des racines. La transe, la sueur. Boxe ou musique ? Les deux, mon cher lecteur. Et si tu cours à ce match, au gong final, c'est toi qui seras K.o.

Claude Nougaro : à l'Olympia jusqu'au 14 octobre.

... ET LE TRUAND

LE petit Lucien Guinzburg voulait être peintre : il a même eu Fernand Léger comme professeur. Il est devenu Serge Gainsbourg, chanteur « rauque and drôle ». Il n'a pas de regret esthétique à avoir : il a une gueule que pas un élève de l'école flamande n'aurait osé peindre ! On hésiterait à vendre sa photo à un Breughel en panne de modèles...

Mais qu'on évite de se fier à sa tronche ou à ses déclarations provocatrices : derrière les interviews-borborygmes, derrière les soliloques hoquetants, derrière les reparties ironico-grossières il y a un grand professionnel. Et sous le « pro » se cache un immense talent. Un double talent : celui de l'auteur, celui du compositeur.

Si le « Beau Serge » s'est, par dérision, donné un look de petit truand négligé, il n'a jamais « salopé » les chansons qu'il a signées pour Juliette Gréco, Brigitte Bardot, Marianne Faithfull, Catherine Deneuve, Isabelle Adjani et (the last but not the least) pour Jane Birkin. Même ses œuvres acidulées, destinées à France Gall ou Pétula Clark, ont été ciselées avec précision... et humour. Pour qui sait lire, pour qui sait entendre, certains mots de Gainsbourg frémissent de joies pudiques ou de douleurs inavouées : au détour d'une phrase inachevée, la syntaxe bancale avoue bien des cicatrices...

Petit détail : Gainsbourg se nourrit de blasphèmes et se désaltère volontiers au petit lait de la scatologie rigolarde ; mais celui qui le surprendra à faire dans l'esbrouffe n'est pas encore né. Il ne chante plus vraiment ses chansons, il les « râpe », il les hache menu entre deux bouffées gagnées sur la mort, il les balance avec ses tripes et ce qui lui reste de poumons. Sainte-Nicotine, Saint-James priez pour lui : nous voudrions encore le garder longtemps.

Il y a du Rimbaud dans les maladresses scéniques de ce vieux gamin qui restera toujours le « petit Lulu ». N'est-ce pas Charlotte ?

Serge Gainsbourg : au Casino de Paris jusqu'au 20 octobre.

Copyright Jean-Paul Liegeois

CANAL PLUS FAIT UN TABAC

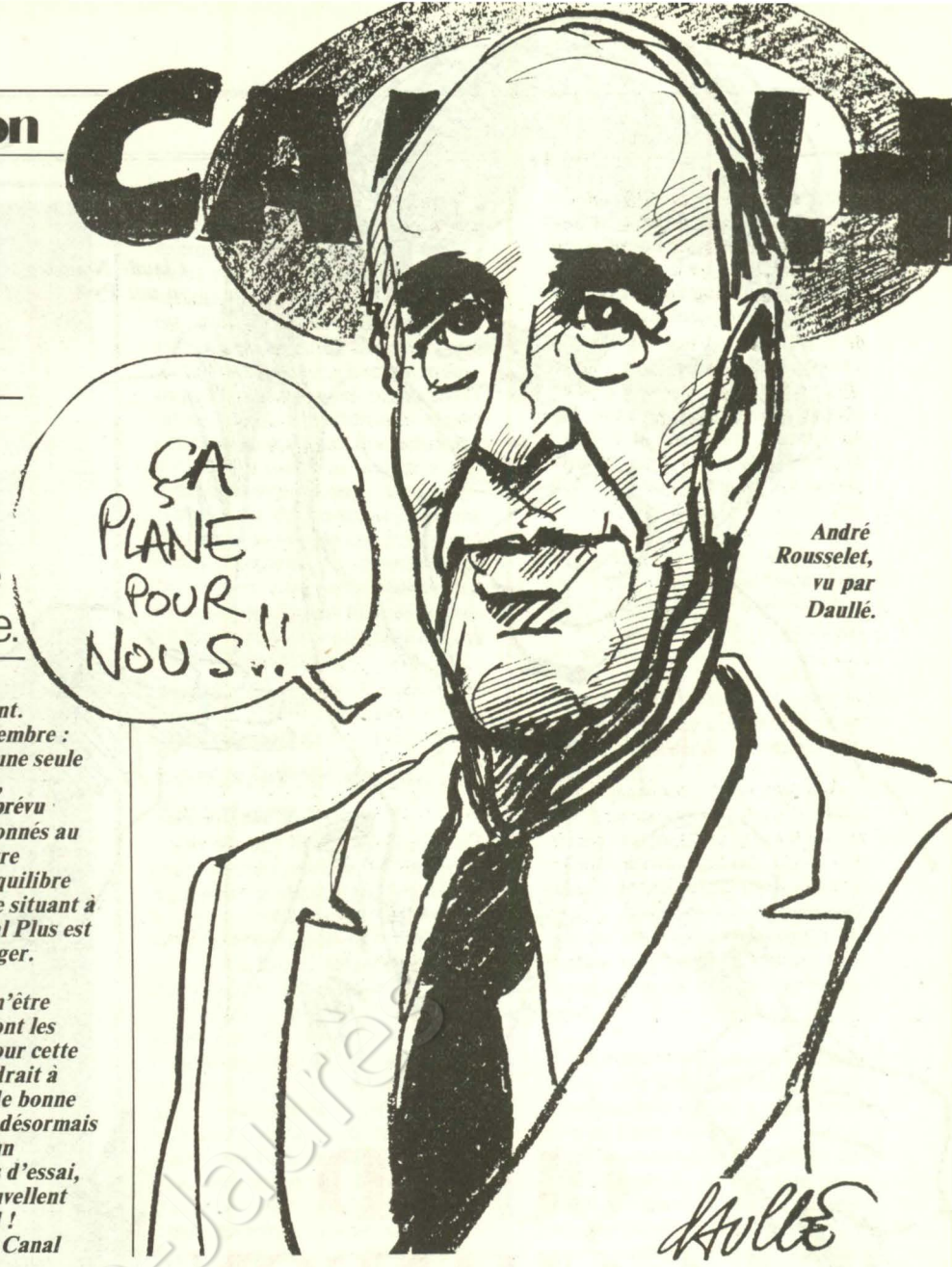
Il n'y a pas trois mois de prétendus spécialistes considéraient Canal Plus comme perdu. Aujourd'hui, non seulement la chaîne à péage engrange les abonnés mais son succès semble assuré car Canal Plus a su affirmer sa différence.

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

IL n'y a pas si longtemps, « le Canard enchaîné » titrait : « Le drapeau noir flotte sur Canal Plus ». « Le Point » surenchérissait : « Pépins en chaine ». « L'Express » ricanait : « Le futur a pris du retard ». « Le Monde » (c'était en juin dernier) se faisait insinuant : « Le conseil d'administration d'Havas s'interroge sur l'avenir de Canal Plus ». Sous-entendu : les actionnaires vont lâcher André Rousselet et son équipe. Sûr de lui, « le Matin » écrivait : « On ne voit pas, à moins d'un interventionnisme massif de l'Etat et bien mal venu en période de crise, comment le groupe Havas, seul, pourrait sortir la quatrième chaîne de l'ornière dans laquelle elle s'est enfoncée. »

C'était à qui serait le plus mauvais prophète. C'était à qui pourrait annoncer le premier la mort de Canal Plus. Nos chers confrères ont peut-être vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué... Figurez-vous que Canal Plus a fort bien passé l'été ! Le mouvement s'est amorcé en juillet : après une sensible reprise en mai et juin, Canal Plus a enregistré 5 570 abonnés nouveaux au cours de la seule première semaine de juillet. Ensuite, l'accélération a été brutale, voire fulgurante : 31 000 abonnements au cours du mois de juillet, 45 000 en août, 30 000 par semaine actuellement. Record battu le 14 septembre : 7 175 abonnements en une seule journée. A ce rythme-là, l'objectif initialement prévu pour 1985 (700 000 abonnés au 31 décembre) devrait être largement dépassé. L'équilibre financier de la chaine se situant à 670 000 abonnés, Canal Plus est désormais hors de danger.

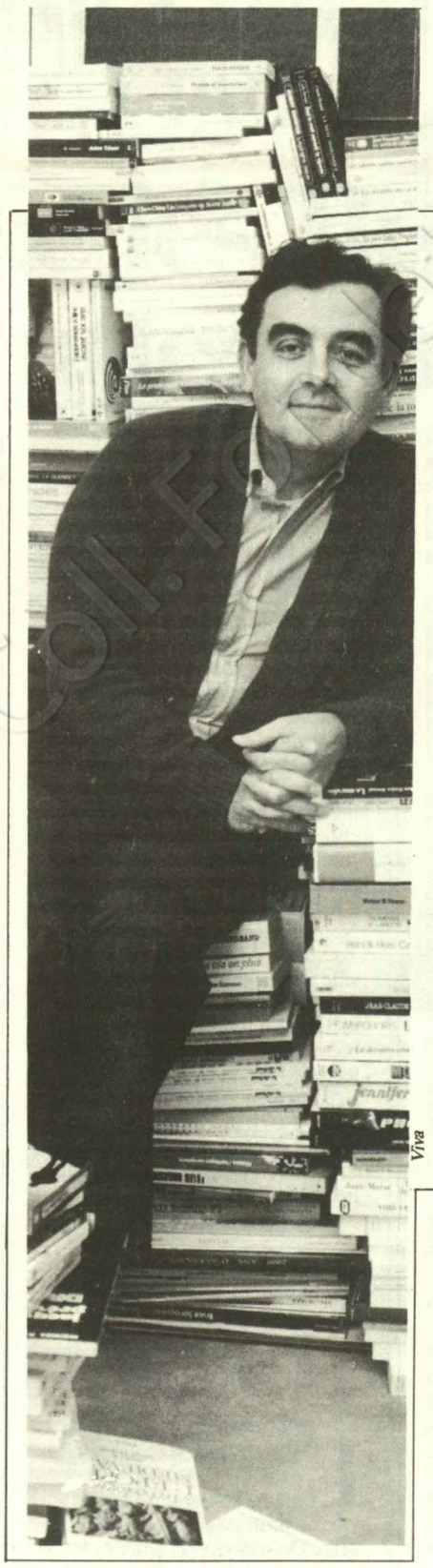
Cette flambée des abonnements pourrait n'être qu'un feu de paille, diront les pessimistes. Pencher pour cette thèse pessimiste reviendrait à nier les autres indices de bonne santé qui caractérisent désormais Canal Plus. D'abord, un constat : après six mois d'essai, 90 % des abonnés renouvellent leur contrat ; un record ! Ensuite, une évidence : Canal



André Rousselet, vu par Daullé.

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER



VENDREDI 27 SEPTEMBRE

TF1 : « Le Jeu de la vérité », émission de Patrick Sabatier. Invité : Coluche ; 20 h 35.

Ce rigolard de Coluche face à ce niais de Sabatier. Ça vous a des allures de ring...

A2 : « L'Ordre », série d'Etienne Périer d'après le roman de Marcel Arland ; deuxième partie ; 20 h 35.

« Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « La 500e » (voir encadré).

Ciné-club : « La Règle du jeu », de Jean Renoir ; 23 h 20.

Le jeu du mensonge dans la société bourgeoise des années 30. Un film qui démarra par un bide, fut censuré et finit par s'imposer en chef d'œuvre vingt-cinq ans après sa réalisation. Dur, dur...

FR3 : « Vendredi : noir sur blanc, le projet multiracial », sujet d'Eliane Ballif ; réalisation d'Yvan Butler pour le magazine suisse « Temps présent » ; 21 h 30.

Déprogrammé, reprogrammé, le point sur l'état du racisme en France vu de Suisse.

SAMEDI 28 SEPTEMBRE

TF1 : Série noire : « Pour venger pépère », de Joël Santoni ; 20 h 40.

Un avocat part à la recherche des dingos qui ont buté son pépé. Une série noire grise où tous les poncifs s'accumulent comme par magie : ennemi public givré, prostituée camée, flic véreux. Le tout assaisonné de dialogues faux et filmé comme en super huit. Un regrettable faux pas pour Feodor Atkine, comédien sous-employé et qui mérite mieux. Maigre consolation : la chanson du générique vous a des allures de blues frissonnant qui colle du vague à l'âme.

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

TF1 : « La Vengeance aux deux visages », de Marlon Brando ; 20 h 35.

Frissons mexicains avec le beau Marlon, encore maigre.

L'Emission de la semaine : « Apostrophes », émission de Bernard Pivot : « La 500e », A2, vendredi 27 septembre, 21 h 35.

On le disait à bout, fatigué des médias, prêt à rendre son tablier. On le disait déçu de tout et de rien, désabusé, capable de tourner définitivement le dos aux mots. Et voilà : on disait encore n'importe quoi. Parce que Pivot est toujours là, présent vaille que vaille chaque vendredi soir depuis dix ans, qu'il pleuve, qu'il vente, qu'il neige ou bien qu'il ait la grippe. Un pro. Un vrai. Plus si courant par les temps qui, justement, courent. Pas si évident lorsqu'on voit à quelle sauce les chaînes de T.v. sont en train d'assaisonner la littérature. Un exemple au hasard : vous supportez « C'est à lire », vous ? Alors bravo, z'êtes blindé...

Non que Pivot soit le chantre absolu de la littérature. Sur le plateau du gentil Bernard, le livre est plus un spectacle qu'un élément de culture, et si l'on devait réellement médailler une émission « littéraire » au sens le plus noble du terme, il conviendrait sûrement de lorgner du côté de Pierre Dumayet et de son « Lire c'est vivre ». N'empêche... N'empêche que le côté ring parade des légendaires et très attendues empoignades entre intellos du monde entier a certainement contribué à redorer le blason de la lecture dans notre Hexagone. D'ailleurs, c'est bien connu : passer chez Pivot fait vendre. Et pour passer chez Pivot, la petite planète des livres est, paraît-il, prête à tout...

Inusable, donc, le système Pivot. Il a résisté à toutes les tempêtes imaginées çà et là pour le détrôner. Mais ce natif du Beaujolais à la rondeur sympa de bon vivant n'est pas prêt à se laisser dépasser. Quand il ne se repose pas au bord de sa piscine construite grâce à ses indemnités de départ du « Figaro » (et baptisée, de fait, « piscine Jean d'Ormesson »), il prépare activement ses émissions. Bouquins, fiches, annotations en tout genre : Pivot est un bosseur, c'est sans doute ça la clé du mystère. Ça et le charisme. Son regard goguenard en face des plus grands, ses plaisanteries allègres en face des plus taciturnes. Et puis, c'est lui qui nous a offert Duras pendant une heure, Jankelevitch aux prises avec « le Je ne sais quoi et le presque rien », Fred Uhlman, si peu de temps avant sa mort, tant d'autres encore. Sans parler des révélations, comme celle de Modiano paralysé et aphasique qu'on n'en finit pas de se repasser en copie vidéo...

En clair : une émission qui fonctionne comme un rendez-vous. Ce soir, pour la « 500e », il planchera sur le thème de la francophonie. En compagnie de Julien Green, Hector Bianciotti, Andrée Chédid, Robert Darton, Barbara Khetcham-Wheaton, Alex Szoggi et Jorge Semprun. Bon anniversaire, Bernard !

A2 : « Musiques au cœur : Georges Bizet », émission d'Eve Ruggieri ; 20 h 35.

Avec, entre autres, Teresa Berganza, Magali Damonte et Michèle Lagrange.

« Le Métier d'écrire », émission d'Antoine Gallien et Alain Dhénaut. Deuxième partie ; 22 h 45.

Au menu Jean Gruault, Nathalie Sarraute, Patrick Grainville et Jean-Claude Grumberg.

FR3 : « Voix off », documentaire de Jean-Claude Bailly et Philippe Grangeon ; 20 h 30.

De la T.s.f. à la bande F.m., le parcours de la radio. Une évocation des premières heures grésillantes et nasillardes, un passage (obligé) par les temps forts (« Signé Furax », « Sur le banc » etc.) et les témoignages des vieux de la vieille. Un documentaire coproduit par les P.t.t.

Cinéma de minuit : « Ramona », de Henry King ; 22 h 30.

Oune hichtoire dé corazon, dé vengeanche et dé trahizon al siècle dernier. Olé.

LUNDI 30 SEPTEMBRE

TF1 : « Un Moment d'égarement », de Claude Berri ; 20 h 35.

Comment se laisser séduire par la fille de votre meilleur copain. Avec Jean-Pierre Marielle, Victor Lanoux et Agnès Soral.

A2 : « Japon : Le Rêve et l'histoire », émission de Jean Antoine. Quatrième partie : « L'Ouverture de Meiji, 1868-1910 » ; 22 h 05.

FR3 : « La Guerre est finie », d'Alain Resnais ; 20 h 35.

Le franquisme et sa gangrène. Un homme et son combat. Beau et désespéré, un hymne à la liberté. Scenar de Semprun et interprétation nickel de Montand.

MARDI 1er OCTOBRE

TF1 : « Le Crime de Pierre Lacaze », téléfilm de Jean Delannoy. Deuxième partie ; 20 h 35.

A2 : « Les Dossiers de l'écran », émission d'Armand Jammot. « La Politique est un métier », téléfilm de Maurice Frydland. Débat : profession, homme politique ; 20 h 35.

Petit maire deviendra grand. Du moins c'est ce qu'il croit, le brave docteur Lacoste, entré en politique comme on entre au couvent : avec la foi des Justes. Mais de l'ascension à la chute, il y a peu et la morale de Perrette et le pot au lait le guette au coin de son ministère. Nerveuse, haletante, voici une virée dans les mirages de l'Etat, tout à fait convaincante. Et ce, d'autant plus que Jean-Claude Bouillon est parfait dans son rôle de Candide. Tout comme sont parfaites Caroline Sihol, l'attachée parlementaire, et la superbe Noëlle Châtelet qui campe avec punch la « légitime » délaissée au profit des doux yeux de Marianne !

« Caryl Chessman, l'écriture contre la mort », de Jean-Christophe Rose ; 22 h 05.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Plus a su imposer sa différence. Pour les téléspectateurs, Canal Plus est devenu la « chaîne du cinéma et du sport ». Aucun snobisme dans les abonnements, aucun phénomène de mode mais deux motivations claires : « sondés » en juillet, 60 % des clients de Canal Plus se sont abonnés pour « voir des films » et 30 % pour « voir des matchs ». Atout décisif, enfin : depuis le 1er septembre le réaménagement du réseau d'émetteurs permet à Canal Plus d'être reçu sur 80 % du territoire ; le 1er novembre prochain c'est 87 % qui sera couvert... Il n'y a donc aucune raison que le raz-de-marée ne continue pas.

La carte de la clarté

Au moment où tout le service public retient son souffle en attendant une nouvelle fournée de p.-d.g. (la Haute Autorité doit les nommer d'ici au 15 octobre), au moment où « Cocoricocoboy » se fait sponsoriser par Orangina, au moment où F.r.3 s'apprête à faire coproduire un magazine économique par des entreprises, au moment où les nouvelles « télévisions privées » suggérées par Jean-Denis Bredin et annoncées par Laurent Fabius s'enlisent dans des négociations interminables, bref dans une période où le paysage audiovisuel national devient provisoirement flou et incertain, Canal Plus a su jouer la carte de la clarté.

L'explication de son succès n'est pas à chercher ailleurs.

Les téléspectateurs ne considèrent pas Canal Plus comme un gadget : l'abonnement à la quatrième chaine n'est pas le fait de nouveaux riches ou de cadres supérieurs qui recherchent un « must » ; il est l'acte réfléchi (des enquêtes l'ont montré) de « familles » de milieux sociaux différents qui choisissent des « produits » précis : le sport, ou le cinéma, ou les deux. Les Français n'avaient pas l'habitude de « payer » pour regarder une télévision « généraliste » ; ils sont en train d'adopter une chaîne à péage parce qu'elle est bien ciblée, parce qu'elle est spécialisée. Une leçon à retenir pour les réseaux câblés, télévisions privées et autres satellites à venir...

Il n'y a pas trois mois, de prétendus spécialistes des médias considéraient Canal Plus comme pratiquement perdu et ne voyaient de sauvetage possible qu'à travers la « pompe à finances » de l'Etat. Aujourd'hui, André Rousselet, p.-d.g. de Canal Plus, envisage que l'Etat, actuellement majoritaire à 60 %, devienne actionnaire minoritaire de la quatrième chaine. Sans commentaires.

Il n'y a pas trois mois, nos chers confrères se gaussaient : Canal Plus était en train de faire un de ces bides ! Aujourd'hui, Canal Plus fait un tabac. Il y a des triomphes qui ont des saveurs de revanche... ●

Douze ans à attendre la mort ont fait de Caryl Chessman, condamné pour violences sexuelles assimilées à un kidnapping, un véritable héros médiatique ; l'ancêtre des écrivains taulards. A son actif, quatre livres. Un portrait à découvrir.

FR3 : « La Java des ombres », de Romain Goupil ; 20 h 35.

Mortelle randonnée au pays des services secrets, des factions fascistes et des rêveurs militants oubliés par Mai 68. Le second film à fleur de peau de l'auteur de « Mourir à 30 ans ». Avec Tcheky Karyo, Jean-Pierre Aumont et Didier Sandre.

MERCREDI 2 OCTOBRE

A2 : « L'Heure de vérité », invité : Jean-Pierre Chevènement ; 20 h 35.

FR3 : « Shangaï skipper », téléfilm de Michel Andrieu d'après Tito Topin ; 22 h 55.

Selon le réalisateur, une « comédie noire en couleurs ». Une histoire de fric volé, de gardien de nuit lunaire et de nanas agressives. Le premier rôle de Claude Nougaro et aussi le premier numéro d'une nouvelle série « polars » sur la trois. A découvrir.

JEUDI 3 OCTOBRE

A2 : « L'Ombre rouge », de Jean-Louis Comolli ; 20 h 35.

Avril 37. Trois camarades aux prises avec l'amour, la politique et l'espionnage. Moyen malgré Dutronc, Brasseur et Nathalie Baye.

FR3 : Théâtre : « Mangeront-ils ? », de Victor Hugo. Mise en scène de Bernard Jenny ; 20 h 35.

Un mélo à faire pleurer les morts. Avec Christian Alers et Catherine Sauvage.



Bernand

Teresa Berganza.

« La vengeance aux deux visages » de et avec Marlon Brando.



MINI-STARS, MINI-TAILLES... MAIS ILS FONT LE MAXIMUM

Dans « Trois hommes et un couffin » la vamp a dix-huit mois ! De plus en plus présents au cinéma, à la télé ou dans la pub., les enfants exercent un vrai métier. Du jeu à la galère il n'y a souvent qu'un pas.

PAR FABIAN GASTELLIER

ELLE s'appelle Jennyfer. Et pour ses beaux yeux (bleus), trois mecs un rien machos, un rien misos craquent un max. Ça se passe au cinéma. Car Jennyfer est une star. Dans « Trois hommes et un couffin », le couffin c'est elle. Ou, plus exactement, elle dans le couffin. 0,80 m, cheveux châtains ; dix-huit mois et déjà vedette. Formule consacrée, la valeur n'attend pas le nombre des années. On sait mais quand même...

Zoom arrière. Jennyfer a été choisie par Coline Serreau pour l'intensité de son désormais célèbre regard. Choisie parmi une foule d'autres mouflets qui, comme, elle, sont inscrits (avec book de photos, sécu, déclaration des revenus et tout le toutim) dans l'une des cinq ou six agences parisiennes spécialisées dans les mini-mannequins (1).

Une profession vieille, elle, de quinze ans environ et qui ne cesse de croître. C'est que le petit de l'homme est de plus en plus à la mode dans le monde de la pub. Actuellement, à la télévision, un spot sur trois en moyenne le prend pour cible.

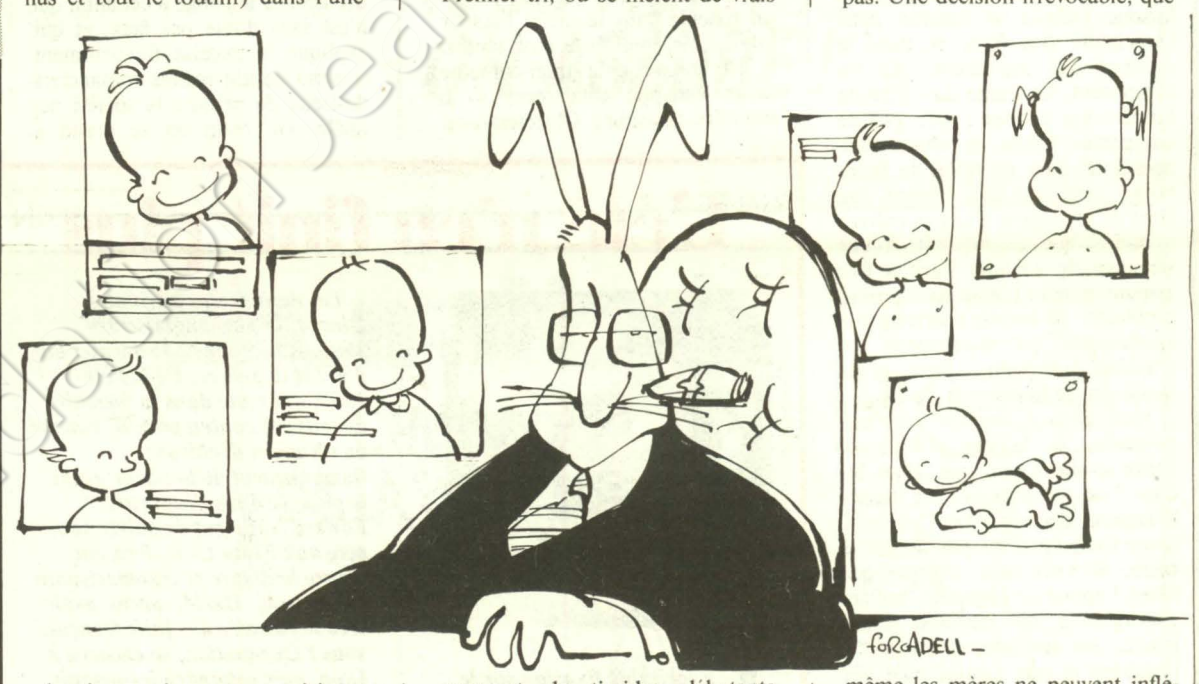
Dans les magazines sur papier glacé ou dans la rue en format géant, c'est l'invasion des nains. Du rigolard qui pose pour les vêtements Clayeux, à la planète bigarrée de Benetton, en passant par les trogniflons anonymes qui demandaient sur les murs de l'été s'ils avaient « une tête de mesure gouvernementale », le lardon s'affiche. Et se vend bien. Comme si notre fin de siècle coincée entre la révolution sexuelle, la pilule, le souvenir d'Auschwitz et l'angoisse d'Hiroshima nostalgeait sur une « envie de vrai » et misait sur le symbole de l'innocence.

C'est peu dire que l'enfant est redevenu une valeur en hausse, et ce, même si on en fait de moins en moins par chez nous.

C'est en tout cas ce que l'on pense chez « Frimousse ». Née en 1982, l'agence rassemble aujourd'hui plus de quatre cents gamins de 0 à 15 ans avec un net embouteillage du côté des 8 ans et des nouveau-nés, les deux stades de l'enfance les mieux cotés au hit parade des demandes. Critères de sélection ? La séduction. Physique, s'entend. A savoir la beauté, le charme ou la sacrée personnalité. Pour la catégorie 1, force est de constater que l'on n'a pas encore tourné le dos au mythe du bébé Cadum : tous aryens les lapins.

Blonds aux yeux bleus à 80 %. Choix esthétique et nécessité technique : le teint nordique passe mieux en photo que le look bronzé. Mais là, les années 80 ont apporté un réel bouleversement des valeurs, et les agences, sur la demande expresse des annonceurs, ratissent de plus en plus large vers l'Asie, l'Afrique ou le doux mélange du métissage.

Début de week-end dans le 14e. Séance de casting pour une campagne Cacharel. Les puces défilent (fillettes entre 5 et 7 ans, garçons entre 7 et 8) et une adorable Anglaise, répondant au prénom de Prudence, leur tire le portrait. Premier tri, où se mêlent de vrais pros et de timides débutants comme Nathanaël, sept ans, que la photo ennuie et qui ne jure que par le petit écran. Tout de même, s'il se retrouvait en quadrichromie sur une affiche ? « Bah je me dirais : « 'jour Nathan... Mais ça me plaît moyen... » Nathanaël est venu de banlieue. Comme Martial et plusieurs autres.



FORADELL

De sacrés tempéraments

Si l'on excepte les familles poseuses qui exhibent leur merveille tirée à quatre épingles comme on s'enorgueillit du pékinois ou du chat siamois qui font si bonne figure en vantant les boulettes schmoll, la plupart des enfants sont issus de milieux modestes. Pour les parents, l'argent est un atout (l'enfant touche en gros 237 F pour une heure et demie – durée minimum – de pose photo). Mais ce qui les a poussés à entrer dans ce circuit, c'est aussi la part de rêve, l'envie de se frotter aux coulisses du « spectacle ». Quand ce n'est pas l'enfant lui-même qui en a manifesté l'envie.

Ainsi, la sage Céline, 7 ans, taraudée par la timidité et qui a trouvé là une façon de s'exprimer. Ainsi Sébastien, 8 ans, surnommé Batou, qui enchaîne photo sur photo, que l'on voit partout et qui s'est métamorphosé grâce à ce métier. Coincé, peu bavard, il est devenu sûr de lui, marrant, extraverti. Au passage, il a attrapé la notion de l'argent gagné, un bon point selon son père. Une cagnotte réservée pour les caprices et les vacances de ski. Mais dans la famille de Batou, on est nombreux à « s'assumer ». Vincent, 10 ans, le frère aîné, ne vient-il pas de terminer un film aux côtés de Jean-Pierre Marielle et Jean Carmet ?

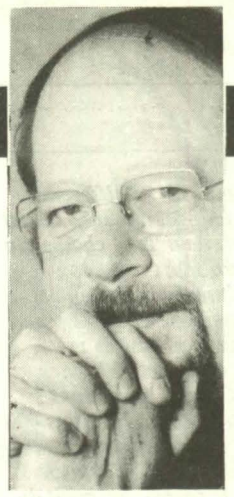
Ne pas rêver. La photo est un travail ; la pub ou le cinéma, un métier et il s'agit de bosser. Les journées peuvent être longues et dures. Tout dépend du produit, du photographe et du caractère du Tom Pouce intéressé. De la corvée au jeu, on peut en voir de toutes les couleurs. Mais une vérité vraie à 100 % vous prouvera que ne fait de photo qu'un gosse désireux d'en faire. Celui que ça barbe, panique, trouble, déprime ou paralyse (barrez la mention inutile) n'en fera pas. Une décision irrévocable, que même les mères ne peuvent infléchir...

Et leur avenir ? Pour l'heure, la romantique Virginie raffole des photos, déborde d'idées et de projets. Rusée, elle se fait même payer par maman les après-midi peu créatives et particulièrement gonflantes des castings. Son unité de compte est le schtroumpf. Elle a 5 ans 1/2. Mais quand elle aura l'âge de son premier chéquier ? Chloé, 5 ans, plus sauvage, a découvert la renommée avec le spot des couches anti-fuites Lotus où elle téléphonait avec la voix de Jean Rochefort. Qu'en sera-t-il lorsqu'elle sera en âge de faire pipi toute seule ?

Et Luc, le héros des campagnes « Carrefour costaud » sur les flancs de bus, qui déprime déjà quand les studios l'oublient plus de trois semaines ? Le rêve est fragile, la gloire éphémère comparée au risque patent de transformer les enfants en singes savants, pour les abandonner un jour sans autre forme de procès...

Mais ils ont de sacrés tempéraments. La preuve : Jennyfer, la plus minuscule de nos comédiennes, qui trottine déjà plus vite que son ombre. Carriériste ? A la question « tu veux m'accorder une interview » elle a ôté, d'un geste, son petit pull marine. Ça promet. ●

(1) Voir aussi l'enquête de Gilles Médioni à paraître dans « Photo-Revue ».



LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN

Laura ou la vraie vie



Françoise Mallet-Joris.

**** Francoise Mallet-Joris : « le Rire de Laura », Gallimard, roman.***
**** Jeanne Champion : « le Bunker », Calmann-Lévy, roman.***

« LE tout et le tout dire et je manque de mots », s'écriait Paul Eluard en 1950. Il était poète, à une époque bien différente de la nôtre tandis que Françoise Mallet-Joris est romancière, une romancière qui, comme Eluard, veut tout dire. Trop sans doute, si bien que son dernier livre, à la fois agace et attire.

Agacé, on l'est, par le désir de cerner la société, de traiter de ses problèmes, au détriment, parfois, de la crédibilité et de la profondeur des personnages ; mais séduit, on l'est aussi, par une patte qui, lorsqu'elle s'abat, vous estomaque, par les meilleurs moments de la fiction lorsque celle-ci se ramifie dans l'ambiguïté des êtres et dans le mélange des ingrédients qui les composent. La trame du « Rire de Laura » est connue : une grande bourgeoise, Laura, se réfugie quelques jours dans un hôtel de Strasbourg avec son fils, Martin, qui vient de réchapper à une overdose, à moins que ce ne soit, à une tentative de suicide. Face à face parents/enfants (caractéristique des problèmes de société) propice aux confidences où s'inscrivent en d'habiles flashes-back la vie et les aventures de la mère et du fils.

Huit clos s'achevant par une pirouette, le fameux « Rire de Laura », une Laura, qui, dans les bras d'un brave politicien luxembourgeois, découvre que l'adultère, après tout, ce n'est pas la mer à boire. Si l'on tient compte que Théo, l'époux de l'héroïne, brillant chirurgien à qui rien ne résiste jamais, est un adepte assidu de l'adultère et que Laura, bien née dans une famille exigeante de protestants strasbourgeois, a souffert de ces infidélités comme d'une rupture du contrat d'absolu qu'elle croyait avoir contracté avec l'humanité. On saura gré à l'auteur de s'arrêter juste à temps avant que l'on n'entrevoit la bouille du célèbre Théo, enfin accouru auprès d'une femme probablement décomplexée et d'un fils sur la voie de la guérison.

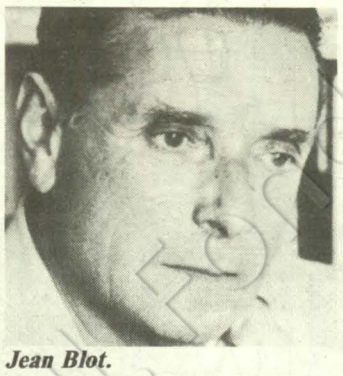
Après tout, cette trame en vaut une autre : en la suivant, comme je le notais, on est tour à tour conquis puis gêné, de nouveau conquis avant de retomber dans l'embarras, et ainsi de suite. Par exemple on est fort intéressé par le personnage de Marc-André, le professeur qui accueille Martin et sa communauté. Attachante figure que ce Marc-André, ancien résistant, ancien militant communiste, passionné par la chronique des utopies (celles du XIXe siècle, les Saint-Simoniens, les Communards, etc.), et qui va tenir celle du groupe musical dont Martin se révélera le manager plein de pugnacité, forçant, au passage, Marc-André à révéler ses sentiments homosexuels vis-à-vis de Martin. Cet aspect du roman est à la fois bien rendu et passionnant. D'autant qu'un thème quasi philosophique le parcourt, souterrain : « Tout amour est une utopie ». On regrette même que Françoise Mallet-Joris ne l'ait pas exploité, non pour façonner une thèse mais pour lester le roman d'une dimension plus universelle. Car les marottes de l'époque envahissent le devant de la scène, par exemple la petite amie de Martin, Ophélie (sic), silhouette de marginale comme on en a tous connue, confrontée à la fois à une anorexie et à une grossesse que le bon Théo devra guérir.

On me dira c'est la vie ! Sans dout, mais trop c'est trop, surtout qu'il faudrait ajouter à cette succession de coups durs l'opération mortelle, entreprise par Théo, sur la personne de la sœur de l'épouse du grand patron qui a combiné aussi bien le mariage de Laura et de Théo que le lancement de ce dernier dans les affaires dynamiques d'une clinique privée... Sans compter la mort, en Orient, de la sœur de Laura, autre missionnaire de l'absolu, égarée dans un amour impossible...

Convenons que, par moments, on bascule dans le mélo, l'auteur elle-même, emploie le mot, tandis, il est vrai, que la tragi-comédie finale échappe totalement à la moindre caricature. Objectera-t-on que c'est notre société qui a mauvais goût en sécrétant un ridicule dont tout auteur ne peut que prendre acte ! J'ai songé à cet alibi, qui n'est sans doute pas faux, et qui explique le malaise fréquemment ressenti devant maints romanciers désireux de peindre la société actuelle. Du coup on se prend à reconsidérer la première impression ressentie de temps à autre devant les rebondissements du roman. Surtout que l'ensemble est enlevé de main de maître.

Dès les premières pages, d'une rare force, on est frappé par la vitesse d'un style, plus que ramassé, où les formules fusent en autant de smashes (comme on en admire au tennis). Cruauté d'une écriture qui semble tout savoir pour pouvoir tout dire. Ce langage, rapide et laconique, haché, fait parfois songer à celui des journalistes. Illusion d'optique rapidement chassée par les périodes de moraliste qui empruntent à la tradition d'un français séculaire, d'un verbe porté à incandescence. Pas plus qu'il n'avertit, ce style ne s'attarde. Sa vigueur vous empoigne et ne vous lâche plus, singulièrement quand l'auteur veut montrer la souillure du monde moderne, peut-être d'un monde sans Dieu dont les suicides collectifs de Guyana, par exemple, sont à la fois la plaie et le produit. On songe volontiers à François Mauriac ou à Georges Bernanos, bien que le monde de ces derniers géants semble appartenir à notre préhistoire alors que celui de Mallet-Joris est notre contemporain. Au regard de l'être humain, y a-t-il, au bout du compte, une différence notable ?

L'été n'en finit plus



Jean Blot.

La véritable fixation sur le temps de la Seconde Guerre mondiale et le goût inépuisable qu'éprouve une génération pour cette période tragique, décelés par Claude Glayman chez la plupart des romanciers contemporains, on les retrouve aussi dans un certain nombre de livres de souvenirs ou de mémoires. Ainsi en est-il du récit, pas très éloigné de l'autobiographie sans doute, publié par Jean Blot.

« Tout l'été » se présente comme l'histoire croisée de deux frères, de deux demi-frères plus exactement, Edward et David, fils d'un juif d'Odessa, poète, artiste velléitaire et mari volage. Doté d'un nez particulièrement fin, le père a su quitter la Russie, avant que la vie n'y devienne intenable pour les juifs, confiant à deux grandes démocraties le soin de former ses enfants — non sans avoir « oublié », à Moscou, une fille qui, elle, aura le destin ordinaire de la femme soviétique.

Edward, l'ainé, deviendra le pur produit de ces « public-schools » britanniques où le châtiment corporel fait mal au cuir mais pas à l'âme. Cependant que David, le cadet, maintenu dans le cocon douillet et culpabilisant des « chères dames » d'une pension française, deviendra un écorché vif, bref un artiste.

Les deux frères passent à Dinard, la plus anglaise des stations bretonnes, le dernier été d'avant la guerre. Ce bel été 1939, qui reste dans la mémoire de tous ses contemporains comme un ultime et déchirant flamboiement de bonheur avant la plongée dans l'horreur. Edward, refusant de suivre son père aux Etats-Unis, fera une guerre brillante et traumatisante en Egypte. David, après avoir vécu le calvaire des juifs français sous l'Occupation, se cachera à Lyon, puis rejoindra les maquis de l'Ain, où lui aussi fera une bien belle guerre, comme on dit !

Cela nous vaut des pages exaltantes, haletantes, âprement subjectives mais bouleversantes à lire. Jean Blot ne pose pas à l'observateur impassible ; au contraire, il vibre et nous fait vibrer en déroulant le destin pas si commun des frères Stern. Ici et là, apparaissent des personnages secondaires, inoubliables comme ce Bergère, juif de Kiev, réfugié à Lyon, protecteur inlassable, et astucieux pourvoyeur d'une communauté en détresse pour qui il ne cesse de dire : « T'inquiète je m'y occupe. »

La fin surprenante du livre nous montre le gentleman à l'œillet rouge à la boutonnière, Edward, plus anglais qu'il n'est permis tout abandonner pour rejoindre Israël encerclé, lors de la guerre des Six jours, et envisager tranquillement de finir sa vie comme planteur d'œillets — toujours l'ironie du sort — dans un kibboutz. Quant à David, pour qui la langue française est la seule patrie, il deviendra l'écrivain que l'on connait en Jean Blot. Un beau livre grave, si sincère et si noble qu'il nous attache pour longtemps.

Nicole CHAILLOT

**** « Tout l'été » de Jean Blot, Albin-Michel.***

Le Bunker ou la vie rêvée

TRES différente apparaît l'entreprise de Jeanne Champion, puisque dans « le Bunker » c'est le passé qui détermine le présent, et non l'inverse. La réalité immédiate pousse à la recherche d'un univers révolu, englouti dans le temps. Germain Viard, architecte parisien, est frappé par un rêve prémonitoire qui se trouve être en même temps un envoûtement : par l'intermédiaire d'un bunker allemand construit sur une plage normande (le philosophe Paul Virilio a bâti une théorie architecturale et esthétique à partir de ce qu'il appelle la « Bunker archéologie »), notre héros, anodin, devient un cas de possession peu banal. Comme interpellé par un ancien officier de la Wermacht, il se lance à sa recherche, larguant famille, travail, routine quotidienne. Le voici dans un hôtel près d'Arromanches, au musée du Débarquement, en promenade le long de la falaise où trône le fameux blockhaus, installé dans un second hôtel.

Personnage hanté, incarnation d'un certain romantisme allemand (les pages du roman sont entrecoupées de vers magnifiques du poète Hölderlin qui reviennent périodiquement comme un leitmotiv), il trouble le petit monde qu'il côtoie. Suivi par Gérard, un gamin espion tout droit sorti des romans paysans d'antan, perturbant la tranquillité de ses hôtelières, il apparaît, tel un fantôme qui viendrait réveiller de vieux démons... Seul, Roger Carteret, le vieil instituteur, semble le fuir : Carteret ne possède-t-il pas la clé de l'histoire qui hante le roman et son personnage principal ? Qui est Kurt Rieter, l'officier allemand disparu mystérieusement dans son bunker le jour du débarquement allié ? Qui est Marie Coutances, sa belle maîtresse, devenue, depuis lors, une folle errante, exclue de sa communauté ? Comme un rappel de la réalité, la femme de l'architecte tente vainement de récupérer son mari, de le ramener à la raison, rien n'y fait ; Germain se juge mort avec Kurt.

L'instituteur, lorsqu'il accepte enfin de le rencontrer, ne reconnaît-il pas en lui un double de l'officier allemand : « Il ressemble étrangement à l'officier allemand qui est mort dans le bunker le jour du débarquement... sauf que le Berlinois était aussi brun que celui-là est blond... » ! Le jeune frère de Kurt, mort gelé sur le front russe, n'était-il pas blond comme Germain ! La pseudo folie de l'architecte peut faire songer au fantastique, tel qu'on le rencontre dans « les Hauts de Hurlevent » ou bien chez les poètes romantiques allemands ou, plus proche de nous, chez un écrivain comme Pierrette Fleutiaux. Nous laissant souvent perplexes — dans ces passages le roman m'a paru parfois accuser quelques longueurs —, invitant alors à toutes sortes d'hypothèses, « le Bunker » marque, me semble-t-il, le goût irrépressible qu'éprouve une génération (la mienne) pour réinterpréter et retrouver la période, tragique et complexe, de la Seconde Guerre mondiale. Véritable fixation sur un moment qui semble désormais venir du fond des âges ! Préhistoire que Jeanne Champion prend à bras-le-corps, dans la dernière partie de son roman, celle où Roger Carteret parle : celle qui décrit, en des pages inoubliables et saisissantes, le débarquement et les fragments retrouvés du Journal de Kurt.

Si l'on n'arrête pas l'imagination, l'on n'esquive pas plus l'ambivalence d'une guerre dont la version manichéenne ne saurait pleinement rendre compte. Symbole tangible du conflit, le bunker revêt, dès lors, de multiples significations, n'étant plus seulement « la tumeur d'un paysage qui n'oublierait jamais l'occupant ». Les bunkers sont indestructibles, comme les souvenirs, ce sont également des tombeaux qui invitent à de morbibes remémorations, ce sont des ruines qui incarnent le prix exorbitant de la guerre, mais les bunkers ne sont-ils pas aussi des œuvres d'art, comme le pense Paul Virilio, œuvres d'art jetées dans la solitude de l'éternité tels les pyramides ou les temples grecs et khmers, etc. ?



Jeanne Champion.

Dès lors, au gré du jeu des interprétations, le livre de Jeanne Champion suggère différentes lectures, multiplicité d'angles qui, par-delà certaines longueurs où se fourvoie parfois le lecteur, fait la beauté saisissante et insolite de ce très curieux roman.

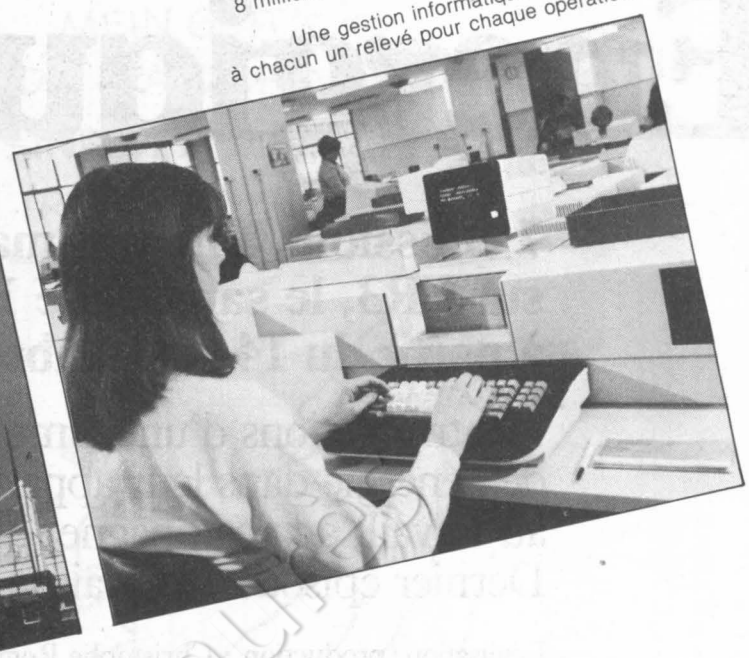
VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...



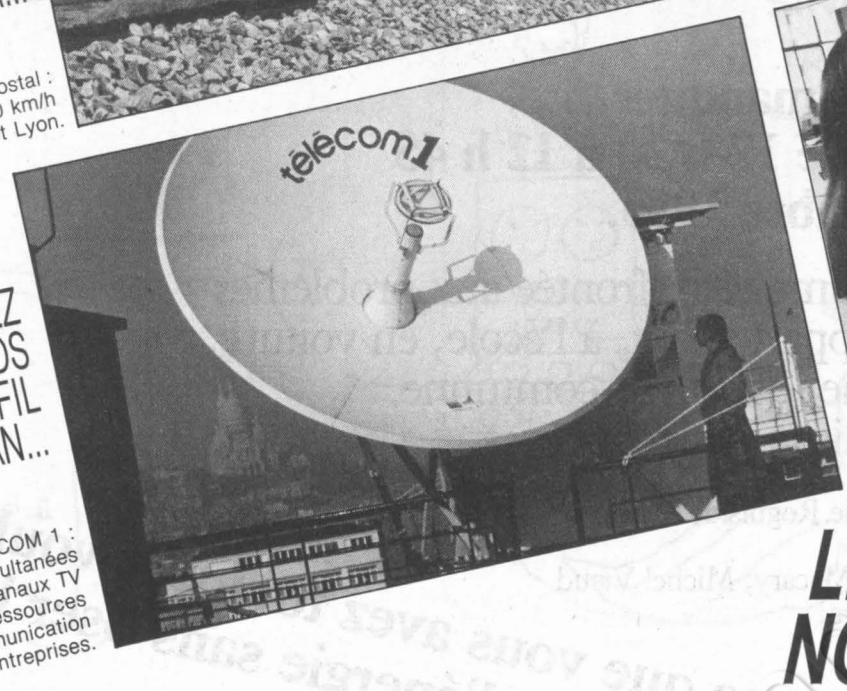
Le TGV postal : 65 tonnes de lettres à 260 km/h entre Paris et Lyon.

VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont choisi la Poste et le chèque soleil.
Une gestion informatique qui assure à chacun un relevé pour chaque opération.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...



TELECOM 1 : 3 000 conversations simultanées intercontinentales, 2 canaux TV couleur et toutes les ressources de la vidéocommunication au service des entreprises.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Le Parti socialiste vient d'entrer dans la dernière phase de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ».

A titre d'encouragement, tout nouvel abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins un nouvel abonné. D'avance nous vous en remercions.

l'unité

L'HEBDO DE LA "CRUELLE VÉRITÉ" !



Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ *abonnement de six mois (195 F)*
★ *abonnement d'un an (290 F)*
★ *abonnement de soutien (500 F)*

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.



présenté par l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Energie

Energiquement vôtre...

7 émissions à ne pas manquer sur FR3, le samedi de 12 h 30 à 12 h 45 à partir du 14 septembre 1985.

Les tribulations d'une famille confrontée aux problèmes de l'énergie dans leur appartement, à l'école, en voiture, au travail, à la campagne, dans leur commune.
Dernier épisode : la maison de leurs rêves.

Réalisation / production : Christophe Rogulski, Regard 3
Conception : Ten et Associés
avec Anne Lipinski, Hubert Saint-Macary, Michel Viaud
Musique originale : Elisabeth Sikora.

Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le bon usage de l'énergie sans oser le demander...

AJV 737

Donnons des oreilles à la terre.



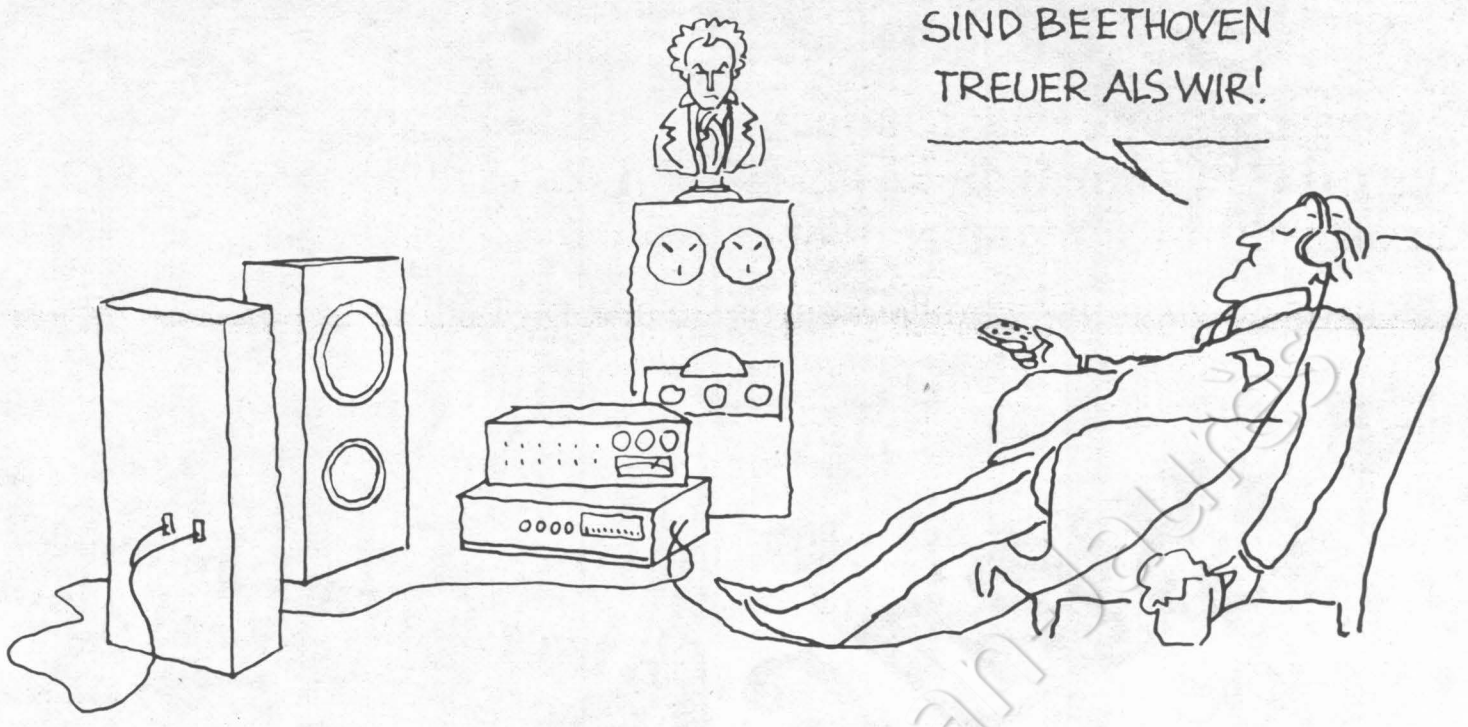
Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.
C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

L'argent qui rapproche les hommes.

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD



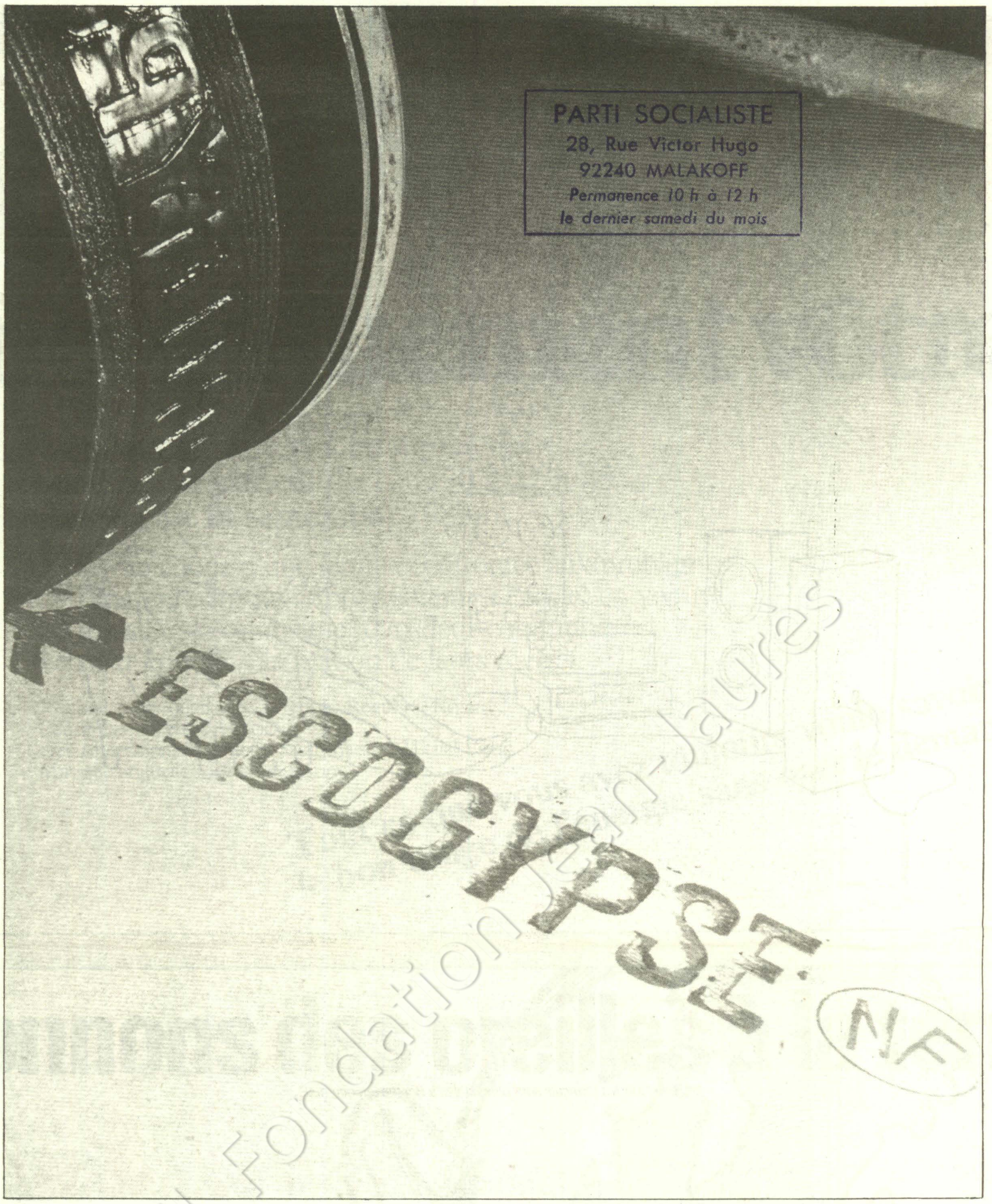
**Mein Gott les Français sont plus fidèles à Beethoven que nous.*

C'est vrai. Au pays de Beethoven, les mélomanes sont exigeants. Grâce au film polyester Terphane® de Rhône-Poulenc, les fabricants de cassettes audio ou vidéo disposent d'un film de base exceptionnel.

Rhône-Poulenc, une des grandes entreprises mondiales, nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer.

Rhône-Poulenc met à profit ses bénéfices pour investir sur l'avenir. C'est ainsi que se gagne la compétition.

RHÔNE·POULENC



ESCOGYPSE

PLAQUES
DE PLATRE
ENROBEES
DE CARTON

ESCOGYPSE

RUE JEAN JAURÈS - B.P. 85 - 59410 ANZIN - FRANCE
TÉL. : (27) 46.47.39 - TELEX 110 881

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325

Coll. Fondation Jean-Jaurès